

KPMG Audit

ERNST & YOUNG Audit

**TOTAL S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2015

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG Audit**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **TOTAL S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2015

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société TOTAL S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans l'introduction de l'annexe aux comptes consolidés, dans le paragraphe « Principaux jugements et estimations comptables », certains principes comptables appliqués par votre Groupe impliquent une part importante d'estimations, hypothèses et jugements. La Direction Générale de votre Groupe revoit régulièrement ces estimations, ces hypothèses et jugements en cas de changements de circonstances ou suite à de nouvelles informations ou modifications dans l'expérience de votre Groupe. Des estimations, hypothèses et jugements différents pourraient avoir des impacts significatifs sur les comptes consolidés et leurs notes annexes et en conséquence les réalisations définitives pourraient également être différentes des montants inclus dans les états financiers consolidés. La mise en œuvre de ces estimations, hypothèses et jugements concerne principalement l'application de la méthode dite des « *successful efforts* » pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites, les engagements envers le personnel et la détermination des impôts courants et différés. Une information détaillée sur l'application de ces principes comptables est donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par votre Groupe, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que cette note introductive de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée sur les hypothèses retenues par votre Groupe.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la dépréciation des actifs immobilisés décrite en note 4.D de l'annexe aux comptes consolidés, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation ainsi que les données et les hypothèses-clés utilisées pour la détermination de la valeur recouvrable. Nous avons également apprécié la sensibilité des évaluations à d'éventuelles variations de ces hypothèses ainsi que la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Ces travaux nous ont permis d'apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 15 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A

ERNST & YOUNG Audit



Michel Piette  
Associé



Valérie Besson  
Associée



Yvon Salaün  
Associé



Laurent Miannay  
Associé

# Compte de résultat consolidé

## TOTAL

### Exercice

(en millions de dollars)<sup>(a)</sup>

		2015	2014	2013
<b>Chiffre d'affaires</b>	<i>(notes 4 et 5)</i>	<b>165 357</b>	<b>236 122</b>	<b>251 725</b>
Droits d'accises		(21 936)	(24 104)	(23 756)
Produits des ventes		143 421	212 018	227 969
Achats, nets de variation de stocks	<i>(note 6)</i>	(96 671)	(152 975)	(160 849)
Autres charges d'exploitation	<i>(note 6)</i>	(24 345)	(28 349)	(28 764)
Charges d'exploration	<i>(note 6)</i>	(1 991)	(1 964)	(2 169)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers		(17 720)	(19 656)	(11 994)
Autres produits	<i>(note 7)</i>	3 606	2 577	2 290
Autres charges	<i>(note 7)</i>	(1 577)	(954)	(2 800)
Coût de l'endettement financier brut		(967)	(748)	(889)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		94	108	85
Coût de l'endettement financier net	<i>(note 29)</i>	(873)	(640)	(804)
Autres produits financiers	<i>(note 8)</i>	882	821	696
Autres charges financières	<i>(note 8)</i>	(654)	(676)	(702)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	<i>(note 12)</i>	2 361	2 662	3 415
Charge d'impôt	<i>(note 9)</i>	(1 653)	(8 614)	(14 767)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>4 786</b>	<b>4 250</b>	<b>11 521</b>
Part du Groupe		5 087	4 244	11 228
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(301)	6	293
Résultat net par action (dollars)		2,17	1,87	4,96
Résultat net dilué par action (dollars)		2,16	1,86	4,94

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

# Résultat global consolidé

## TOTAL

### Exercice

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>4 786</b>	<b>4 250</b>	<b>11 521</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Pertes et gains actuariels	557	(1 526)	682
Effet d'impôt	(278)	580	(287)
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(7 268)	(9 039)	3 129
<b>Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>(6 989)</b>	<b>(9 985)</b>	<b>3 524</b>
Écart de conversion de consolidation	2 456	4 245	(1 925)
Actifs financiers disponibles à la vente	9	(29)	33
Couverture de flux futurs	(185)	97	156
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	120	(1 538)	(805)
Autres éléments	1	3	(12)
Effet d'impôt	53	(18)	(62)
<b>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>2 454</b>	<b>2 760</b>	<b>(2 615)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global (après impôt) (note 17)</b>	<b>(4 535)</b>	<b>(7 225)</b>	<b>909</b>
<b>Résultat global</b>	<b>251</b>	<b>(2 975)</b>	<b>12 430</b>
- Part du Groupe	633	(2 938)	12 193
- Intérêts ne conférant pas le contrôle	(382)	(37)	237

# Bilan consolidé

## TOTAL

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

		2015	2014	2013
<b>ACTIF</b>				
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations incorporelles	(notes 5 et 10)	14 549	14 682	18 395
Immobilisations corporelles	(notes 5 et 11)	109 518	106 876	104 480
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	(note 12)	19 384	19 274	20 417
Autres titres	(note 13)	1 241	1 399	1 666
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(note 20)	1 219	1 319	1 418
Impôts différés	(note 9)	3 982	4 079	3 838
Autres actifs non courants	(note 14)	4 355	4 192	4 406
<b>Total actifs non courants</b>		<b>154 248</b>	<b>151 821</b>	<b>154 620</b>
<b>Actifs courants</b>				
Stocks	(note 15)	13 116	15 196	22 097
Clients et comptes rattachés	(note 16)	10 629	15 704	23 422
Autres créances	(note 16)	15 843	15 702	14 892
Actifs financiers courants	(note 20)	6 190	1 293	739
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(note 27)	23 269	25 181	20 200
Actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 34)	1 189	4 901	3 253
<b>Total actifs courants</b>		<b>70 236</b>	<b>77 977</b>	<b>84 603</b>
<b>Total actif</b>		<b>224 484</b>	<b>229 798</b>	<b>239 223</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>Capitaux propres</b>				
Capital		7 670	7 518	7 493
Primes et réserves consolidées		101 528	94 646	98 254
Écarts de conversion		(12 119)	(7 480)	(1 203)
Actions autodétenues		(4 585)	(4 354)	(4 303)
<b>Total des capitaux propres - part du Groupe</b>	(note 17)	<b>92 494</b>	<b>90 330</b>	<b>100 241</b>
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>		<b>2 915</b>	<b>3 201</b>	<b>3 138</b>
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>95 409</b>	<b>93 531</b>	<b>103 379</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Impôts différés	(note 9)	12 360	14 810	17 850
Engagements envers le personnel	(note 18)	3 774	4 758	4 235
Provisions et autres passifs non courants	(note 19)	17 502	17 545	17 517
Dettes financières non courantes	(note 20)	44 464	45 481	34 574
<b>Total passifs non courants</b>		<b>78 100</b>	<b>82 594</b>	<b>74 176</b>
<b>Passifs courants</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés		20 928	24 150	30 282
Autres créditeurs et dettes diverses	(note 21)	16 884	16 641	18 948
Dettes financières courantes	(note 20)	12 488	10 942	11 193
Autres passifs financiers courants	(note 20)	171	180	381
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 34)	504	1 760	864
<b>Total passifs courants</b>		<b>50 975</b>	<b>53 673</b>	<b>61 668</b>
<b>Total passif</b>		<b>224 484</b>	<b>229 798</b>	<b>239 223</b>

# Tableau de flux de trésorerie consolidé

## TOTAL

(note 27)

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
<b>FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 786	4 250	11 521
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	19 334	20 859	13 358
Provisions et impôts différés	(2 563)	(1 980)	1 567
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-	-
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(2 459)	(1 979)	(80)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(311)	29	(775)
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	1 683	4 480	2 525
Autres, nets	(524)	(51)	397
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>19 946</b>	<b>25 608</b>	<b>28 513</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT</b>			
Investissements corporels et incorporels	(25 132)	(26 320)	(29 748)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(128)	(471)	(21)
Coût d'acquisition de titres	(513)	(949)	(1 756)
Augmentation des prêts non courants	(2 260)	(2 769)	(2 906)
<b>Investissements</b>	<b>(28 033)</b>	<b>(30 509)</b>	<b>(34 431)</b>
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	2 623	3 442	1 766
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	2 508	136	2 654
Produits de cession d'autres titres	837	1 072	330
Remboursement de prêts non courants	1 616	1 540	1 649
<b>Désinvestissements</b>	<b>7 584</b>	<b>6 190</b>	<b>6 399</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(20 449)</b>	<b>(24 319)</b>	<b>(28 032)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT</b>			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	485	420	485
- actions propres	(237)	(289)	(238)
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(2 845)	(7 308)	(7 128)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(100)	(154)	(156)
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	5 616	-	-
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	89	179	2 153
Émission nette d'emprunts non courants	4 166	15 786	11 102
Variation des dettes financières courantes	(597)	(2 374)	(9 037)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(5 517)	(351)	1 298
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>1 060</b>	<b>5 909</b>	<b>(1 521)</b>
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie</b>	<b>557</b>	<b>7 198</b>	<b>(1 040)</b>
Incidence des variations de change	(2 469)	(2 217)	831
Trésorerie en début de période	25 181	20 200	20 409
<b>Trésorerie à fin de période</b>	<b>23 269</b>	<b>25 181</b>	<b>20 200</b>

# Variation des capitaux propres consolidés

## TOTAL

(en millions de dollars)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
<b>Au 1er janvier 2013</b>	<b>2 365 933 146</b>	<b>7 454</b>	<b>92 485</b>	<b>(1 696)</b>	<b>(108 391 639)</b>	<b>(4 274)</b>	<b>93 969</b>	<b>1 689</b>	<b>95 658</b>
Résultat net 2013	-	-	11 228	-	-	-	11 228	293	11 521
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	473	492	-	-	965	(56)	909
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 701</b>	<b>492</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 193</b>	<b>237</b>	<b>12 430</b>
Dividendes	-	-	(7 116)	-	-	-	(7 116)	(156)	(7 272)
Émissions d'actions (note 17)	11 745 014	39	446	-	-	-	485	-	485
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 414 200)	(238)	(238)	-	(238)
Cessions d'actions <sup>(a)</sup>	-	-	(209)	-	3 591 391	209	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	189	-	-	-	189	-	189
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	749	1	-	-	750	1 355	2 105
Autres éléments	-	-	9	-	-	-	9	13	22
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>2 377 678 160</b>	<b>7 493</b>	<b>98 254</b>	<b>(1 203)</b>	<b>(109 214 448)</b>	<b>(4 303)</b>	<b>100 241</b>	<b>3 138</b>	<b>103 379</b>
Résultat net 2014	-	-	4 244	-	-	-	4 244	6	4 250
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	(907)	(6 275)	-	-	(7 182)	(43)	(7 225)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 337</b>	<b>(6 275)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 938)</b>	<b>(37)</b>	<b>(2 975)</b>
Dividendes	-	-	(7 378)	-	-	-	(7 378)	(154)	(7 532)
Émissions d'actions (note 17)	7 589 365	25	395	-	-	-	420	-	420
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 386 300)	(283)	(283)	-	(283)
Cessions d'actions <sup>(a)</sup>	-	-	(232)	-	4 239 335	232	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	114	-	-	-	114	-	114
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	148	(2)	-	-	146	195	341
Autres éléments	-	-	8	-	-	-	8	59	67
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>2 385 267 525</b>	<b>7 518</b>	<b>94 646</b>	<b>(7 480)</b>	<b>(109 361 413)</b>	<b>(4 354)</b>	<b>90 330</b>	<b>3 201</b>	<b>93 531</b>
Résultat net 2015	-	-	5 087	-	-	-	5 087	(301)	4 786
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	185	(4 639)	-	-	(4 454)	(81)	(4 535)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 272</b>	<b>(4 639)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>633</b>	<b>(382)</b>	<b>251</b>
Dividendes	-	-	(6 303)	-	-	-	(6 303)	(100)	(6 403)
Émissions d'actions (note 17)	54 790 358	152	2 159	-	-	-	2 311	-	2 311
Rachats d'actions	-	-	-	-	(4 711 935)	(237)	(237)	-	(237)
Cessions d'actions <sup>(a)</sup>	-	-	(6)	-	105 590	6	-	-	-
Paiements en actions (note 25)	-	-	101	-	-	-	101	-	101
Annulation d'actions (note 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	5 616	-	-	-	5 616	-	5 616
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	(114)	-	-	-	(114)	-	(114)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	23	-	-	-	23	64	87
Autres éléments	-	-	134	-	-	-	134	132	266
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>2 440 057 883</b>	<b>7 670</b>	<b>101 528</b>	<b>(12 119)</b>	<b>(113 967 758)</b>	<b>(4 585)</b>	<b>92 494</b>	<b>2 915</b>	<b>95 409</b>

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

# TOTAL

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

---

En date du 10 février 2016, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de TOTAL S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2016.

### Base de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés de TOTAL S.A. et ses filiales (le Groupe) sont présentés en dollar américain (dollar) et sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2015.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2015 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe). Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

### Principaux jugements et estimations comptables

La préparation des états financiers selon les normes IFRS pour la clôture au 31 décembre 2015 requiert de la part de la Direction Générale le recours à des estimations, hypothèses et jugements considérés comme raisonnables, lesquels affectent les comptes consolidés et leurs notes annexes. Des estimations, hypothèses et jugements différents pourraient avoir des impacts significatifs sur les comptes consolidés et leurs notes annexes et en conséquence les réalisations définitives pourraient également être différentes des montants inclus dans les états financiers consolidés.

Ces estimations, hypothèses et jugements sont révisés régulièrement en cas de changements de circonstances ou suite à de nouvelles informations ou modifications dans l'expérience du Groupe; ils pourraient donc être sensiblement modifiés ultérieurement.

Les principales estimations, hypothèses et jugements peuvent avoir un impact significatif dans les cas suivants :

#### ➤ Estimation des réserves d'hydrocarbures

L'estimation des réserves d'hydrocarbures est importante pour la mise en œuvre de la méthode dite des « *successful efforts* » utilisée par le Groupe pour la comptabilisation de ses activités pétrolières.

Les réserves d'hydrocarbures du Groupe sont estimées par les ingénieurs pétroliers du Groupe conformément aux pratiques sectorielles et aux règles SEC (*U.S. Securities and Exchange Commission*).

Les réserves prouvées sont celles qui, par l'analyse de données de géosciences et d'ingénierie, peuvent être, avec une certitude raisonnable, estimées (à compter d'une certaine date, à partir de gisements connus et selon les conditions économiques, méthodes d'exploitation et réglementations gouvernementales existantes) récupérables avant la date d'expiration des contrats accordant le droit d'exploitation à moins que des éléments n'attestent que le renouvellement de ce droit est raisonnablement certain, et ce, quelle que soit la méthode, déterministe ou probabiliste, utilisée pour cette estimation.

Les réserves d'hydrocarbures prouvées sont établies sur la base d'un prix moyen annuel de référence calculé à partir de la moyenne arithmétique du prix des premiers jours de chaque mois de l'année, à l'exception des cas où les prix sont définis contractuellement, sans actualisation. Le Groupe réévalue ses réserves d'hydrocarbures au moins une fois par an pour l'ensemble de ses droits miniers.

La méthode comptable des « *successful efforts* » est présentée dans la note 1 « Principes comptables » paragraphe H.

Pour les droits miniers et immobilisations corporelles de l'exploration-production, voir les notes 10 et 11.

### ➤ **Dépréciation d'actifs**

Dans le cadre de la détermination de la valeur recouvrable des actifs pour les tests de dépréciation (IAS36), les estimations, hypothèses et jugements concernent principalement les scénarios de prix des hydrocarbures, les coûts opératoires, les volumes de production et les réserves prouvées de pétrole et gaz, les marges de raffinage et les conditions de commercialisation des produits (principalement les produits pétroliers, pétrochimiques et chimiques ainsi que ceux de la filière solaire). Les estimations et hypothèses, utilisées par la Direction Générale, sont déterminées au sein de services internes spécialisés au vu des conditions économiques et des analyses d'experts externes. Le taux d'actualisation est revu chaque année.

Le paragraphe L de la note 1 « Principes comptables » décrit la méthode appliquée pour la dépréciation des actifs immobilisés.

Pour les dépréciations d'actifs, voir le paragraphe D de la note 4 « Informations par secteur d'activité ».

### ➤ **Engagements envers le personnel**

Les engagements envers le personnel et les fonds investis peuvent être sujets à une volatilité importante en raison notamment des variations des valeurs de marché et des hypothèses actuarielles. Ces hypothèses varient selon les différents plans de retraite et prennent ainsi en compte les conditions locales. Elles sont déterminées selon un processus encadré faisant intervenir les expertises et les jugements internes au Groupe, en terme financier et d'actuariat, et aussi en consultation avec des actuaires et experts indépendants.

Les hypothèses retenues pour chaque plan sont revues annuellement et ajustées si nécessaire pour prendre en compte les changements provenant de l'expérience et des conseils actuariels.

Le paragraphe R de la note 1 « Principes comptables » décrit les méthodes appliquées pour la comptabilisation des engagements envers le personnel.

Pour les engagements envers le personnel, voir la note 18.

### ➤ **Les provisions pour restitution des sites**

Les dépenses futures au titre des restitutions des sites, résultant d'une obligation légale ou implicite, sont provisionnées d'après une estimation raisonnable au cours de l'exercice durant lequel apparaît l'obligation.

Cette estimation est fondée sur les informations disponibles en termes de coûts et de programme de travaux. Elle est régulièrement revue pour notamment tenir compte des changements intervenant dans les lois et règlements, les estimations de réserves et de productions, l'analyse des conditions du site et les technologies.

Le taux d'actualisation est revu chaque année.

Le paragraphe Q de la note 1 « Principes comptables » décrit les méthodes appliquées pour la comptabilisation des restitutions des sites de production d'hydrocarbures.

Pour les provisions pour restitution des sites, voir la note 19 « Provisions et autres passifs non courants ».

### ➤ **Impôts sur le résultat**

Un passif d'impôt est comptabilisé dès lors qu'un paiement futur, en application d'une réglementation fiscale, est considéré comme probable et qu'il peut être raisonnablement estimé. L'exercice du jugement est nécessaire pour évaluer les conséquences d'événements nouveaux sur le montant de ce passif.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans les comptes dans la mesure où leur recouvrement est considéré comme probable. Le montant de ces actifs est déterminé à partir des profits futurs taxables estimés par nature incertains et susceptibles d'être modifiés dans la durée. L'exercice du jugement est donc requis pour évaluer les conséquences d'événements nouveaux sur la valeur de ces actifs et notamment les changements intervenant dans les estimations de ces profits futurs taxables et des délais nécessaires à leur utilisation.

En outre, ces positions fiscales peuvent dépendre des interprétations des législations fiscales et règlements dans les pays où le Groupe est présent. Ces interprétations peuvent avoir un caractère incertain. Selon les circonstances, elles ne sont définitives qu'après des négociations ou la résolution de litiges avec les autorités concernées qui peuvent durer plusieurs années.

Le paragraphe F de la note 1 « Principes comptables » décrit les méthodes appliquées pour la comptabilisation de l'impôt sur le résultat. Pour l'impôt sur les sociétés, voir la note 9.

➤ **Transactions non couvertes par des normes ou interprétations**

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction Générale du groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information conforme aux principes généraux des IFRS : image fidèle, pertinence et importance relative.

## 1) Principes comptables

Selon le principe de la comptabilité d'engagement appliqué par le Groupe, selon lequel les états financiers reflètent les effets des transactions et événements dans l'exercice où ils se produisent, les actifs et passifs sont généralement valorisés au coût quand il s'agit d'éléments à caractère opérationnel tels que les actifs immobilisés incorporels et corporels, et à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes.

Le détail des méthodes appliquées est le suivant :

### A) *Principes de consolidation*

Les entités contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres entités contrôlées sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les activités conjointes sont comptabilisées à hauteur de la quote-part détenue par le Groupe.

Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans une entreprise. Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20%, la comptabilisation par mise en équivalence ne s'applique que lorsque l'influence notable peut être démontrée.

Les soldes, transactions et résultats internes sont éliminés.

### B) *Regroupement d'entreprises*

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode requiert la comptabilisation des actifs identifiables acquis, passifs repris et intérêts ne conférant pas le contrôle des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur.

L'affectation du prix d'acquisition est finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

L'acquéreur doit comptabiliser le *goodwill* à la date d'acquisition, évalué comme étant l'excédent de :

- la contrepartie transférée, le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;
- sur la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris, le recensement et l'évaluation des éléments identifiables de l'actif et du passif font l'objet d'une analyse complémentaire. A l'issue de cette analyse complémentaire, le *badwill* résiduel est comptabilisé directement en résultat.

Lors de transactions avec les intérêts ne conférant pas le contrôle, l'écart entre le prix payé (reçu) et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle acquis (cédés) est enregistré directement dans les capitaux propres.

### C) *Méthodes de conversion*

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est le dollar. En revanche, la monnaie fonctionnelle de la société-mère est l'euro. Les écarts de conversion en résultant sont présentés dans la rubrique « Ecart de conversion de consolidation de la société-mère » dans l'état du résultat global, au sein des autres éléments du résultat global ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat. Ils sont présentés dans la ligne « Ecart de conversion » au bilan.

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle.

#### (i) **Éléments monétaires**

Les transactions réalisées en devises étrangères autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité sont converties au cours de change en vigueur à la date de transaction. À la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de clôture et l'écart de change qui en résulte est enregistré en résultat.

#### (ii) **Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère**

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en dollars sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les

différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du Groupe et dans le poste « Intérêts ne conférant pas le contrôle » pour la part des intérêts ne conférant pas le contrôle.

#### **D) Chiffre d'affaires – produits des ventes**

Le chiffre d'affaires inclut les droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité de distribution pétrolière. Ces droits d'accises sont déduits du chiffre d'affaires pour la détermination du produit des ventes.

##### **(i) Vente de biens**

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des avantages et des risques significatifs liés à la propriété des biens et que le montant est recouvrable et qu'il peut être raisonnablement estimé.

Les ventes de pétrole brut, de gaz naturel et de charbon sont enregistrées lors du transfert de propriété selon les termes du contrat.

Le produit de la vente de la production des champs de pétrole brut et de gaz naturel dans lesquels le Groupe détient une participation avec d'autres producteurs est comptabilisé sur la base des volumes réels vendus dans la période. Toute différence entre les volumes vendus et les volumes correspondants aux droits du Groupe est comptabilisée dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » du bilan.

Les livraisons de pétrole brut et de gaz au titre des redevances à la production et des impôts, lorsqu'elles sont effectivement payées, sont comprises dans le produit des ventes, sauf pour les États-Unis et le Canada.

Certaines transactions de l'activité de trading (contrats portant sur des quantités achetées à des tiers puis revendues à des tiers) sont présentées pour leur valeur nette en chiffre d'affaires.

Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers conclues dans le cadre d'accords professionnels ne donnent pas lieu à résultat : les flux sont présentés pour leur valeur nette au compte de résultat comme au bilan.

##### **(ii) Vente de prestations de services**

Le revenu lié aux prestations de services est reconnu lorsque les services ont été rendus.

Le produit des ventes lié au transport de gaz est reconnu lors de la réalisation du service sur la base des quantités transportées mesurées selon les clauses de chaque contrat.

Les produits et charges liés aux activités d'affrètement à temps sont reconnus *pro rata temporis* sur la durée du voyage qui commence au port de déchargement du précédent voyage et qui s'achève au port de déchargement suivant. Le résultat à l'avancement de chaque voyage n'est constaté qu'à partir de la date de conclusion du contrat avec le client.

##### **(iii) Développement de projets de fermes solaires**

SunPower développe et vend des projets de fermes solaires. Cette activité comporte généralement une composante foncière (propriété de terrains ou détention de droits spécifiques sur des terrains). Le revenu lié au développement de ces projets est reconnu lorsque les sociétés-projet et les droits fonciers ont été irrévocablement cédés.

Le produit des contrats de construction de systèmes solaires est reconnu sur la base de l'avancement des travaux de construction, mesuré d'après le pourcentage des coûts engagés par rapport au total des coûts prévus.

#### **E) Charges liées aux paiements en actions**

Le Groupe peut mettre en œuvre des plans d'options de souscription et d'achat d'actions et offrir à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital qui leur est réservée. Ces avantages accordés aux salariés sont comptabilisés en charges au compte de résultat en contrepartie des capitaux propres.

La charge correspond à la juste valeur déterminée par référence aux instruments attribués. La charge ainsi calculée est répartie linéairement sur la période d'acquisition des avantages.

Pour les plans d'options, elle est déterminée selon la méthode Black & Scholes à la date d'attribution.

Pour les plans d'attributions gratuites d'actions, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de l'action au jour de l'attribution diminuée du taux de distribution attendu pendant la période d'acquisition des droits. Le nombre d'instruments de capitaux propres attribués peut être revu au cours de la période d'acquisition en cas d'anticipation de non respect des conditions de performance dites « hors marché » ou en fonction du taux de rotation des bénéficiaires.

Le coût des augmentations de capital réservées aux salariés est comptabilisé en charges immédiatement. La charge est diminuée d'une décote pour tenir compte de l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans.

## F) Impôts sur le résultat

La charge d'impôt présentée au compte de résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

La charge (ou le produit) d'impôt courant est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période.

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs enregistrés au bilan, ainsi que sur les déficits fiscaux et autres crédits d'impôts.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition votés ou quasiment votés à la date de clôture. Les taux d'impôts utilisés sont fonction de l'échéancier de retournement des différences temporelles, des déficits fiscaux et autres crédits d'impôt. L'effet d'un changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le résultat de l'exercice ou dans les capitaux propres, selon l'élément auquel il se rapporte.

Les différences temporelles entre la valeur des titres des sociétés mises en équivalence et leur valeur fiscale donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Le calcul de l'impôt différé est fondé sur les conséquences fiscales futures attendues (taux de distribution des dividendes ou taux d'imposition des plus-values de cession).

## G) Résultat net par action

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par TOTAL S.A. (autodétention) et par les filiales du Groupe (autocontrôle), qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions détenues par TOTAL S.A. (autodétention) et par les filiales du Groupe (autocontrôle), qui sont déduites des capitaux propres, et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription et d'achat d'actions, les attributions gratuites d'actions et les augmentations de capital dont la clôture de la période de souscription est postérieure à la date de clôture de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Conformément à la norme IAS 33, le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action prend également en compte en déduction du résultat net de l'année les rémunérations dues au titre de la période aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée.

## H) Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des dépenses d'exploration. La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode des *successful efforts*.

### (i) Coûts d'exploration

Les dépenses de géologie et géophysique, incluant les campagnes sismiques d'exploration, sont comptabilisées directement en charges de la période.

Les droits miniers acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Ils font régulièrement l'objet de tests de dépréciation, permis par permis, en fonction des résultats de l'exploration et du jugement de la Direction Générale du Groupe.

En cas de découverte, les droits miniers non prouvés sont transférés en droits miniers prouvés, à la valeur nette comptable, dès l'enregistrement des réserves prouvées.

Les forages d'exploration sont comptabilisés et font l'objet de tests de dépréciation sur une base individuelle comme suit :

- le coût des forages d'exploration ayant permis de découvrir des réserves prouvées est immobilisé et amorti par la suite selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées développées ;
- le coût des forages « secs » et des forages qui n'ont pas permis de découvrir des réserves prouvées est passé en charges ;
- dans l'attente de déterminer s'ils ont permis de découvrir des réserves prouvées, le coût des forages d'exploration est temporairement immobilisé quand les deux conditions suivantes sont réunies :

- le puits a mis en évidence un volume suffisant d'hydrocarbures pour justifier, le cas échéant, sa complétion en tant que puits producteur en supposant que les investissements nécessaires à la production soient effectués ;
- le Groupe enregistre des progrès suffisants dans la détermination des réserves et de la viabilité technique et économique du projet. Ces progrès sont évalués sur la base de critères tels que des travaux d'exploration additionnels (puits, travaux sismiques ou études significatives) en cours de réalisation ou inscrits dans un programme ferme, la réalisation d'études de développement, et en tenant compte du fait que le Groupe puisse être dans l'attente d'autorisations d'un gouvernement ou d'un tiers sur un projet proposé ou de disponibilité de capacité de transport ou de traitement sur une installation existante.

Le coût des puits d'exploration qui ne remplissent pas ces conditions est comptabilisé en charges.

## **(ii) Actifs de production d'hydrocarbures**

Les coûts de développement encourus pour le forage des puits et la construction des capacités de production et de traitement sont immobilisés en incluant les coûts d'emprunt pendant la période de construction, ainsi que les coûts estimés et actualisés des travaux futurs de restitution des sites. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures de la période sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures (méthode de l'unité de production).

Dans le cadre de projets de développement phasés ou faisant l'objet d'une mise en production progressive des puits, la base amortissable des immobilisations, à l'exclusion des puits de production ou de service, est ajustée pour exclure la partie des coûts de développement attribuables aux réserves non encore développées de ces projets.

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction des clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration, de développement et de production (*cost oil/gaz*) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures après déduction du *cost oil (profit oil/gaz)*.

Les systèmes de transport et de transformation des hydrocarbures sont amortis sur la base des réserves devant transiter par ces installations (méthode de l'unité de transport ou de traitement) ou de façon linéaire, selon la méthode qui reflète au mieux la durée d'utilisation économique de l'actif.

Les droits miniers prouvés sont amortis selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées.

### *I) Goodwill et autres immobilisations incorporelles hors droits miniers*

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les brevets, marques, et droits au bail.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés.

Les modalités de détermination des *goodwill* sont présentées dans la note 1B de l'annexe aux comptes consolidés. Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuellement (voir la note 1L de l'annexe aux comptes consolidés).

S'agissant des sociétés mises en équivalence, les *goodwill* sont inclus dans la valeur comptable de la participation.

Les immobilisations incorporelles autres que les *goodwill* sont à durée de vie définie. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre trois et vingt ans en fonction de la durée d'utilité des actifs concernés.

## **Recherche et développement**

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les dépenses de développement sont capitalisées quand les critères de la norme IAS 38 sont remplis.

Les frais de publicité sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

### *J) Autres immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés. Ce coût inclut les frais financiers supportés, lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'un actif qualifié, jusqu'à leur mise en service. Les modalités de capitalisation de coûts d'emprunt sont les suivantes :

- si le projet bénéficie d'un financement spécifique, le coût d'emprunt est basé sur le taux de cet emprunt ;

- si le projet est financé par l'ensemble de la dette du Groupe, la capitalisation des coûts d'emprunt est basée sur le taux moyen pondéré d'emprunt de la période.

Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts liés aux arrêts des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont immobilisés au moment où ils sont encourus, et amortis sur la période de temps séparant deux grands arrêts.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité :

- mobilier, matériel de bureau, machine et outillage : 3 – 12 ans
- matériel de transport : 5 – 20 ans
- dépôts et équipements associés : 10 – 15 ans
- installations complexes spécialisées et *pipelines* : 10 – 30 ans
- constructions : 10 – 50 ans

### **K) Contrats de location**

Les contrats de location financement sont ceux qui ont pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif du bailleur au preneur. Ces contrats sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur, ou si elle est plus faible, à la valeur actualisée des loyers minimaux au titre du contrat. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières. Ces immobilisations sont amorties selon les durées d'utilité appliquées par le Groupe.

Les contrats de location qui ne sont pas des contrats de location financement tels que définis ci-dessus sont comptabilisés comme des contrats de location simple.

Certains contrats commerciaux, sans revêtir une forme juridique de contrats de location, confèrent aux clients ou aux fournisseurs le droit d'utilisation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs en contrepartie de paiements fixes. Ces contrats sont assimilés à des contrats de location. Ils sont ensuite analysés pour déterminer s'ils doivent être qualifiés de contrats de location simple ou de location financement.

### **L) Dépréciation des actifs immobilisés**

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur de ces actifs, ce test étant réalisé au minimum annuellement pour les *goodwill*.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité ou à la juste valeur diminuée des coûts de sortie lorsque celle-ci est plus élevée.

Les tests sont effectués aux bornes d'unités génératrices de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Celle-ci est affectée en priorité sur les *goodwill* en contrepartie des « Autres charges ». Ces pertes de valeur sont ensuite affectées aux immobilisations corporelles et droits miniers en contrepartie des « Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers » et aux autres immobilisations incorporelles en contrepartie des « Autres charges ».

Cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eue l'immobilisation à la même date si elle n'avait pas été dépréciée. Les pertes de valeur constatées sur les *goodwill* ont un caractère irréversible.

### **M) Actifs et passifs financiers**

Les actifs et passifs qualifiés de financiers sont les prêts et les créances financières, les titres de sociétés non consolidées et les titres de placement, les instruments dérivés et les dettes financières courantes et non courantes.

Le traitement comptable de ces actifs et passifs financiers est le suivant :

#### **(i) Prêts et créances financières**

Les prêts et les créances financières sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de dépréciation, la valeur nette comptable étant comparée à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables.

Ces tests sont effectués dès l'apparition d'indices indiquant que cette valeur recouvrable serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au moins à chaque arrêté comptable. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en résultat.

## **(ii) Autres titres**

Les autres titres sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente (*available for sale*) et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de Bourse. Dans le cas de titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. Les variations de juste valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global. En cas d'indication objective d'une perte de valeur (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation est comptabilisée en résultat. Cette dépréciation a un caractère irréversible.

## **(iii) Instruments dérivés**

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change de devises étrangères et des prix des matières premières. La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat ou en autres éléments du résultat global conformément à la politique de gestion des risques décrite dans la note 31 de l'annexe aux comptes consolidés et figure au bilan dans les rubriques correspondant à leur nature. Les instruments financiers mis en œuvre par le Groupe sont les suivants :

### *- Instruments financiers dérivés court terme de gestion de la trésorerie*

Ces instruments, s'inscrivant dans une stratégie de gestion des risques de taux et de change de la position de trésorerie dans le cadre de limites fixées par le Groupe, sont considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de juste valeur est systématiquement enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

### *- Instruments financiers de gestion du financement à long terme*

Lorsqu'un financement externe à long terme est élaboré avec pour objectif de couvrir spécifiquement le financement des filiales et que ce financement fait intervenir des instruments dérivés de change et de taux, ces instruments dérivés sont qualifiés de :

- 1) Couverture de juste valeur (*fair value hedge*) du risque de taux sur l'emprunt externe et du risque de change des prêts accordés aux filiales. Leur variation de juste valeur est enregistrée en résultat, concomitamment avec celle des dettes financières externes sous-jacentes et des prêts aux filiales.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » ou dans la rubrique de passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

En cas de résiliation anticipée d'instruments dérivés préalablement qualifiés comptablement de couverture de juste valeur, la soulte versée ou perçue est enregistrée en résultat, et :

- si cette résiliation est liée à une disparition anticipée des éléments couverts, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est également enregistré en résultat ;
- si les éléments couverts subsistent au bilan, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est étalé sur la durée de vie résiduelle de ces éléments.

- 2) Couverture de flux futurs (*cash flow hedge*) du risque de change sur l'emprunt externe. Leur variation de juste valeur est enregistrée en autres éléments du résultat global pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Lorsque l'élément couvert a un impact en résultat, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture comptabilisées en capitaux propres sont également recyclées en résultat.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » ou dans la rubrique de passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

Lorsque l'instrument de couverture prend fin, est vendu ou résilié, les gains et pertes cumulés précédemment en capitaux propres sont conservés en capitaux propres et ne sont recyclés en résultat que lorsque l'élément couvert affecte le compte de résultat.

- *Instruments financiers de couverture des capitaux propres des filiales étrangères*

Certains instruments s'inscrivent dans une stratégie de couverture du risque des capitaux propres des filiales étrangères en monnaie fonctionnelle autre que l'euro, principalement le dollar. Ces instruments sont qualifiés de couverture d'investissements nets en devises (*net investment hedge*) et la variation de leur juste valeur est enregistrée en autres éléments du résultat global pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Le profit ou la perte sur l'instrument de couverture qui a été comptabilisé en capitaux propres est reclassé en résultat lors de la sortie totale ou partielle de l'activité à l'étranger.

La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

- *Instruments dérivés d'énergie et assimilés, swaps de taux de fret*

Les instruments qualifiés d'instruments financiers d'énergie, qui incluent, outre les dérivés d'énergie proprement dits et les *swaps* de taux de fret, l'ensemble des contrats d'achat/vente de pétrole brut, produits pétroliers, gaz, électricité ou charbon, conclus dans le cadre des activités de négoce du Groupe, s'inscrivent dans une stratégie d'adaptation de l'exposition aux fluctuations de prix et sont réalisés dans le cadre de limites d'intervention. Ils sont donc, conformément à la pratique de la profession, considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » suivant qu'il s'agit d'actif ou de passif.

Les informations relatives aux positions des instruments dérivés sont présentées dans les notes 20, 28, 29, 30 et 31 de l'annexe aux comptes consolidés.

**(iv) Dettes financières non courantes et courantes**

Les dettes financières non courantes et courantes (hors instruments dérivés) sont évaluées au coût amorti, à l'exception de celles qui font l'objet d'un traitement de couverture tel que décrit dans le paragraphe précédent (iii) « Instruments dérivés ».

**(v) Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs font l'objet d'une estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres et valeurs mobilières de placement cotés, pour lesquels le cours de cotation est retenu.

L'appréciation des valorisations réalisées, fondées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que, d'une part, la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment) et, d'autre part, que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs de marché calculées.

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- *Dettes financières, swaps d'émission*

La valeur de marché des *swaps* d'émission et des dettes financières faisant l'objet d'une couverture par ces *swaps* a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices.

- *Instruments financiers dérivés d'énergie et assimilés*

La méthodologie de valorisation retenue est la valeur de marché de toutes les positions ouvertes sur des transactions physiques et papier. Les valorisations sont calculées quotidiennement à partir de données de marché (marchés organisés et hors cote). Dans les cas où les données de marché ne sont pas immédiatement disponibles, les valorisations sont établies à partir de données de marché observables telles que les arbitrages, les frets ou les différentiels ou à partir de recoupements de marché. Pour les risques valorisés à partir de données calculées, telles que par exemple les options, la juste valeur est établie en utilisant des modèles d'usage courant.

- *Autres instruments financiers*

La valeur de marché des *swaps* de taux et des FRA (*Forward Rate Agreement*) est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices présentés retraités des intérêts courus non échus. Les opérations d'achats/ventes à terme et *swaps* de change sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers à la clôture des exercices présentés pour les mêmes échéances.

Les options de change sont réévaluées sur la base du modèle Garman – Kohlhagen, en intégrant les paramètres de marchés existants à la clôture.

## **vi) Engagements d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (« puts sur intérêts minoritaires »)**

Les options de vente consenties à des actionnaires minoritaires constituent un passif financier pour la valeur actuelle du prix d'exercice de ces options avec pour contrepartie une réduction des capitaux propres part du groupe. Le passif financier est réévalué à la juste valeur à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles avec une contrepartie en résultat (coût de l'endettement financier).

### **N) Stocks**

Les stocks sont valorisés dans les états financiers consolidés au plus bas du prix de revient et de la valeur nette de réalisation. Le prix de revient des stocks de produits pétroliers et pétrochimiques est déterminé selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et celui des autres stocks selon la méthode PMP (prix moyen pondéré).

Par ailleurs les stocks de *trading* sont valorisés à leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

#### *Raffinage-Chimie*

Les stocks de produits pétroliers sont constitués principalement de pétrole brut et de produits raffinés. Les produits raffinés sont principalement constitués d'essence, kérosène, diesel, fioul et mazout, et sont produits par les raffineries du Groupe. Le délai de rotation des produits pétroliers n'excède pas deux mois en moyenne.

Le coût du pétrole brut inclut les coûts des matières premières et de réception. Le coût des produits raffinés inclut principalement le coût du pétrole brut, les coûts de production (énergie, main-d'œuvre, amortissement des immobilisations de production) et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances, etc.).

Les coûts des stocks de produits chimiques autres que les produits raffinés incluent les coûts des matières premières, de main-d'œuvre directe, et l'allocation des coûts indirects de production. Les coûts de démarrage, les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits raffinés et des produits chimiques.

#### *Marketing & Services*

Le coût des produits transformés par les entités du Groupe inclut principalement le coût de la matière première, les coûts de production (énergie, main d'oeuvre, amortissement des immobilisations de production), les coûts de transport primaire et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances...).

Les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits.

Les produits achetés à des entités externes au Groupe sont valorisés à leur coût d'achat, auquel s'ajoutent les coûts de transport primaire.

### **O) Actions propres**

Les actions TOTAL, détenues par les filiales ou par la société mère, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession réalisés sur ces titres sont exclus du résultat net et sont imputés en capitaux propres.

### **P) Provisions et autres passifs non courants**

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources qui peut être estimée de manière fiable. Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation possible de l'obligation.

Les provisions et autres passifs non courants comprennent les engagements dont l'échéance ou le montant sont incertains, découlant de risques environnementaux, de risques réglementaires et fiscaux, de litiges et d'autres risques.

### **Q) Restitution des sites**

Les dépenses futures de restitution des sites, résultant d'une obligation légale ou implicite, sont provisionnées sur la base d'une estimation raisonnable, au cours de l'exercice durant lequel apparaît l'obligation.

En contrepartie de cette provision, les coûts de restitution des sites sont capitalisés et intégrés à la valeur de l'actif sous-jacent et amortis sur la durée d'utilité de cet actif.

L'impact du passage du temps sur la provision pour restitution des sites est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. Compte-tenu des échéances long terme de nos dépenses de restitution des sites, le taux retenu est déterminé par référence aux taux des obligations privées de haute qualité de notation AA sur la zone USD à horizon long terme. L'effet de l'actualisation de ces provisions est comptabilisé dans la rubrique « Autres charges financières ».

## R) Engagements envers le personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels qu'ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements dans des actifs dédiés, fonds communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetés. Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat.

Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

La charge nette liée aux engagements de retraite et avantages similaires est comptabilisée dans la rubrique « Autres charges d'exploitation ».

## S) Tableau de flux de trésorerie

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en dollars à la date de transaction ou au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au taux de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « Incidence des variations de change » du tableau de flux de trésorerie. Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs immédiatement disponibles ou des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à échéance supérieure à trois mois et inférieure à douze mois sont classés dans la rubrique « Actifs financiers courants ».

Les variations des actifs et passifs financiers courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

### Dettes financières non courantes

La variation de la dette financière non courante est présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit *revolving*.

## T) Droits d'émission de CO<sub>2</sub>

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO<sub>2</sub>, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
  - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle ;
  - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
  - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré ;
  - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas ;
- Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour la valeur de marché est comptabilisée ;

- Les opérations réalisées sur le marché à terme sont comptabilisées en valeur de marché au bilan. Les variations de la juste valeur de ces opérations à terme sont comptabilisées en résultat.

#### *U) Certificats d'économie d'énergie*

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie (CEE), les dispositions suivantes sont appliquées :

- Un passif est comptabilisé pour matérialiser l'obligation liée aux ventes d'énergie, si l'obligation est supérieure aux CEE détenus. Ce passif est valorisé sur la base du prix des dernières transactions ;
- Un stock de CEE est comptabilisé lorsque les CEE détenus à la clôture excèdent l'obligation ;
- Les CEE sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré (coût d'acquisition pour les CEE acquis ou coût de revient pour les CEE générés par des actions propres).

Si la valeur comptable des stocks de certificats à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

#### *V) Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs des entités contrôlées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. A partir de la date de classification en « actifs détenus en vue de la vente », les dotations aux amortissements cessent.

Le résultat net des activités abandonnées est présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. En conséquence, les notes de l'annexe aux comptes consolidés relatives au compte de résultat se réfèrent uniquement aux activités poursuivies.

Une activité abandonnée est une composante du Groupe dont les flux de trésorerie sont indépendants. Elle représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte dont le Groupe s'est séparé ou qu'il détient en vue de sa vente.

#### *W) Nouveaux textes comptables non encore applicables*

Les normes ou interprétations publiées respectivement par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretations Committee*) non encore en vigueur au 31 décembre 2015, sont les suivantes :

##### **• Normes non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2015**

- En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 qui traite de la comptabilisation des produits provenant de contrats avec les clients. La norme est applicable à compter du 1er janvier 2018. Les impacts de l'application de cette norme sont en cours d'analyse.
- En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui traite de la comptabilisation et de l'évaluation des instruments financiers. Cette norme regroupe trois phases : classement et évaluation, dépréciation des actifs financiers et opérations de couverture hors macro-couverture. La norme est applicable à compter du 1er janvier 2018. Les impacts de l'application de cette norme sont en cours d'analyse.
- Par ailleurs en janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 qui traite de la comptabilisation des contrats de location. La norme est applicable à compter du 1er janvier 2019. Les impacts de l'application de cette norme sont en cours d'analyse.

## **2) Principaux indicateurs de l'information par secteur**

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

### **Les éléments d'ajustement**

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les éléments d'ajustement comprennent :

#### (i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

#### (ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

#### (iii) l'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction Générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de *trading* soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de *trading* en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de *trading*, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

### **Principaux indicateurs**

#### (i) Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation)

Produits des ventes après déduction des achats consommés et variations de stocks, des autres charges d'exploitation, des charges d'exploration et des amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et des droits miniers.

Le résultat opérationnel exclut les amortissements d'immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, les écarts de change et les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.

#### (ii) Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux employés)

Résultat opérationnel après prise en compte des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, des écarts de change et des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés non consolidées, résultats de sociétés mises en équivalence, frais financiers capitalisés), et après l'impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette) et les intérêts ne conférant pas le contrôle.

### (iii) Résultats ajustés

Résultat opérationnel, résultat opérationnel net ou résultat net après retraitement des éléments d'ajustement décrits ci-dessus.

### (iv) Résultat net ajusté dilué par action

Résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions.

### (v) Capitaux employés

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, retraités de l'effet de stock, nets des impôts différés et provisions non courantes.

### (vi) ROACE (Return on Average Capital Employed) - Rentabilité des capitaux employés moyens

Rapport du résultat opérationnel net ajusté à la moyenne des capitaux employés de début et de fin de période.

### (vii) ROE (Return on Equity) – Rentabilité des capitaux propres moyens

Rapport du résultat net ajusté de l'ensemble consolidé à la moyenne des capitaux propres retraités (après distribution) de début et de fin de période.

### (viii) Dette financière nette

Dettes financières non courantes, y compris part à moins d'un an, dettes financières et autres passifs financiers courants, moins la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants.

## **3) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions**

Au cours de l'exercice 2015, les principales variations de la composition du Groupe et les principales acquisitions et cessions ont été les suivantes :

### ➤ **Amont**

- En janvier 2015, TOTAL a obtenu une participation de 10% dans la nouvelle concession ADCO en Abou Dabi (Emirats Arabes Unis) pour une durée de quarante ans à compter du 1er janvier 2015.
- En mars 2015, TOTAL a cédé l'intégralité de sa participation dans le bloc onshore Oil Mining Lease (OML) 29 à la société nigériane Aiteo Eastern E&P pour un montant de 569 millions de dollars.
- En août 2015, TOTAL a finalisé la cession de sa participation de 100 % dans Total Coal South Africa, sa filiale de production de charbon en Afrique du Sud.
- En septembre 2015, TOTAL a cédé à SSE E&P Ltd une participation de 20% dans les champs gaziers de Laggan, Tormore, Edradour et Glenlivet, situés à l'ouest des îles Shetland au Royaume-Uni.
- En novembre 2015, TOTAL a finalisé la cession à Suncor Energy d'une participation de 10% dans le projet minier d'extraction de sables bitumineux de Fort Hills au Canada.

### ➤ **Raffinage-Chimie**

- En février 2015, TOTAL a cédé son activité d'adhésifs Bostik à Arkema.
- En novembre 2015, TOTAL a cédé à Rosneft sa participation de 16,67% dans la raffinerie de Schwedt située dans le nord-est de l'Allemagne (Brandebourg).
- En décembre 2015, TOTAL a cédé une participation de 50% et une action du capital de la société Géosel Manosque à un consortium formé à parité d'EDF Invest et d'Ardian.

### ➤ **Marketing & Services**

- En mai 2015, TOTAL a cédé 100 % de Totalgaz, distributeur de gaz de pétrole liquéfié (GPL) en France au groupe américain UGI Corporation, maison mère d'Antargaz.

L'information relative aux cessions en cours de réalisation présentée selon les dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » figure en note 34.

#### **4) Informations par secteur d'activité**

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL qui est revue par le principal décideur opérationnel du Groupe, à savoir le Comité Exécutif.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs définis comme suit :

- un secteur Amont comprenant, aux côtés de l'Exploration et de la Production d'hydrocarbures, l'activité Gaz ;
- un secteur Raffinage-Chimie qui constitue un grand pôle industriel contenant les activités de raffinage, de pétrochimie et de chimie de spécialités. Ce secteur couvre également les activités de Trading pétrolier et les Transports maritimes ;
- un secteur Marketing & Services comprenant les activités mondiales d'approvisionnement et de commercialisation dans le domaine des produits pétroliers ainsi que l'activité Energies Nouvelles.

Par ailleurs, le secteur Holding comprend les activités fonctionnelles et financières des holdings.

## A) Informations par secteur d'activité

Exercice 2015 (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	16 840	70 623	77 887	7	-	165 357
Chiffre d'affaires Groupe	17 927	26 794	911	218	(45 850)	-
Droits d'accises	-	(4 107)	(17 829)	-	-	(21 936)
<b>Produits des ventes</b>	<b>34 767</b>	<b>93 310</b>	<b>60 969</b>	<b>225</b>	<b>(45 850)</b>	<b>143 421</b>
Charges d'exploitation	(21 851)	(87 674)	(58 467)	(865)	45 850	(123 007)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(15 857)	(1 092)	(744)	(27)	-	(17 720)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(2 941)</b>	<b>4 544</b>	<b>1 758</b>	<b>(667)</b>	-	<b>2 694</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 019	1 780	297	522	-	4 618
Impôts du résultat opérationnel net	(294)	(1 105)	(585)	171	-	(1 813)
<b>Résultat opérationnel net</b>	<b>(1 216)</b>	<b>5 219</b>	<b>1 470</b>	<b>26</b>	-	<b>5 499</b>
Coût net de la dette nette						(713)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						301
<b>Résultat net</b>						<b>5 087</b>

Exercice 2015 (éléments d'ajustement) <sup>(a)</sup> (en millions de dollars)	Mont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(519)	-	-	-	-	(519)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
<b>Produits des ventes</b>	<b>(519)</b>	-	-	-	-	<b>(519)</b>
Charges d'exploitation	(564)	(1 035)	(316)	-	-	(1 915)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(6 783)	(70)	(24)	-	-	(6 877)
<b>Résultat opérationnel <sup>(b)</sup></b>	<b>(7 866)</b>	<b>(1 105)</b>	<b>(340)</b>	-	-	<b>(9 311)</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(264)	1 172	24	(19)	-	913
Impôts du résultat opérationnel net	2 140	263	87	7	-	2 497
<b>Résultat opérationnel net <sup>(b)</sup></b>	<b>(5 990)</b>	<b>330</b>	<b>(229)</b>	<b>(12)</b>	-	<b>(5 901)</b>
Coût net de la dette nette						(11)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						481
<b>Résultat net</b>						<b>(5 431)</b>

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

<sup>(b)</sup> Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(859)	(254)	-	
Sur le résultat opérationnel net	-	(590)	(169)	-	

<b>Exercice 2015 (ajusté)</b> (en millions de dollars) <sup>(a)</sup>	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	17 359	70 623	77 887	7	-	165 876
Chiffre d'affaires Groupe	17 927	26 794	911	218	(45 850)	-
Droits d'accises	-	(4 107)	(17 829)	-	-	(21 936)
<b>Produits des ventes</b>	<b>35 286</b>	<b>93 310</b>	<b>60 969</b>	<b>225</b>	<b>(45 850)</b>	<b>143 940</b>
Charges d'exploitation	(21 287)	(86 639)	(58 151)	(865)	45 850	(121 092)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 074)	(1 022)	(720)	(27)	-	(10 843)
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>4 925</b>	<b>5 649</b>	<b>2 098</b>	<b>(667)</b>	<b>-</b>	<b>12 005</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 283	608	273	541	-	3 705
Impôts du résultat opérationnel net	(2 434)	(1 368)	(672)	164	-	(4 310)
<b>Résultat opérationnel net ajusté</b>	<b>4 774</b>	<b>4 889</b>	<b>1 699</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>11 400</b>
Coût net de la dette nette						(702)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(180)
<b>Résultat net ajusté</b>						<b>10 518</b>
<b>Résultat net ajusté dilué par action (dollars)</b>						<b>4,51</b>

<sup>(a)</sup> Excepté pour le résultat net par action.

<b>Exercice 2015</b> (en millions de dollars)	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Investissements	24 270	1 843	1 841	79	-	28 033
Désinvestissements	3 215	3 488	856	25	-	7 584
Flux de trésorerie d'exploitation	11 182	6 432	2 323	9	-	19 946
<b>Bilan au 31 décembre 2015</b>						
Immobilisations corporelles et incorporelles	108 218	9 317	6 223	309	-	124 067
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	15 170	3 028	1 186	-	-	19 384
Autres actifs non courants	7 626	640	1 753	(441)	-	9 578
Besoin en fonds de roulement	1 928	1 828	997	(2 977)	-	1 776
Provisions et autres passifs non courants	(27 844)	(3 784)	(1 858)	(150)	-	(33 636)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	482	-	344	-	-	826
<b>Capitaux employés (bilan)</b>	<b>105 580</b>	<b>11 029</b>	<b>8 645</b>	<b>(3 259)</b>	<b>-</b>	<b>121 995</b>
Moins effet de stock	-	(622)	(230)	-	-	(852)
<b>Capitaux employés (information par secteur)</b>	<b>105 580</b>	<b>10 407</b>	<b>8 415</b>	<b>(3 259)</b>	<b>-</b>	<b>121 143</b>
<b>ROACE en pourcentage</b>	<b>5%</b>	<b>41%</b>	<b>20%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9%</b>

<b>Exercice 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Amont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	23 484	106 124	106 509	5	-	236 122
Chiffre d'affaires Groupe	29 183	44 950	1 615	236	(75 984)	-
Droits d'accises	-	(4 850)	(19 254)	-	-	(24 104)
<b>Produits des ventes</b>	<b>52 667</b>	<b>146 224</b>	<b>88 870</b>	<b>241</b>	<b>(75 984)</b>	<b>212 018</b>
Charges d'exploitation	(26 235)	(145 014)	(86 931)	(1 092)	75 984	(183 288)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(15 938)	(2 901)	(781)	(36)	-	(19 656)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>10 494</b>	<b>(1 691)</b>	<b>1 158</b>	<b>(887)</b>	-	<b>9 074</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	4 302	90	(140)	178	-	4 430
Impôts du résultat opérationnel net	(8 799)	391	(344)	(8)	-	(8 760)
<b>Résultat opérationnel net</b>	<b>5 997</b>	<b>(1 210)</b>	<b>674</b>	<b>(717)</b>	-	<b>4 744</b>
Coût net de la dette nette						(494)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(6)
<b>Résultat net</b>						<b>4 244</b>

<b>Exercice 2014 (éléments d'ajustement)<sup>(a)</sup></b> (en millions de dollars)	<b>Amont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	31	-	-	-	-	31
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
<b>Produits des ventes</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31</b>
Charges d'exploitation	(164)	(2 980)	(551)	-	-	(3 695)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(6 529)	(1 450)	-	-	-	(7 979)
<b>Résultat opérationnel<sup>(b)</sup></b>	<b>(6 662)</b>	<b>(4 430)</b>	<b>(551)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(11 643)</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	883	(282)	(203)	-	-	398
Impôts du résultat opérationnel net	1 272	1 013	174	-	-	2 459
<b>Résultat opérationnel net<sup>(b)</sup></b>	<b>(4 507)</b>	<b>(3 699)</b>	<b>(580)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8 786)</b>
Coût net de la dette nette						-
Intérêts ne conférant pas le contrôle						193
<b>Résultat net</b>						<b>(8 593)</b>

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

<sup>(b)</sup> Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(2 944)	(525)	-
Sur le résultat opérationnel net	-	(2 114)	(384)	-

<b>Exercice 2014 (ajusté)</b> (en millions de dollars) <sup>(a)</sup>	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	23 453	106 124	106 509	5	-	236 091
Chiffre d'affaires Groupe	29 183	44 950	1 615	236	(75 984)	-
Droits d'accises	-	(4 850)	(19 254)	-	-	(24 104)
<b>Produits des ventes</b>	<b>52 636</b>	<b>146 224</b>	<b>88 870</b>	<b>241</b>	<b>(75 984)</b>	<b>211 987</b>
Charges d'exploitation	(26 071)	(142 034)	(86 380)	(1 092)	75 984	(179 593)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 409)	(1 451)	(781)	(36)	-	(11 677)
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>17 156</b>	<b>2 739</b>	<b>1 709</b>	<b>(887)</b>	-	<b>20 717</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	3 419	372	63	178	-	4 032
Impôts du résultat opérationnel net	(10 071)	(622)	(518)	(8)	-	(11 219)
<b>Résultat opérationnel net ajusté</b>	<b>10 504</b>	<b>2 489</b>	<b>1 254</b>	<b>(717)</b>	-	<b>13 530</b>
Coût net de la dette nette						(494)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(199)
<b>Résultat net ajusté</b>						<b>12 837</b>
<b>Résultat net ajusté dilué par action (dollars)</b>						<b>5,63</b>

<sup>(a)</sup> Excepté pour le résultat net par action.

<b>Exercice 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Investissements	26 520	2 022	1 818	149	-	30 509
Désinvestissements	5 764	192	163	71	-	6 190
Flux de trésorerie d'exploitation	16 666	6 302	2 721	(81)	-	25 608
<b>Bilan au 31 décembre 2014</b>						
Immobilisations corporelles et incorporelles	105 273	9 512	6 443	330	-	121 558
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	14 921	3 516	837	-	-	19 274
Autres actifs non courants	6 711	959	1 849	151	-	9 670
Besoin en fonds de roulement	2 015	4 041	2 141	(2 386)	-	5 811
Provisions et autres passifs non courants	(30 385)	(4 290)	(2 097)	(341)	-	(37 113)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	1 962	1 032	91	-	-	3 085
<b>Capitaux employés (bilan)</b>	<b>100 497</b>	<b>14 770</b>	<b>9 264</b>	<b>(2 246)</b>	-	<b>122 285</b>
Moins effet de stock	-	(1 319)	(439)	(1)	-	(1 759)
<b>Capitaux employés (information par secteur)</b>	<b>100 497</b>	<b>13 451</b>	<b>8 825</b>	<b>(2 247)</b>	-	<b>120 526</b>
<b>ROACE en pourcentage</b>	<b>11%</b>	<b>15%</b>	<b>13%</b>	-	-	<b>11%</b>

<b>Exercice 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Amont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	26 367	114 483	110 873	2	-	251 725
Chiffre d'affaires Groupe	37 650	52 275	2 159	177	(92 261)	-
Droits d'accises	-	(4 814)	(18 942)	-	-	(23 756)
<b>Produits des ventes</b>	<b>64 017</b>	<b>161 944</b>	<b>94 090</b>	<b>179</b>	<b>(92 261)</b>	<b>227 969</b>
Charges d'exploitation	(31 875)	(160 031)	(91 343)	(794)	92 261	(191 782)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 484)	(1 736)	(733)	(41)	-	(11 994)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>22 658</b>	<b>177</b>	<b>2 014</b>	<b>(656)</b>	<b>-</b>	<b>24 193</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 688	181	55	(25)	-	2 899
Impôts du résultat opérationnel net	(13 706)	(612)	(560)	(29)	-	(14 907)
<b>Résultat opérationnel net</b>	<b>11 640</b>	<b>(254)</b>	<b>1 509</b>	<b>(710)</b>	<b>-</b>	<b>12 185</b>
Coût net de la dette nette						(664)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(293)
<b>Résultat net</b>						<b>11 228</b>

<b>Exercice 2013 (éléments d'ajustement) <sup>(a)</sup></b> (en millions de dollars)	<b>Amont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	(74)	-	-	-	-	(74)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
<b>Produits des ventes</b>	<b>(74)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(74)</b>
Charges d'exploitation	(113)	(1 405)	(134)	-	-	(1 652)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(855)	(184)	(4)	-	-	(1 043)
<b>Résultat opérationnel <sup>(b)</sup></b>	<b>(1 042)</b>	<b>(1 589)</b>	<b>(138)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 769)</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(305)	(268)	4	(34)	-	(603)
Impôts du résultat opérationnel net	537	(254)	89	(45)	-	327
<b>Résultat opérationnel net <sup>(b)</sup></b>	<b>(810)</b>	<b>(2 111)</b>	<b>(45)</b>	<b>(79)</b>	<b>-</b>	<b>(3 045)</b>
Coût net de la dette nette						-
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(19)
<b>Résultat net</b>						<b>(3 064)</b>

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet de variations de juste valeur.

<sup>(b)</sup> Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	(978)	(87)	-
Sur le résultat opérationnel net	-	(656)	(63)	-

<b>Exercice 2013 (ajusté)</b> (en millions de dollars) <sup>(a)</sup>	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires hors Groupe	26 441	114 483	110 873	2	-	251 799
Chiffre d'affaires Groupe	37 650	52 275	2 159	177	(92 261)	-
Droits d'accises	-	(4 814)	(18 942)	-	-	(23 756)
<b>Produits des ventes</b>	<b>64 091</b>	<b>161 944</b>	<b>94 090</b>	<b>179</b>	<b>(92 261)</b>	<b>228 043</b>
Charges d'exploitation	(31 762)	(158 626)	(91 209)	(794)	92 261	(190 130)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(8 629)	(1 552)	(729)	(41)	-	(10 951)
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>23 700</b>	<b>1 766</b>	<b>2 152</b>	<b>(656)</b>	<b>-</b>	<b>26 962</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	2 993	449	51	9	-	3 502
Impôts du résultat opérationnel net	(14 243)	(358)	(649)	16	-	(15 234)
<b>Résultat opérationnel net ajusté</b>	<b>12 450</b>	<b>1 857</b>	<b>1 554</b>	<b>(631)</b>	<b>-</b>	<b>15 230</b>
Coût net de la dette nette						(664)
Intérêts ne conférant pas le contrôle						(274)
<b>Résultat net ajusté</b>						<b>14 292</b>
<b>Résultat net ajusté dilué par action (dollars)</b>						<b>6,29</b>

<sup>(a)</sup> Excepté pour le résultat net par action.

<b>Exercice 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Mont</b>	<b>Raffinage- Chimie</b>	<b>Marketing &amp; Services</b>	<b>Holding</b>	<b>Éliminations de consolidation</b>	<b>Total</b>
Investissements	29 750	2 708	1 814	159	-	34 431
Désinvestissements	5 786	365	186	62	-	6 399
Flux de trésorerie d'exploitation	21 857	4 260	2 557	(161)	-	28 513
<b>Bilan au 31 décembre 2013</b>						
Immobilisations corporelles et incorporelles	103 667	12 407	6 441	360	-	122 875
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	15 862	3 542	1 013	-	-	20 417
Autres actifs non courants	5 691	1 427	2 014	778	-	9 910
Besoin en fonds de roulement	(327)	10 458	3 779	(2 729)	-	11 181
Provisions et autres passifs non courants	(31 574)	(4 437)	(2 303)	(1 288)	-	(39 602)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	2 210	-	-	-	-	2 210
<b>Capitaux employés (bilan)</b>	<b>95 529</b>	<b>23 397</b>	<b>10 944</b>	<b>(2 879)</b>	<b>-</b>	<b>126 991</b>
Moins effet de stock	-	(3 645)	(893)	(2)	-	(4 540)
<b>Capitaux employés (information par secteur)</b>	<b>95 529</b>	<b>19 752</b>	<b>10 051</b>	<b>(2 881)</b>	<b>-</b>	<b>122 451</b>
<b>ROACE en pourcentage</b>	<b>14%</b>	<b>9%</b>	<b>16%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13%</b>

## B) ROE (Return on Equity) – Rentabilité des capitaux propres moyens

Le Groupe évalue la rentabilité des capitaux propres en rapportant le résultat net ajusté de l'ensemble consolidé à la moyenne des capitaux propres retraités de début et de fin de période. Les capitaux propres retraités pour l'exercice 2015 sont ainsi calculés après distribution d'un dividende de 2,44 euros par action, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2016.

Le ROE est calculé de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Résultat net ajusté - part du Groupe	10 518	12 837	14 292
Intérêts ne conférant pas le contrôle ajustés	180	199	274
<b>Résultat net ajusté de l'ensemble consolidé</b>	<b>10 698</b>	<b>13 036</b>	<b>14 566</b>
Capitaux propres - part du Groupe	92 494	90 330	100 241
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 545)	(1 686)	(1 908)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	2 915	3 201	3 138
<b>Capitaux propres retraités<sup>(a)</sup></b>	<b>93 864</b>	<b>91 845</b>	<b>101 471</b>
<b>ROE</b>	<b>11,5%</b>	<b>13,5%</b>	<b>14,9%</b>

<sup>(a)</sup> Les capitaux propres retraités au 31 décembre 2012 s'élevaient à 93 901 millions de dollars.

## C) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés

L'impact des éléments d'ajustement sur le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

Exercice 2015 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement <sup>(a)</sup>	Compte de résultat consolidé
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>165 876</b>	<b>(519)</b>	<b>165 357</b>
Droits d'accises	(21 936)	-	(21 936)
Produits des ventes	143 940	(519)	143 421
Achats, nets de variation de stocks	(95 558)	(1 113)	(96 671)
Autres charges d'exploitation	(23 984)	(361)	(24 345)
Charges d'exploration	(1 550)	(441)	(1 991)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 843)	(6 877)	(17 720)
Autres produits	1 468	2 138	3 606
Autres charges	(405)	(1 172)	(1 577)
Coût de l'endettement financier brut	(956)	(11)	(967)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	94	-	94
Coût de l'endettement financier net	(862)	(11)	(873)
Autres produits financiers	882	-	882
Autres charges financières	(654)	-	(654)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2 414	(53)	2 361
Charge d'impôt	(4 150)	2 497	(1 653)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>10 698</b>	<b>(5 912)</b>	<b>4 786</b>
Part du Groupe	10 518	(5 431)	5 087
Intérêts ne conférant pas le contrôle	180	(481)	(301)

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

<b>Exercice 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Ajusté</b>	<b>Éléments d'ajustement<sup>(a)</sup></b>	<b>Compte de résultat consolidé</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>236 091</b>	<b>31</b>	<b>236 122</b>
Droits d'accises	(24 104)	-	(24 104)
Produits des ventes	211 987	31	212 018
Achats, nets de variation de stocks	(149 506)	(3 469)	(152 975)
Autres charges d'exploitation	(28 123)	(226)	(28 349)
Charges d'exploration	(1 964)	-	(1 964)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(11 677)	(7 979)	(19 656)
Autres produits	1 272	1 305	2 577
Autres charges	(700)	(254)	(954)
Coût de l'endettement financier brut	(748)	-	(748)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	108	-	108
Coût de l'endettement financier net	(640)	-	(640)
Autres produits financiers	821	-	821
Autres charges financières	(676)	-	(676)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 315	(653)	2 662
Charge d'impôt	(11 073)	2 459	(8 614)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>13 036</b>	<b>(8 786)</b>	<b>4 250</b>
Part du Groupe	12 837	(8 593)	4 244
Intérêts ne conférant pas le contrôle	199	(193)	6

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

<b>Exercice 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Ajusté</b>	<b>Éléments d'ajustement<sup>(a)</sup></b>	<b>Compte de résultat consolidé</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>251 799</b>	<b>(74)</b>	<b>251 725</b>
Droits d'accises	(23 756)	-	(23 756)
Produits des ventes	228 043	(74)	227 969
Achats, nets de variation de stocks	(159 784)	(1 065)	(160 849)
Autres charges d'exploitation	(28 177)	(587)	(28 764)
Charges d'exploration	(2 169)	-	(2 169)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 951)	(1 043)	(11 994)
Autres produits	647	1 643	2 290
Autres charges	(574)	(2 226)	(2 800)
Coût de l'endettement financier brut	(889)	-	(889)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	85	-	85
Coût de l'endettement financier net	(804)	-	(804)
Autres produits financiers	696	-	696
Autres charges financières	(702)	-	(702)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 435	(20)	3 415
Charge d'impôt	(15 094)	327	(14 767)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>14 566</b>	<b>(3 045)</b>	<b>11 521</b>
Part du Groupe	14 292	(3 064)	11 228
Intérêts ne conférant pas le contrôle	274	19	293

<sup>(a)</sup> Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

## D) Informations sur les éléments d'ajustement et les dépréciations d'actifs

Les éléments d'ajustement du compte de résultat, selon la définition donnée dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés, sont les suivants :

### ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2015 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(859)	(254)	-	(1 113)
Effet des variations de juste valeur	(16)	-	-	-	(16)
Charges de restructuration	(43)	-	(5)	-	(48)
Dépréciations exceptionnelles	(6 783)	(70)	(24)	-	(6 877)
Autres éléments	(1 024)	(176)	(57)	-	(1 257)
<b>Total</b>	<b>(7 866)</b>	<b>(1 105)</b>	<b>(340)</b>	<b>-</b>	<b>(9 311)</b>

### ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2015 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(590)	(157)	-	(747)
Effet des variations de juste valeur	(9)	-	-	-	(9)
Charges de restructuration	(10)	(52)	(10)	-	(72)
Dépréciations exceptionnelles	(5 249)	(59)	(127)	(12)	(5 447)
Plus (moins) values de cession	162	1 288	360	-	1 810
Autres éléments	(516)	(257)	(193)	-	(966)
<b>Total</b>	<b>(5 622)</b>	<b>330</b>	<b>(127)</b>	<b>(12)</b>	<b>(5 431)</b>

### ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(2 944)	(525)	-	(3 469)
Effet des variations de juste valeur	31	-	-	-	31
Charges de restructuration	-	-	-	-	-
Dépréciations exceptionnelles	(6 529)	(1 450)	-	-	(7 979)
Autres éléments	(164)	(36)	(26)	-	(226)
<b>Total</b>	<b>(6 662)</b>	<b>(4 430)</b>	<b>(551)</b>	<b>-</b>	<b>(11 643)</b>

### ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2014 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(2 114)	(339)	-	(2 453)
Effet des variations de juste valeur	25	-	-	-	25
Charges de restructuration	-	(13)	(7)	-	(20)
Dépréciations exceptionnelles	(5 514)	(1 409)	(140)	-	(7 063)
Plus (moins) values de cession	1 314	(105)	-	-	1 209
Autres éléments	(193)	(58)	(40)	-	(291)
<b>Total</b>	<b>(4 368)</b>	<b>(3 699)</b>	<b>(526)</b>	<b>-</b>	<b>(8 593)</b>

### ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(978)	(87)	-	(1 065)
Effet des variations de juste valeur	(74)	-	-	-	(74)
Charges de restructuration	-	(373)	(3)	-	(376)
Dépréciations exceptionnelles	(855)	(184)	(4)	-	(1 043)
Autres éléments	(113)	(54)	(44)	-	(211)
<b>Total</b>	<b>(1 042)</b>	<b>(1 589)</b>	<b>(138)</b>	<b>-</b>	<b>(2 769)</b>

## ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2013 (en millions de dollars)	Amont	Raffinage- Chimie	Marketing & Services	Holding	Total
Effet de stock	-	(656)	(72)	-	(728)
Effet des variations de juste valeur	(58)	-	-	-	(58)
Charges de restructuration	-	(537)	(30)	-	(567)
Dépréciations exceptionnelles	(581)	(183)	(9)	-	(773)
Plus (moins) values de cession	(58)	(59)	-	-	(117)
Autres éléments	(113)	(676)	47	(79)	(821)
<b>Total</b>	<b>(810)</b>	<b>(2 111)</b>	<b>(64)</b>	<b>(79)</b>	<b>(3 064)</b>

Les principales explications concernant les éléments d'ajustement de l'exercice 2015 sont les suivantes :

- 1) La ligne « Plus (moins) values de cession » inclut les résultats sur les cessions réalisées durant l'année 2015, principalement, dans l'Exploration Production avec les cessions des intérêts du Groupe dans les blocs onshore au Nigéria, dans le Raffinage-Chimie avec les cessions de Bostik, Geosel et de la participation du Groupe dans la raffinerie de Schwedt en Allemagne et dans le Marketing & Services avec celle de Totalgaz.
- 2) La ligne dépréciations exceptionnelles (6 877 millions de dollars en résultat opérationnel et 5 447 millions de dollars en résultat net part du Groupe) inclut :
  - 2.1) Des dépréciations d'actifs pour un montant de 5 749 millions de dollars en résultat opérationnel et 4 883 millions de dollars en résultat net part du Groupe.
    - 2.1.1) Le Groupe a procédé à l'évaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour lesquelles des indicateurs de perte de valeur ont été identifiés, en raison de l'évolution des conditions d'exploitation ou de l'environnement économique des activités concernées.

Les principes appliqués sont les suivants :

- la valeur recouvrable des UGT a été déterminée sur la base de leur valeur d'utilité, telle que définie dans la note 1L de l'annexe aux comptes consolidés « Dépréciation des actifs immobilisés » ;

- les flux de trésorerie ont été établis à partir des hypothèses retenues dans le budget 2016 et le plan stratégique du Groupe approuvés par le Comité Exécutif Groupe et le Conseil d'administration. Ces hypothèses, incluant notamment les prix futurs des produits, les coûts opérationnels, les estimations de réserves d'hydrocarbures, les volumes produits et commercialisés futurs, représentent la meilleure estimation par le management du Groupe de l'ensemble des conditions économiques et techniques pendant la durée de vie résiduelle des actifs.

Les prix futurs du pétrole et du gaz naturel ont été établis sur la base d'hypothèses à court terme traduisant la baisse observée au cours de l'année 2015 ainsi qu'une remontée progressive en 8 ans vers le prix estimé à long terme. Au 31 décembre 2015, ces hypothèses de prix représentant la vision stratégique du Groupe sont dans la fourchette observée à partir d'un panel de plusieurs études externes.

Pour la détermination des coûts opérationnels futurs, il a été pris en compte d'une part les technologies actuelles et d'autre part des programmes internes de maîtrise des coûts effectivement mis en œuvre.

Les flux de trésorerie futurs sont établis sur une période cohérente avec la durée de vie des actifs compris dans l'UGT. Ils sont établis après impôt et intègrent les risques spécifiques aux actifs. Ils sont actualisés à un taux de 7% après impôt, ce taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe estimé à partir de données historiques de marché. Ce taux s'élevait à 7% en 2014 et à 8% en 2013. La valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie après impôt définis ci-dessus actualisés à un taux de 7% après impôt n'est pas significativement différente de la valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie avant impôt actualisés à un taux avant impôt, ce dernier étant déterminé par un calcul itératif fondé sur la valeur d'utilité après impôt. Les taux d'actualisation avant impôt ainsi déterminés se situent entre 7% et 17% en 2015.

Les UGT du secteur Amont sont définies comme des champs ou groupements de champs d'hydrocarbures intégrant des actifs industriels permettant la production, le traitement et l'évacuation de ces hydrocarbures. Au titre de l'exercice 2015, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur des UGT du secteur Amont pour 3 636 millions de dollars en résultat opérationnel et 2 791 millions de dollars en résultat net part du Groupe. Ces dépréciations concernent principalement :

- Des actifs associés au projet GLNG en Australie, pour un montant de 1 491 millions de dollars en résultat opérationnel et 1 356 millions de dollars en résultat net part du Groupe
- Des actifs gaziers au Royaume-Uni, pour un montant de 584 millions de dollars en résultat opérationnel et 292 millions de dollars en résultat net part du Groupe
- Des actifs aux USA, pour un montant de 413 millions de dollars en résultat opérationnel et 267 millions de dollars en résultat net part du Groupe
- Divers actifs, pour un montant de 1 148 millions de dollars en résultat opérationnel et 876 millions en résultat net part du Groupe (principalement Angola, Gabon, Bolivie, Nigéria).

En ce qui concerne les sensibilités :

- Une baisse de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact positif de l'ordre de 0,8 milliard de dollars en résultat opérationnel et de l'ordre de 0,5 milliard de dollars en résultat net part du Groupe ;
- Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact négatif de l'ordre de 1,3 milliard de dollars en résultat opérationnel et de l'ordre de 0,8 milliard de dollars en résultat net part du Groupe.
- Une variation de - 10 % du cours des hydrocarbures aurait un impact négatif complémentaire de l'ordre de 3,1 milliards de dollars sur le résultat opérationnel et de l'ordre de 2,1 milliards de dollars sur le résultat net part du Groupe.

Les actifs les plus sensibles concernés seraient :

- Les actifs pour lesquels une dépréciation a déjà été comptabilisée (impact de l'ordre de 1,7 milliard de dollars en résultat opérationnel et 1,1 milliard de dollars en résultat net part du Groupe), notamment GLNG en Australie, les actifs gaziers au Royaume-Uni et les actifs aux USA.
- D'autres actifs en développement (impact de l'ordre de 1,4 milliard de dollars en résultat opérationnel et 1,0 milliard de dollars en résultat net part du Groupe), notamment des projets au Canada et au Kazakhstan.

Les UGT du secteur Raffinage-Chimie sont définies aux bornes des entités juridiques ayant des activités opérationnelles pour les activités de raffinage et de pétrochimie. Les cash flows concernés sont déterminés à partir de la marge brute sur coûts variables (calculée sur la base du chiffre d'affaires déduction faite des achats de pétroles bruts et de produits raffinés, de l'effet de la valorisation des stocks et des frais variables). Les UGT des autres activités du secteur sont des divisions mondiales, chaque division regroupant un ensemble d'activités ou de produits homogènes sur les plans stratégiques, commerciaux et industriels. Le Groupe n'a pas comptabilisé de dépréciations d'actifs, aucun indice de perte de valeur n'étant apparu en 2015 dans ce secteur.

Les UGT du secteur Marketing & Services sont des filiales ou groupes de filiales organisés par zone géographique pertinente. Au titre de l'exercice 2015, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur les UGT du secteur Marketing & Services pour un montant de 92 millions de dollars en résultat net part du Groupe.

Ces dépréciations concernent principalement des actifs incorporels de la société SunPower en raison de l'environnement économique dégradé de l'activité solaire.

2.1.2) Des dépréciations complémentaires ont également été comptabilisées en 2015 pour un montant de 2 113 millions de dollars en résultat opérationnel et 2 000 millions de dollars en résultat net part du Groupe et elles concernent :

- Des actifs qui, préalablement à leur cession, ont été déclassés à la fin du trimestre concerné en « actifs destinés à être cédés » :
  - les actifs du projet Fort Hills, dans les sables bitumineux au Canada. En effet, afin de limiter son exposition aux sables bitumineux au Canada et ainsi de réduire les investissements futurs liés à ce projet, le Groupe a décidé d'en céder une participation de 10 % ;
  - les actifs Charbon en Afrique du Sud, le Groupe ayant décidé de se désengager de l'activité charbon ;
  - des actifs en Russie.
- Des actifs situés dans des pays où la situation géopolitique est très instable, en Libye et au Yémen. En effet dans ces deux pays, la production est arrêtée depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 en raison de conditions de sécurité fortement dégradées.

- Des actifs d'exploration (droits miniers acquis sur des permis). En effet, dans le cadre de l'environnement économique actuel, le Groupe a décidé d'abandonner certains projets de développement potentiel sur ces permis rendant ainsi les droits miniers correspondants sans valeur.
- Des actifs concernant principalement des projets de développement et de production dans les activités Raffinage Chimie et Marketing & Services qui ont été abandonnés, faute de rentabilité future.

2.1.3) Au titre de l'exercice 2014 des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Amont, Raffinage Chimie et Marketing & Services avec un impact de 7 979 millions de dollars sur le résultat opérationnel et de 7 063 millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Au titre de l'exercice 2013, des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie, Marketing & Services et Holding avec un impact de 1 043 millions de dollars sur le résultat opérationnel et 773 millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Aucune reprise de perte de valeur n'a été enregistrée au titre des exercices 2013, 2014 et 2015.

2.2) Un montant correspondant à l'actif USAN au Nigéria (1 128 millions de dollars en résultat opérationnel et de 564 millions de dollars en résultat net part du Groupe). En effet les négociations avec l'acquéreur potentiel pour finaliser la cession ayant été infructueuses, le Groupe a décidé de le reclasser d'« actifs destinés à être cédés » en immobilisations corporelles, en intégrant les amortissements qui n'étaient plus comptabilisés conformément à la norme IFRS 5.

3) Les « autres éléments » se montent à 1 257 millions de dollars en résultat opérationnel et 966 millions de dollars en résultat net part du Groupe et comprennent principalement :

- Le passage en charges de dépenses de forages d'exploration préalablement immobilisées, correspondant à des projets de développement potentiel que le Groupe a décidé d'abandonner dans le cadre de l'environnement économique actuel ;
- Des charges liées aux actifs au Yémen et en Libye, suite à l'arrêt de production en raison des conditions de sécurité fortement dégradées ;
- Une charge liée aux résolutions d'un litige au Qatar et d'un contrat de transport de gaz aux Etats-Unis ;
- Des produits correspondant à l'impact du changement de fiscalité au Royaume-Uni et au Canada sur la position d'impôt différé.

## 5) Informations par zone géographique

(en millions de dollars)	France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Reste du monde	Total
<b>Exercice 2015</b>						
Chiffre d'affaires hors Groupe	36 536	79 463	14 857	17 612	16 889	<b>165 357</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 123	22 354	17 169	43 536	36 885	<b>124 067</b>
Investissements bruts	980	4 783	3 493	9 154	9 623	<b>28 033</b>
<b>Exercice 2014</b>						
Chiffre d'affaires hors Groupe	51 471	114 747	23 766	23 281	22 857	<b>236 122</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 350	25 137	16 064	41 405	34 602	<b>121 558</b>
Investissements bruts	1 266	5 880	3 658	9 798	9 907	<b>30 509</b>
<b>Exercice 2013</b>						
Chiffre d'affaires hors Groupe	57 650	128 661	22 332	23 146	19 936	<b>251 725</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 251	26 840	19 588	37 847	32 349	<b>122 875</b>
Investissements bruts	1 772	6 289	4 157	10 705	11 508	<b>34 431</b>

## 6) Charges d'exploitation

### Exercice

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
Achats, nets de variation de stocks <sup>(a) (b)</sup>	(96 671)	(152 975)	(160 849)
Charges d'exploration	(1 991)	(1 964)	(2 169)
Autres charges d'exploitation <sup>(c)</sup>	(24 345)	(28 349)	(28 764)
<i>dont (dotations) reprises de provisions non courantes opérationnelles</i>	858	717	184
<i>dont (dotations) reprises de provisions courantes opérationnelles</i>	(86)	(147)	6
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(123 007)</b>	<b>(183 288)</b>	<b>(191 782)</b>

(a) Inclut les taxes à la production dans l'Amont, notamment les royalties.

(b) Le Groupe valorise les sous/sur enlèvements à la valeur de marché.

(c) Constituées principalement des frais de production et de fonctionnement (voir en particulier les charges de personnel détaillées dans la note 26 de l'annexe aux comptes consolidés "Effectifs du Groupe et charges de personnel").

## 7) Autres produits et autres charges

### Exercice

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
Plus-values sur cessions d'actifs	2 658	2 085	1 991
Profits de change	663	216	9
Autres	285	276	290
<b>Autres produits</b>	<b>3 606</b>	<b>2 577</b>	<b>2 290</b>
Moins-values sur cessions d'actifs	(199)	(106)	(1 911)
Pertes de change	(102)	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles (hors droits miniers)	(332)	(254)	(292)
Autres	(944)	(594)	(597)
<b>Autres charges</b>	<b>(1 577)</b>	<b>(954)</b>	<b>(2 800)</b>

### Autres produits

En 2015, les plus-values sur cessions proviennent principalement de cessions d'actifs au Nigeria dans le secteur Amont, de la cession de participations dans Geosel et la raffinerie de Schwedt dans le secteur Raffinage-Chimie, de la cession de l'activité adhésifs Bostik, également dans le secteur Raffinage-Chimie, et de la cession de 100% de Totalgaz dans le secteur Marketing & Services (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, les plus-values sur cessions provenaient principalement de cessions d'actifs dans le secteur Amont en Angola et aux Etats-Unis ainsi que de cessions de participation, également, dans le secteur Amont : participation dans la société GTT (Gaztransport & Technigaz), participation dans le champ Shah Deniz et dans le pipeline du Caucase du Sud.

En 2013, les plus-values sur cessions provenaient principalement de la cession de Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) et de cessions d'intérêts dans le secteur Amont : 25% des intérêts dans le gisement de Tempa Rossa en Italie et la totalité des intérêts à Trinité-et-Tobago.

### Autres charges

En 2015, les moins-values sur cessions proviennent principalement de la cession d'une participation de 20% dans des champs gaziers au Royaume-Uni (voir la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés). La rubrique « Autres » est notamment constituée de 409 millions de dollars de dépréciations de titres non consolidés et de prêts accordés à des filiales non consolidées et mises en équivalence, de 180 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie et Marketing & Services et d'une charge de 162 millions de dollars liée à un litige au Qatar.

En 2014, les moins-values sur cessions provenaient principalement de la cession de CCP Composites au groupe Polynt. La rubrique "Autres" était notamment constituée de 88 millions de dollars de dépréciation de titres et de prêts de filiales non consolidées, de 43 millions de dollars de charges de restructuration ainsi que de 34 millions de dollars de frais liés aux cessions.

En 2013, les moins-values sur cessions provenaient principalement de la cession à Suncor Energy Inc. de la participation de 49% de TOTAL dans le projet d'upgrader Voyageur au Canada. La rubrique « Autres » était principalement constituée de 281 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Amont, Raffinage-Chimie et Marketing & Services.

## 8) Autres produits financiers et autres charges financières

### Exercice

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
Revenus des participations	267	282	202
Frais financiers immobilisés	364	348	343
Autres	251	191	151
<b>Autres produits financiers</b>	<b>882</b>	<b>821</b>	<b>696</b>
Effet de l'actualisation des provisions pour restitution des sites	(513)	(543)	(584)
Autres	(141)	(133)	(118)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(654)</b>	<b>(676)</b>	<b>(702)</b>

## 9) Impôts sur les sociétés

La charge d'impôts sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

<b>Exercice</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Impôts courants	(4 552)	(10 904)	(13 607)
Impôts différés	2 899	2 290	(1 160)
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(1 653)</b>	<b>(8 614)</b>	<b>(14 767)</b>

L'analyse par source du passif net d'impôt différé s'établit comme suit, avant compensation des actifs et passifs par entité fiscale :

<b>Au 31 décembre</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Déficits et crédits d'impôts reportables	4 849	5 213	4 586
Pensions, retraites et obligations similaires	1 260	1 770	1 641
Autres provisions non déductibles temporairement	6 481	6 258	5 992
Différentiels d'amortissement	(15 932)	(18 129)	(20 948)
Autres déductions fiscales temporaires	(1 795)	(2 542)	(3 267)
Dépréciation des impôts différés actifs	(3 241)	(3 301)	(2 016)
<b>Passif net d'impôt différé</b>	<b>(8 378)</b>	<b>(10 731)</b>	<b>(14 012)</b>

Au 31 décembre 2015, les réserves des filiales de TOTAL, imposables en cas de distribution, dont le reversement n'est pas prévu et qui n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs, s'élèvent à 10 596 millions de dollars.

Les dépréciations d'impôts différés actifs figurant dans le tableau ci-dessus pour 3 241 millions de dollars au 31 décembre 2015 portent notamment sur le Congo à hauteur de 1 034 millions de dollars, sur la France à hauteur de 607 millions de dollars, sur le Canada à hauteur de 324 millions de dollars, sur l'Australie à hauteur de 312 millions de dollars et sur la Belgique à hauteur de 263 millions de dollars.

Après compensation des actifs et passifs par entité fiscale, les impôts différés sont présentés de la manière suivante au bilan :

<b>Au 31 décembre</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Impôts différés actifs	3 982	4 079	3 838
Impôts différés passifs	(12 360)	(14 810)	(17 850)
<b>Montant net</b>	<b>(8 378)</b>	<b>(10 731)</b>	<b>(14 012)</b>

La variation au bilan de la position nette d'impôts différés est analysée dans le tableau suivant :

<b>Au 31 décembre</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>(10 731)</b>	<b>(14 012)</b>	<b>(13 024)</b>
Impôts différés reconnus en résultat	2 899	2 290	(1 160)
Impôts différés reconnus en capitaux propres <sup>(a)</sup>	(225)	562	(349)
Variations de périmètre <sup>(b)</sup>	(552)	356	153
Effets de change	231	73	368
<b>Solde à la clôture</b>	<b>(8 378)</b>	<b>(10 731)</b>	<b>(14 012)</b>

(a) Ce montant est constitué principalement des impôts différés sur pertes et gains actuariels, des impôts courants et différés affectés aux réévaluations des titres cotés classés en actifs financiers disponibles à la vente et des impôts différés relatifs à la couverture de flux futurs (voir la note 17 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) Les variations de périmètre comprennent au 31 décembre 2015 l'effet à hauteur de (565) millions de dollars des déclassements/reclassements en Actifs destinés à être cédés ou échangés et Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés.

## Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et le résultat avant impôt

### Exercice

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 786	4 250	11 521
Impôts sur les sociétés	1 653	8 614	14 767
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 439</b>	<b>12 864</b>	<b>26 288</b>
Taux d'imposition français	38,00%	38,00%	38,00%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(2 447)</b>	<b>(4 888)</b>	<b>(9 989)</b>
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(6)	(4 256)	(6 131)
Effet en impôt du résultat des sociétés mises en équivalence	897	1 012	1 298
Différences permanentes	(371)	833	1 130
Ajustements d'impôt courant sur exercices antérieurs	100	33	-
Ajustements d'impôt différé afférents aux variations des taux d'impôt	483	(1)	3
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	(309)	(1 347)	(1 078)
<b>Charge d'impôt dans le compte de résultat</b>	<b>(1 653)</b>	<b>(8 614)</b>	<b>(14 767)</b>

La différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères résulte principalement de la taxation des résultats réalisés par le Groupe dans les pays où il exerce ses activités d'Exploration-Production à des taux d'impôts supérieurs au taux français.

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal de l'impôt sur les sociétés (33,33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2015 qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 38% (38% en 2014 et 38% en 2013).

Les différences permanentes sont principalement dues aux dépréciations de *goodwill*, aux dividendes des sociétés non consolidées ainsi qu'à l'impact des modalités de fiscalisation propres à certaines activités.

### Échéancier des crédits d'impôt

Le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2015		2014		2013	
	Base	Impôt	Base	Impôt	Base	Impôt
2014	-	-	-	-	491	236
2015	-	-	443	218	372	178
2016	396	193	306	151	226	105
2017	617	248	623	229	565	185
2018 <sup>(a)</sup>	489	182	424	143	4 435	1 332
2019 <sup>(b)</sup>	15	3	3 313	899	-	-
2020 et suivants	3 289	948	-	-	-	-
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	9 656	3 275	9 906	3 573	7 593	2 550
<b>Total</b>	<b>14 462</b>	<b>4 849</b>	<b>15 015</b>	<b>5 213</b>	<b>13 682</b>	<b>4 586</b>

(a) Déficits et crédits d'impôts reportables en 2018 et années suivantes pour l'exercice 2013.

(b) Déficits et crédits d'impôts reportables en 2019 et années suivantes pour l'exercice 2014.

Au 31 décembre 2015, l'échéancier des déficits et crédits d'impôts reportables pour les principaux pays se décompose ainsi :

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Impôt				
	Royaume- Uni	France	Canada	Australie	Belgique
2016	-	-	-	-	5
2017	-	-	-	-	134
2018	-	-	-	-	126
2019	-	-	-	-	-
2020 et suivants	-	-	649	-	9
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	1 019	864	215	684	235
<b>Total</b>	<b>1 019</b>	<b>864</b>	<b>864</b>	<b>684</b>	<b>509</b>

Le Groupe dispose de déficits reportables non activés pour un montant de 1 283 millions de dollars au 31 décembre 2015, principalement dans l'Amont lorsque la filiale concernée, ou le champ concerné, est en phase d'exploration. Les déficits générés lors de cette phase d'exploration ne seront utilisables que si la décision finale d'investissement et de développement est prise. En conséquence, le délai d'expiration de ces déficits n'est pas connu.

## 10) Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	1 597	(971)	626
Droits miniers prouvés	12 800	(6 436)	6 364
Droits miniers non prouvés	11 751	(5 082)	6 669
Autres immobilisations incorporelles	4 059	(3 169)	890
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>30 207</b>	<b>(15 658)</b>	<b>14 549</b>

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	1 639	(1 020)	619
Droits miniers prouvés	12 215	(5 514)	6 701
Droits miniers non prouvés	10 673	(4 498)	6 175
Autres immobilisations incorporelles	4 387	(3 200)	1 187
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>28 914</b>	<b>(14 232)</b>	<b>14 682</b>

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	2 512	(1 263)	1 249
Droits miniers prouvés	12 309	(5 003)	7 306
Droits miniers non prouvés	10 430	(1 785)	8 645
Autres immobilisations incorporelles	4 978	(3 783)	1 195
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>30 229</b>	<b>(11 834)</b>	<b>18 395</b>

Les variations des immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Immobilisations incorporelles nettes au 1er janvier	Acquisitions	Cessions	Dotations nettes d'amortissements et dépréciations	Effets de change	Autres	Immobilisations incorporelles nettes au 31 décembre
2015	14 682	2 750	(343)	(2 324)	(200)	(16)	14 549
2014	18 395	1 000	(178)	(3 920)	(276)	(339)	14 682
2013	16 965	3 648	(388)	(1 527)	(10)	(293)	18 395

En 2015, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 1 482 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 3 177 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, la colonne « Autres » comprenait principalement les droits miniers dans Utica reclassés dans les acquisitions pour (524) millions de dollars, la constatation de droits miniers en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour 429 millions de dollars, le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour (561) millions de dollars et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2013 pour 96 millions de dollars correspondant aux cessions.

En 2013, la colonne « Autres » comprenait principalement les droits miniers dans Utica reclassés dans les acquisitions pour (604) millions de dollars, le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour (93) millions de dollars et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2012 pour 331 millions de dollars correspondant aux cessions.

Le tableau suivant donne les variations pour l'année 2015 des *goodwill* répartis par secteur :

(en millions de dollars)	Goodwill net au				Goodwill net au
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Augmentations	Dépréciations	Autres	31 décembre 2015
<b>Mont</b>	-	-	-	-	-
<b>Raffinage-Chimie</b>	485	10	-	(25)	470
<b>Marketing &amp; Services</b>	104	37	-	(12)	129
<b>Holding</b>	30	-	-	(3)	27
<b>Total</b>	<b>619</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>(40)</b>	<b>626</b>

## 11) Immobilisations corporelles

<b>Au 31 décembre 2015</b>			
(en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<b>Immobilisations de l'Exploration &amp; Production</b>			
Sur permis prouvés	153 530	(94 843)	58 687
Sur permis non prouvés	2 423	-	2 423
Travaux en cours	36 246	(2 284)	33 962
<b>Sous-total</b>	<b>192 199</b>	<b>(97 127)</b>	<b>95 072</b>
<b>Autres immobilisations</b>			
Terrains	1 551	(581)	970
Installations techniques (y compris transport)	28 723	(22 975)	5 748
Constructions	7 655	(5 018)	2 637
Immobilisations en cours	2 705	(128)	2 577
Autres immobilisations	8 182	(5 668)	2 514
<b>Sous-total</b>	<b>48 816</b>	<b>(34 370)</b>	<b>14 446</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>241 015</b>	<b>(131 497)</b>	<b>109 518</b>

<b>Au 31 décembre 2014</b>			
(en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<b>Immobilisations de l'Exploration &amp; Production</b>			
Sur permis prouvés	139 294	(86 326)	52 968
Sur permis non prouvés	2 153	-	2 153
Travaux en cours	38 698	(1 574)	37 124
<b>Sous-total</b>	<b>180 145</b>	<b>(87 900)</b>	<b>92 245</b>
<b>Autres immobilisations</b>			
Terrains	1 683	(613)	1 070
Installations techniques (y compris transport)	30 966	(24 874)	6 092
Constructions	8 141	(5 291)	2 850
Immobilisations en cours	2 367	(324)	2 043
Autres immobilisations	8 673	(6 097)	2 576
<b>Sous-total</b>	<b>51 830</b>	<b>(37 199)</b>	<b>14 631</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>231 975</b>	<b>(125 099)</b>	<b>106 876</b>

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Valeur brute</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Valeur nette</b>
<b>Immobilisations de l'Exploration &amp; Production</b>			
Sur permis prouvés	134 512	(83 423)	51 089
Sur permis non prouvés	1 432	-	1 432
Travaux en cours	34 668	(56)	34 612
<b>Sous-total</b>	<b>170 612</b>	<b>(83 479)</b>	<b>87 133</b>
<b>Autres immobilisations</b>			
Terrains	1 846	(582)	1 264
Installations techniques (y compris transport)	35 215	(26 903)	8 312
Constructions	9 050	(5 870)	3 180
Immobilisations en cours	2 318	(465)	1 853
Autres immobilisations	9 717	(6 979)	2 738
<b>Sous-total</b>	<b>58 146</b>	<b>(40 799)</b>	<b>17 347</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>228 758</b>	<b>(124 278)</b>	<b>104 480</b>

Les variations des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

<b>Exercice</b> (en millions de dollars)	<b>Immobilisations corporelles nettes au 1er janvier</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>	<b>Dotations nettes d'amortissements et dépréciations</b>	<b>Effets de change</b>	<b>Autres</b>	<b>Immobilisations corporelles nettes au 31 décembre</b>
<b>2015</b>	<b>106 876</b>	<b>22 382</b>	<b>(1 842)</b>	<b>(17 010)</b>	<b>(3 449)</b>	<b>2 561</b>	<b>109 518</b>
2014	104 480	25 320	(2 211)	(16 939)	(4 438)	664	106 876
2013	91 477	26 100	(2 828)	(11 831)	(361)	1 923	104 480

En 2015, la colonne « Cessions » comprend principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont (cession de 4 blocs au Nigeria, des champs West of Shetland au Royaume-Uni et d'une partie de Fort Hills au Canada).

En 2015, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 5 544 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2015, la colonne « Autres » comprend essentiellement l'augmentation pour 956 millions de dollars de l'actif de restitution des sites et le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de 1 128 millions de dollars lié principalement au champ Usan au Nigeria.

En 2014, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont (cession du block 15/06 en Angola et du champ Shah Deniz en Azerbaïdjan).

En 2014, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisés à hauteur de 4 802 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2014, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'augmentation pour 1 366 millions de dollars de l'actif de restitution des sites. Elle comprenait également le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de (466) millions de dollars liés principalement à la cession de Total Coal South Africa et de Bostik.

En 2013, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Amont (cession de l'*upgrader* Voyageur au Canada et cession d'intérêts de TOTAL dans le gisement Tempa Rossa en Italie).

En 2013, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 1 043 millions de dollars (voir la note 4D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2013, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'augmentation pour 2 748 millions de dollars de l'actif de restitution des sites. Elle comprenait également le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour un montant de (538) millions de dollars et (206) millions de dollars liés à la cession de l'activité Fertilisants en Europe.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessus incluent des installations techniques et des constructions en location financement pour les montants suivants :

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	<b>Brut</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Net</b>
Installations techniques	426	(384)	42
Constructions	95	(38)	57
Autres immobilisations	175	(31)	144
<b>Total</b>	<b>696</b>	<b>(453)</b>	<b>243</b>

<b>Au 31 décembre 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Brut</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Net</b>
Installations techniques	520	(443)	77
Constructions	72	(45)	27
Autres immobilisations	245	(29)	216
<b>Total</b>	<b>837</b>	<b>(517)</b>	<b>320</b>

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Brut</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Net</b>
Installations techniques	519	(417)	102
Constructions	72	(35)	37
Autres immobilisations	263	(17)	246
<b>Total</b>	<b>854</b>	<b>(469)</b>	<b>385</b>

## **12) Sociétés mises en équivalence : titres et prêts**

La contribution des sociétés mises en équivalence au bilan, au compte de résultat et aux autres éléments du résultat global est présentée ci-dessous :

### **Valeur d'équivalence**

(en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Total entreprises associées	11 255	11 632	13 717
Total coentreprises	3 751	3 016	3 146
<b>Total</b>	<b>15 006</b>	<b>14 648</b>	<b>16 863</b>
Prêts	4 378	4 626	3 554
<b>Total</b>	<b>19 384</b>	<b>19 274</b>	<b>20 417</b>

<b>Quote-part du profit (perte)</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Total entreprises associées	2 004	2 786	3 238
Total coentreprises	357	(124)	177
<b>Total</b>	<b>2 361</b>	<b>2 662</b>	<b>3 415</b>

<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	139	(1 532)	(669)
Total coentreprises	(19)	(6)	(136)
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>(1 538)</b>	<b>(805)</b>

Dans les cas où le Groupe détient moins de 20% des droits de vote dans une autre entité, la détermination de l'exercice d'une influence notable se base également sur les autres faits et circonstances : représentation au sein du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'entité, participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions, transactions significatives entre l'investisseur et l'entité, échange de personnel de direction, ou fourniture d'informations techniques essentielles.

Les données en 100% relatives aux entreprises associées significatives sont les suivantes :

<b>Amont</b>	<b>Novatek <sup>(a)</sup></b>			<b>Entités de liquéfaction</b>			<b>PetroCedeño</b>		
	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
(en millions de dollars)									
Actifs non courants	9 768	9 551	13 617	33 294	33 909	31 680	6 916	6 458	6 263
Actifs courants	2 237	1 648	2 829	7 427	9 007	7 684	3 437	10 033	5 059
<b>Total Actif</b>	<b>12 005</b>	<b>11 199</b>	<b>16 446</b>	<b>40 721</b>	<b>42 916</b>	<b>39 364</b>	<b>10 353</b>	<b>16 491</b>	<b>11 322</b>
Capitaux propres	6 745	7 135	10 683	25 941	25 090	23 256	5 538	5 597	5 581
Passifs non courants	3 014	3 352	4 934	9 373	10 876	11 474	10	274	186
Passifs courants	2 246	712	829	5 407	6 950	4 634	4 805	10 620	5 555
<b>Total Passif</b>	<b>12 005</b>	<b>11 199</b>	<b>16 446</b>	<b>40 721</b>	<b>42 916</b>	<b>39 364</b>	<b>10 353</b>	<b>16 491</b>	<b>11 322</b>
Produits des ventes	7 130	9 222	9 355	22 731	39 502	38 728	1 840	3 644	4 117
<b>Résultat net</b>	<b>1 755</b>	<b>2 759</b>	<b>2 647</b>	<b>7 720</b>	<b>14 269</b>	<b>14 381</b>	<b>399</b>	<b>343</b>	<b>600</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(1 682)</b>	<b>(5 431)</b>	<b>(697)</b>	-	-	-	-	-	-
% de détention	18,90%	18,24%	16,96%				30,32%	30,32%	30,32%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	1 580	1 944	3 545	-	-	-	-	-	-
Valeur d'équivalence	2 855	3 245	5 357	4 183	4 130	3 625	1 679	1 697	1 692
Quote-part du résultat net	229	193	221	978	2 125	2 027	121	104	182
Quote-part des autres éléments du résultat global	(135)	(1 844)	(621)	156	200	(21)	-	-	-
Dividendes versés au Groupe	102	126	102	1 072	1 687	1 579	139	99	182

(a) Données qui comprennent des estimations à la date d'arrêt des comptes de TOTAL.

Novatek, société cotée à Moscou et à Londres, est le 2ème producteur de gaz naturel russe. La quote-part de la valeur boursière de Novatek s'élève à 4 577 millions de dollars au 31 décembre 2015. Novatek est consolidée par mise en équivalence. TOTAL considère, en effet, exercer une influence notable au travers notamment de sa représentation au Conseil d'administration de Novatek et de sa participation dans le projet majeur Yamal LNG.

Le Groupe n'a pas connaissance de restrictions significatives limitant la capacité de OAO Novatek à transférer des fonds à son actionnaire que ce soit sous forme de dividendes, de remboursements d'avances ou de prêts consentis.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Nigéria LNG (15,00%), Angola LNG (13,60%), Yemen LNG (39,62%), Qatargas (10,00%), Qatar Liquefied Gas Company Limited II – Train B (16,70%), Oman LNG (5,54%), Brass LNG (20,48%), Abu Dhabi Gas Lc (5,00%).

PetroCedeño produit et upgrade des bruts extra-lourds au Venezuela.

<b>Raffinage-Chimie</b>	<b>Saudi Aramco Total Refining &amp; Petrochemicals</b>			<b>Qatar</b>		
	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
(en millions de dollars)						
Actifs non courants	12 536	12 654	12 356	2 530	3 020	2 867
Actifs courants	960	1 250	1 331	968	1 385	1 277
<b>Total Actif</b>	<b>13 496</b>	<b>13 904</b>	<b>13 687</b>	<b>3 498</b>	<b>4 405</b>	<b>4 144</b>
Capitaux propres	2 011	1 672	1 485	2 803	2 930	2 629
Passifs non courants	9 873	9 584	10 441	356	409	481
Passifs courants	1 612	2 648	1 761	339	1 066	1 034
<b>Total Passif</b>	<b>13 496</b>	<b>13 904</b>	<b>13 687</b>	<b>3 498</b>	<b>4 405</b>	<b>4 144</b>
Produits des ventes	8 032	7 061	-	1 823	1 817	2 161
<b>Résultat net</b>	<b>339</b>	<b>(113)</b>	<b>(89)</b>	<b>631</b>	<b>875</b>	<b>1 009</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
% de détention	37,50%	37,50%	37,50%			
Réévaluation des actifs identifiables acquis	-	-	-	-	-	-
Valeur d'équivalence	754	627	557	818	850	798
Quote-part du résultat net	127	(42)	(33)	208	312	346
Quote-part des autres éléments du résultat global	77	89	(35)	28	25	(8)
Dividendes versés au Groupe	-	-	-	248	261	224

Saudi Aramco Total Refining & Petrochemicals est une entité comprenant une raffinerie à Jubail d'une capacité de 400 000 barils/jour intégrée avec des unités pétrochimiques dont la production a commencé en juin 2014.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées de l'activité Raffinage-Chimie opérant des vapocraqueurs et des lignes de polyéthylène au Qatar ont été regroupées : Qatar Petrochemical Company Ltd (20,00%) et Qatofin (49,09%).

Les données en 100% relatives aux coentreprises significatives sont les suivantes :

(en millions de dollars)	Entités de liquéfaction (Amont)			Hanwha Total Petrochemicals (Raffinage-Chimie)		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Actifs non courants	35 341	23 326	12 569	3 543	3 754	3 785
Actifs courants hors trésorerie et équivalents de trésorerie	455	731	52	1 501	1 972	1 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie	501	516	359	240	149	157
<b>Total Actif</b>	<b>36 297</b>	<b>24 573</b>	<b>12 980</b>	<b>5 284</b>	<b>5 875</b>	<b>5 277</b>
Capitaux propres	1 840	1 198	862	2 609	2 323	2 336
Autres passifs non courants	349	225	7	107	126	83
Dettes financières non courantes	32 996	21 596	10 696	1 388	1 793	1 382
Autres passifs courants	1 112	1 269	1 415	713	705	706
Dettes financières courantes	-	285	-	467	928	770
<b>Total Passif</b>	<b>36 297</b>	<b>24 573</b>	<b>12 980</b>	<b>5 284</b>	<b>5 875</b>	<b>5 277</b>
Produits des ventes	32	5	7	7 307	8 366	7 188
Dotations aux amortissements	(14)	(5)	-	(247)	(223)	(199)
Produits d'intérêts	10	2	-	-	1	-
Charges d'intérêts	(10)	(1)	-	(64)	(45)	(21)
Charge d'impôt	(81)	50	-	(192)	(114)	(98)
<b>Résultat net</b>	<b>279</b>	<b>36</b>	<b>(93)</b>	<b>514</b>	<b>79</b>	<b>377</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>61</b>	<b>-</b>	<b>(295)</b>	<b>(186)</b>	<b>(94)</b>	<b>47</b>
% de détention				50,00%	50,00%	50,00%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	965	874	978	-	-	-
Valeur d'équivalence	1 355	1 130	1 164	1 305	1 161	1 169
Quote-part du résultat net	55	10	(21)	257	40	189
Quote-part des autres éléments du résultat global	18	(26)	(137)	(75)	(24)	14
Dividendes versés au Groupe	-	-	-	20	-	45

Les participations du Groupe dans des coentreprises opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Yamal LNG en Russie (20,02% détention directe) et Ichthys LNG en Australie (30,00%).

Hanwha Total Petrochemicals est une société coréenne qui opère le site pétrochimique de Daesan (séparateur de condensats, vapocraqueur, styrène, paraxylène, polyoléfines).

Les engagements hors-bilan donnés relatifs à des coentreprises sont détaillés dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les principaux agrégats financiers en quote-part Groupe, des sociétés comptabilisées par mise en équivalence, et qui n'ont pas été présentées individuellement sont les suivants :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2015		2014		2013	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Actifs non courants	3 491	2 005	3 502	1 456	4 018	1 460
Actifs courants	1 440	860	1 478	1 283	1 498	1 521
<b>Total Actif</b>	<b>4 931</b>	<b>2 865</b>	<b>4 980</b>	<b>2 739</b>	<b>5 516</b>	<b>2 981</b>
Capitaux propres	966	1 091	1 083	725	1 688	813
Passifs non courants	2 612	951	2 348	877	2 227	1 050
Passifs courants	1 353	823	1 549	1 137	1 601	1 118
<b>Total Passif</b>	<b>4 931</b>	<b>2 865</b>	<b>4 980</b>	<b>2 739</b>	<b>5 516</b>	<b>2 981</b>

Exercice (en millions de dollars)	2015		2014		2013	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Produits des ventes	2 661	3 362	4 124	4 473	3 910	5 512
<b>Résultat net</b>	<b>341</b>	<b>45</b>	<b>95</b>	<b>(175)</b>	<b>495</b>	<b>9</b>
Quote-part des autres éléments du résultat global	13	38	(2)	44	16	(13)
Valeur d'équivalence	966	1 091	1 083	725	1 688	813
Dividendes versés au Groupe	442	22	470	43	446	48

### 13) Autres titres

Les titres présentés ci-après appartiennent à la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » (voir la note 1M(ii) de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Valeur comptable	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva <sup>(a)</sup>	22	-	22
Autres titres cotés	9	28	37
<b>Autres titres cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>59</b>
BBPP	62	-	62
BTC Limited	121	-	121
DUNKERQUE LNG SAS	116	-	116
Autres titres non cotés	883	-	883
<b>Autres titres non cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>1 182</b>	<b>-</b>	<b>1 182</b>
<b>Total autres titres</b>	<b>1 213</b>	<b>28</b>	<b>1 241</b>

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Valeur comptable	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva <sup>(a)</sup>	44	(4)	40
Autres titres cotés	21	23	44
<b>Autres titres cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>65</b>	<b>19</b>	<b>84</b>
BBPP	62	-	62
BTC Limited	132	-	132
DUNKERQUE LNG SAS	100	-	100
Autres titres non cotés	1 021	-	1 021
<b>Autres titres non cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>1 315</b>	<b>-</b>	<b>1 315</b>
<b>Total autres titres</b>	<b>1 380</b>	<b>19</b>	<b>1 399</b>

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Valeur comptable	Gain (Perte) latent	Valeur au bilan
Areva <sup>(a)</sup>	51	44	95
Olympia Energy Fund - fonds d'investissement énergie	50	(10)	40
Autres titres cotés	10	15	25
<b>Autres titres cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>111</b>	<b>49</b>	<b>160</b>
BBPP	80	-	80
BTC Limited	144	-	144
DUNKERQUE LNG SAS	58	-	58
Autres titres non cotés	1 224	-	1 224
<b>Autres titres non cotés <sup>(b)</sup></b>	<b>1 506</b>	<b>-</b>	<b>1 506</b>
<b>Total autres titres</b>	<b>1 617</b>	<b>49</b>	<b>1 666</b>

(a) Résultat latent calculé sur la base du certificat d'investissement.

(b) Dont dépréciations de 949 millions de dollars en 2015, 856 millions de dollars en 2014 et 995 millions de dollars en 2013.

## 14) Autres actifs non courants

### Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances <sup>(a)</sup>	3 687	(280)	3 407
Autres	948	-	948
<b>Total</b>	<b>4 635</b>	<b>(280)</b>	<b>4 355</b>

### Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances <sup>(a)</sup>	3 998	(672)	3 326
Autres	866	-	866
<b>Total</b>	<b>4 864</b>	<b>(672)</b>	<b>4 192</b>

### Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances <sup>(a)</sup>	4 073	(498)	3 575
Autres	831	-	831
<b>Total</b>	<b>4 904</b>	<b>(498)</b>	<b>4 406</b>

<sup>(a)</sup> Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

Les variations des dépréciations sur les prêts et avances sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1er janvier	Dotations	Reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
<b>2015</b>	<b>(672)</b>	<b>(62)</b>	<b>393</b>	<b>61</b>	<b>(280)</b>
2014	(498)	(63)	102	(213)	(672)
2013	(509)	(21)	9	23	(498)

## 15) Stocks

### Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	1 788	(59)	1 729
Produits raffinés	4 177	(130)	4 047
Produits de la Chimie	989	(72)	917
Stocks de <i>trading</i>	3 168	-	3 168
Autres stocks	4 062	(807)	3 255
<b>Total</b>	<b>14 184</b>	<b>(1 068)</b>	<b>13 116</b>

### Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 697	(188)	2 509
Produits raffinés	5 922	(422)	5 500
Produits de la Chimie	1 119	(85)	1 034
Stocks de <i>trading</i>	2 950	-	2 950
Autres stocks	3 903	(700)	3 203
<b>Total</b>	<b>16 591</b>	<b>(1 395)</b>	<b>15 196</b>

### Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	4 515	(25)	4 490
Produits raffinés	8 868	(153)	8 715
Produits de la Chimie	1 616	(108)	1 508
Stocks de <i>trading</i>	4 401	-	4 401
Autres stocks	3 719	(736)	2 983
<b>Total</b>	<b>23 119</b>	<b>(1 022)</b>	<b>22 097</b>

Les variations des dépréciations sur les stocks sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations nettes des reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
<b>2015</b>	<b>(1 395)</b>	<b>256</b>	<b>71</b>	<b>(1 068)</b>
2014	(1 022)	(495)	122	(1 395)
2013	(868)	(158)	4	(1 022)

## 16) Clients et comptes rattachés, autres créances

### Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>11 173</b>	<b>(544)</b>	<b>10 629</b>
Créances sur États (impôts et taxes)	3 328	-	3 328
Autres créances d'exploitation	11 335	(426)	10 909
Charges constatées d'avance	1 554	-	1 554
Autres débiteurs	52	-	52
<b>Autres créances</b>	<b>16 269</b>	<b>(426)</b>	<b>15 843</b>

### Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>16 306</b>	<b>(602)</b>	<b>15 704</b>
Créances sur États (impôts et taxes)	3 242	-	3 242
Autres créances d'exploitation	11 159	(367)	10 792
Charges constatées d'avance	1 609	-	1 609
Autres débiteurs	59	-	59
<b>Autres créances</b>	<b>16 069</b>	<b>(367)</b>	<b>15 702</b>

### Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>24 165</b>	<b>(743)</b>	<b>23 422</b>
Créances sur États (impôts et taxes)	3 423	-	3 423
Autres créances d'exploitation	10 071	(154)	9 917
Charges constatées d'avance	1 482	-	1 482
Autres débiteurs	70	-	70
<b>Autres créances</b>	<b>15 046</b>	<b>(154)</b>	<b>14 892</b>

Les variations des dépréciations des rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres créances » sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations		Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
	au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations nettes		
<b>Clients et comptes rattachés</b>				
<b>2015</b>	<b>(602)</b>	<b>5</b>	<b>53</b>	<b>(544)</b>
2014	(743)	46	95	(602)
2013	(623)	(117)	(3)	(743)
<b>Autres créances</b>				
<b>2015</b>	<b>(367)</b>	<b>(79)</b>	<b>20</b>	<b>(426)</b>
2014	(154)	(221)	8	(367)
2013	(340)	163	23	(154)

Au 31 décembre 2015, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élève à 3 159 millions de dollars dont 1 313 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 460 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 570 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 816 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2014, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élevait à 3 049 millions de dollars dont 1 382 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 593 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 226 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 848 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2013, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élevait à 3 812 millions de dollars dont 1 565 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 599 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 754 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 894 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

## 17) Capitaux propres

### Nombre d'actions TOTAL

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions de TOTAL S.A. d'une valeur nominale de 2,50 euros au 31 décembre 2015. Les actions peuvent être détenues au porteur ou inscrites au nominatif.

Un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

En application des statuts de la Société, aucun actionnaire ne peut exprimer en Assemblée générale, par lui-même et par un mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10% du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20%.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

Le nombre d'actions composant le capital autorisé est de 3 467 448 093 au 31 décembre 2015, 3 416 388 282 au 31 décembre 2014 et 3 417 495 344 au 31 décembre 2013. Le montant du capital social de TOTAL S.A. s'élève à 6 100 144 708 euros au 31 décembre 2015.

### Evolution du nombre d'actions composant le capital social

<b>Au 31 décembre 2012</b>		<b>2 365 933 146</b>
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital réservée aux salariés	10 802 215
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	942 799
<b>Au 31 décembre 2013</b>		<b>2 377 678 160</b>
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital dans le cadre du plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL au profit des salariés	666 575
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	6 922 790
<b>Au 31 décembre 2014</b>		<b>2 385 267 525</b>
Actions émises en raison de :	Augmentation de capital réservée aux salariés	10 479 410
	Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions (Solde 2014 et premier acompte 2015)	42 841 342
	Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	1 469 606
<b>Au 31 décembre 2015<sup>(a)</sup></b>		<b>2 440 057 883</b>

(a) Dont 113 967 758 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres consolidés.

Le calcul du nombre moyen pondéré et du nombre moyen pondéré dilué d'actions, utilisés respectivement pour la présentation du résultat net par action et du résultat net dilué par action, est détaillé comme suit :

	2015	2014	2013
<b>Nombre d'actions au 1er janvier</b>	<b>2 385 267 525</b>	<b>2 377 678 160</b>	<b>2 365 933 146</b>
<i>Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)</i>			
Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	662 351	3 768 183	248 606
Exercice d'options d'achat d'actions TOTAL		-	-
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	103 131	2 121 605	1 197 228
Plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL (a)		333 637	227
Augmentations de capital réservées aux salariés	6 986 273	-	7 201 477
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions (Solde 2014 et premier acompte 2015)	13 343 379		
Actions TOTAL détenues par TOTAL S.A. ou les sociétés du Groupe et déduites des capitaux propres consolidés	(111 324 719)	(111 042 073)	(110 230 889)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions</b>	<b>2 295 037 940</b>	<b>2 272 859 512</b>	<b>2 264 349 795</b>
<i>Effet dilutif</i>			
Options de souscription et d'achat d'actions TOTAL	1 168 644	2 119 759	554 224
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	7 647 690	3 578 225	4 924 693
Plan mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL (a)		353 054	852 057
Augmentation de capital réservée aux salariés	581 268	2 093 601	862 889
<b>Nombre moyen pondéré d'actions dilué</b>	<b>2 304 435 542</b>	<b>2 281 004 151</b>	<b>2 271 543 658</b>

(a) Le Conseil d'administration a décidé, le 21 mai 2010, la mise en œuvre et les conditions d'un plan mondial d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe.

Le résultat net par action en euro, obtenu à partir du résultat net par action en dollars américains converti en utilisant le taux de change euro / dollar américain moyen de la période, s'élève à 1,96 euro par action sur l'exercice 2015 (1,41 euro sur l'exercice 2014). Le résultat net dilué par action en euro calculé en utilisant la même méthode s'élève à 1,95 euro par action sur l'exercice 2015 (1,40 euro par action sur l'exercice 2014).

### Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa quatorzième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

L'augmentation de capital a donné lieu à la souscription de 10 108 918 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 37,50 euros, et à l'émission de 370 492 actions d'un nominal de 2,50 euros à titre d'abondement immédiat dont la création a été constatée le 27 avril 2015. De plus, le Conseil du 27 avril 2015 a décidé de procéder, sur le fondement de la seizième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014, à l'attribution gratuite de 20 882 actions à émettre en faveur de 2 100 bénéficiaires, soumis à une condition de présence, à l'issue d'une période d'acquisition de cinq ans, soit le 27 avril 2020, à titre d'abondement différé.

La précédente augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe avait été décidée par le Conseil d'Administration du 18 septembre 2012 en vertu de l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2012 et avait donné lieu à la souscription de 10 802 215 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 30,70 euros, dont la création avait été constatée le 25 avril 2013.

### Augmentation de capital liée au plan mondial d'attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale du 16 mai 2008, dans sa dix-septième résolution, a délégué au Conseil d'Administration la compétence de procéder à l'attribution gratuite d'actions de la Société aux collaborateurs du Groupe ainsi qu'à des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de sociétés du Groupe, pour une durée de 38 mois, dans la limite de 0,8 % du capital de la Société existant au jour où le Conseil décide l'attribution.

Dans le cadre de cette délégation de compétence, le Conseil d'Administration du 21 mai 2010 a décidé les modalités et les conditions d'un Plan Mondial d'attribution gratuite d'actions TOTAL au profit des salariés du Groupe et a délégué au Président-Directeur Général de la Société tous les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de ce Plan.

A ce titre, et en application des conditions d'attribution arrêtées par le Conseil d'administration du 21 mai 2010, le Président-Directeur Général a constaté :

- le 2 juillet 2012, l'émission et l'attribution définitive aux bénéficiaires désignés, à l'issue de la période d'acquisition de deux ans, de 1 366 950 actions de 2,50 euros de nominal,

- le 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'émission et l'attribution définitive aux bénéficiaires désignés, à l'issue de la période d'acquisition de quatre ans, de 666 575 actions ordinaires de 2,50 euros de nominal,

Il ne reste plus d'actions susceptibles d'être émises au titre de ce plan.

### **Annulation d'actions**

La société n'a procédé à aucune réduction de capital par annulation d'actions au cours des exercices 2013, 2014 et 2015.

### **Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL S.A.)**

Au 31 décembre 2015, TOTAL S.A. détient 13 636 490 de ses propres actions, soit 0,56% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 13 603 525 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 32 965 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2014, TOTAL S.A. détenait 9 030 145 de ses propres actions, soit 0,38% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 8 946 930 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 83 215 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions étaient déduites des capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2013, TOTAL S.A. détenait 8 883 180 de ses propres actions, soit 0,37% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 8 764 020 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficiaient les salariés du Groupe ;
- 119 160 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces actions étaient déduites des capitaux propres consolidés.

### **Autocontrôle (actions TOTAL détenues par des filiales du Groupe)**

Au 31 décembre des exercices 2015, 2014 et 2013, TOTAL S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 100 331 268 de ses propres actions, soit 4,11% du capital social au 31 décembre 2015, 4,21% du capital social au 31 décembre 2014 et 4,22% du capital social au 31 décembre 2013 réparties de la façon suivante :

- 2 023 672 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement à 100% par TOTAL S.A. ;
- 98 307 596 actions détenues par des filiales d'Elf Aquitaine (Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval), détenues indirectement à 100% par TOTAL S.A.

Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

### **Dividende**

TOTAL S.A. a procédé à la mise en paiement, le 25 mars 2015, du troisième acompte trimestriel de 0,61 euro par action au titre de l'exercice 2014 (le détachement de l'acompte ayant eu lieu le 23 mars 2015).

TOTAL S.A. a également procédé à la mise en paiement, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, du solde du dividende de 0,61 euro par action au titre de l'exercice 2014 (le détachement du solde du dividende ayant eu lieu le 8 juin 2015). L'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015 a approuvé l'option de recevoir le paiement du solde du dividende 2014 en actions nouvelles de la Société. Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 42,02 euros, soit 90% de la

moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée diminuée du montant du solde dividende. Le 1er juillet 2015, 18 609 466 actions ont été souscrites au prix de 42,02 euros par action.

L'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2015 a également approuvé que, pour le cas où le Conseil déciderait de la répartition d'un ou plusieurs acomptes sur dividende au titre de l'exercice 2015, soit accordée pour chacun de ces acomptes une option entre le paiement, soit en numéraire, soit en actions nouvelles de la Société.

Au titre de l'exercice 2015, TOTAL S.A. a déjà procédé à la mise en paiement de deux acomptes trimestriels :

- Le Conseil d'Administration du 22 septembre 2015 a décidé la mise en distribution du premier acompte trimestriel au titre de l'exercice 2015 d'un montant de 0,61 euro par action. Cet acompte a été détaché de l'action le 28 septembre 2015 et mis en paiement en numéraire ou en actions nouvelles le 21 octobre 2015. Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 35,63 euros par le Conseil d'Administration du 22 septembre 2015, soit 90% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour du Conseil d'Administration diminuée du montant de l'acompte. Le 21 octobre 2015, 24 231 876 actions ont été souscrites au prix de 35,63 euros par action.
- Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2015 a décidé la mise en distribution du second acompte trimestriel au titre de l'exercice 2015 d'un montant de 0,61 euro par action. Cet acompte a été détaché de l'action le 21 décembre 2015 et mis en paiement en numéraire ou en actions nouvelles le 14 janvier 2016. Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 39,77 euros par le Conseil d'Administration du 16 décembre 2015, soit 90% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour du Conseil d'Administration diminuée du montant de l'acompte. Le 14 janvier 2016, 13 945 709 actions ont été souscrites au prix de 39,77 euros par action.

Le Conseil d'administration du 28 octobre 2015 a décidé de fixer le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2015 à 0,61 euro par action. Cet acompte sera détaché de l'action le 21 mars 2016 et mis en paiement en numéraire le 12 avril 2016.

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2016 de verser un dividende de 2,44 euros par action au titre de l'exercice 2015, soit un solde à distribuer de 0,61 euro par action en tenant compte des trois acomptes de 0,61 euro par action qui auront déjà été versés.

### **Emission de titres subordonnés à durée indéterminée**

Le Groupe a procédé en 2015 à l'émission de deux tranches de titres subordonnés à durée indéterminée en Euros par l'intermédiaire de sa société mère TOTAL S.A. :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,250% à durée indéterminée avec option de remboursement après 6 ans (2 500 millions d'EUR)
- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,625% à durée indéterminée avec option de remboursement après 10 ans (2 500 millions d'EUR)

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32 - *Instruments Financiers - Présentation*, du fait de leurs caractéristiques ces émissions ont été comptabilisées en capitaux propres.

Au 31 décembre 2015, le montant total des titres subordonnés à durée indéterminée comptabilisés dans les capitaux propres du Groupe est de 5 616 millions de dollars. Les coupons attribuables aux détenteurs de ces titres sont comptabilisés en déduction des capitaux propres du Groupe et se montent à 114 millions de dollars sur l'exercice 2015. L'économie d'impôt afférente à ces coupons est comptabilisée dans le compte de résultat.

### **Primes liées au capital des sociétés françaises**

En vertu de la réglementation française, les primes liées au capital correspondent aux primes d'émission d'actions, d'apport ou de fusion qui peuvent être capitalisées ou utilisées afin de compenser les pertes si la réserve légale a atteint son niveau minimal autorisé. Ces primes peuvent également être distribuées, cette distribution ayant un impact fiscal sauf dans le cas où elle présente le caractère de remboursements d'apports pour les actionnaires.

Les primes liées au capital de TOTAL S.A. s'élevaient à 30 265 millions d'euros au 31 décembre 2015 (28 319 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 28 020 millions d'euros au 31 décembre 2013).

### **Réserves**

En application de la réglementation française, 5% du résultat net doit être transféré dans la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital. Cette réserve légale ne peut être distribuée aux actionnaires, sauf en cas de liquidation. Elle peut en revanche être utilisée pour compenser des pertes.

Si elles étaient intégralement distribuées, les réserves distribuables de la société mère seraient soumises à une taxation d'environ 630 millions de dollars au 31 décembre 2015 (755 millions de dollars au 31 décembre 2014 et 754 millions de dollars au 31 décembre 2013) au titre du complément d'impôt sur les sociétés à acquitter sur les réserves règlementées afin qu'elles deviennent distribuables.

De plus, la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (IS) de 3 % due sur les montants distribués par les sociétés et organismes français ou étrangers passibles de l'IS en France instaurée par la deuxième loi de finances rectificative pour 2012 devrait être acquittée, soit un montant de 450 millions de dollars au 31 décembre 2015 (553 millions de dollars au 31 décembre 2014 et 538 millions de dollars au 31 décembre 2013).

#### **Autres éléments du résultat global**

Les autres éléments du résultat global présentant les éléments pouvant et ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

## Exercice

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
Pertes et gains actuariels	557	(1 526)	682
Effet d'impôt	(278)	580	(287)
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(7 268)	(9 039)	3 129
<b>Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>(6 989)</b>	<b>(9 985)</b>	<b>3 524</b>
<b>Écarts de conversion de consolidation</b>	<b>2 456</b>	<b>4 245</b>	<b>(1 925)</b>
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	3 032	4 413	(1 972)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	576	168	(47)
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	<b>9</b>	<b>(29)</b>	<b>33</b>
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	10	(39)	33
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	1	(10)	-
<b>Couverture de flux futurs</b>	<b>(185)</b>	<b>97</b>	<b>156</b>
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(390)	(198)	242
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(205)	(295)	86
<b>Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt</b>	<b>120</b>	<b>(1 538)</b>	<b>(805)</b>
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	118	(1 538)	(805)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(2)	-	-
<b>Autres éléments</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>(12)</b>
<b>Effet d'impôt</b>	<b>53</b>	<b>(18)</b>	<b>(62)</b>
<b>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>2 454</b>	<b>2 760</b>	<b>(2 615)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(4 535)</b>	<b>(7 225)</b>	<b>909</b>

Les écarts de conversions générés par devise sont détaillés dans le tableau suivant :

### Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)

	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	(7 268)	(7 268)	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	2 456	3 318	(267)	(3)	(592)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	87	903	16	(718)	(114)
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	(4 725)	(3 047)	(251)	(721)	(706)

### Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	(9 039)	(9 039)	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	4 245	5 474	(372)	(22)	(835)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(1 521)	1 127	21	(2 586)	(83)
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	(6 315)	(2 438)	(351)	(2 608)	(918)

### Au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)

	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	3 129	3 129	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	(1 925)	(1 632)	153	(2)	(444)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(768)	(329)	(8)	(441)	10
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	436	1 168	145	(443)	(434)

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2015			2014			2013		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Pertes et gains actuariels	557	(278)	279	(1 526)	580	(946)	682	(287)	395
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(7 268)	-	(7 268)	(9 039)	-	(9 039)	3 129	-	3 129
<b>Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>(6 711)</b>	<b>(278)</b>	<b>(6 989)</b>	<b>(10 565)</b>	<b>580</b>	<b>(9 985)</b>	<b>3 811</b>	<b>(287)</b>	<b>3 524</b>
Écarts de conversion de consolidation	2 456	-	2 456	4 245	-	4 245	(1 925)	-	(1 925)
Actifs disponibles à la vente	9	(5)	4	(29)	15	(14)	33	(8)	25
Couverture de flux futurs	(185)	58	(127)	97	(33)	64	156	(54)	102
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	120	-	120	(1 538)	-	(1 538)	(805)	-	(805)
Autres éléments	1	-	1	3	-	3	(12)	-	(12)
<b>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>	<b>2 401</b>	<b>53</b>	<b>2 454</b>	<b>2 778</b>	<b>(18)</b>	<b>2 760</b>	<b>(2 553)</b>	<b>(62)</b>	<b>(2 615)</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(4 310)</b>	<b>(225)</b>	<b>(4 535)</b>	<b>(7 787)</b>	<b>562</b>	<b>(7 225)</b>	<b>1 258</b>	<b>(349)</b>	<b>909</b>

### Intérêts ne conférant pas le contrôle

Au 31 décembre 2015, aucune filiale ne comporte des intérêts ne conférant pas le contrôle significatifs à l'échelle des états financiers du Groupe.

## 18) Engagements envers le personnel

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par:

### Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Provisions pour engagements de retraite	2 926	3 751	3 095
Provisions pour autres engagements sociaux	627	757	788
Provisions pour restructurations (plans de préretraite)	221	250	352
<b>Total</b>	<b>3 774</b>	<b>4 758</b>	<b>4 235</b>
Provisions nettes pour engagements sociaux relatives à des actifs destinés à la vente	3	208	-

### Description des régimes et gestion des risques associés

Le Groupe opère, au profit de ses salariés et anciens salariés, des régimes pouvant être à cotisations ou à prestations définies.

Au titre des régimes à cotisations définies, le Groupe a comptabilisé une charge de 159 millions de dollars sur l'exercice 2015 (157 millions de dollars sur l'exercice 2014).

Les principaux régimes de retraite à prestations définies du Groupe sont situés en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Belgique et en Allemagne. Leurs principales caractéristiques, fonction de l'environnement réglementaire propre à chaque pays, sont les suivantes :

- les prestations sont généralement exprimées en fonction du salaire final et de l'ancienneté ;
- ils font généralement l'objet d'un préfinancement (fonds de pension ou compagnies d'assurance) ;
- ils sont généralement fermés aux nouveaux embauchés, qui bénéficient de régimes de retraite à cotisations définies ;
- Ils sont versés sous forme de capital ou de rente.

Les engagements de retraite comprennent également des avantages de préretraite. Les autres engagements couvrent la participation de l'employeur aux frais médicaux de retraités.

Afin de gérer les risques propres à ces différents dispositifs, le Groupe a mis en place un cadre de gouvernance dédié permettant d'assurer la supervision des différents régimes de retraite et de prévoyance. Cette procédure prévoit notamment :

- l'implication du Groupe dans les principaux organes de gouvernance ou de suivi des régimes ;
- les principes en matière de politique de financement des plans ;
- les règles relatives à la politique d'investissement, incluant pour la plupart des plans l'établissement d'un comité de suivi des investissements en charge de la définition et du suivi de la stratégie d'investissement et de la performance, les principes à respecter en matière d'allocation des placements ;
- la procédure d'approbation en cas de mise en place ou de modification de régimes ;
- les principes de gestion administrative, de communication et de reporting.

### Evolution des engagements et des actifs de couverture

La valeur actuarielle des droits accumulés au titre des régimes à prestations définies et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
<b>Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés</b>						
- Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	14 297	14 310	14 372	845	788	927
- Coût des services rendus de la période	271	281	290	17	16	21
- Coût financier	402	560	515	22	31	31
- Coût de services passés	(35)	(84)	12	-	(4)	(68)
- Liquidation d'engagements	(58)	1	(90)	-	-	(1)
- Cotisations employés	8	11	10	-	-	-
- Prestations payées	(653)	(694)	(717)	(32)	(38)	(45)
- (Gains) Pertes actuariels	(533)	1 281	(362)	(71)	127	(92)
- Écarts de conversion et autres	(1 226)	(1 369)	280	(154)	(75)	15
<b>Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période</b>	<b>12 473</b>	<b>14 297</b>	<b>14 310</b>	<b>627</b>	<b>845</b>	<b>788</b>
<i>dont régimes intégralement ou partiellement financés</i>	11 742	13 448	13 283	-	-	-
<i>dont régimes non financés</i>	731	849	1 027	627	845	788
<b>Variation de la valeur actuelle des placements</b>						
- Valeur actuelle des placements au début de la période	(10 498)	(11 293)	(10 750)	-	-	-
- Produits financiers des placements	(318)	(463)	(408)	-	-	-
- (Gains) Pertes actuariels	48	111	(249)	-	-	-
- Liquidation d'engagements	44	-	91	-	-	-
- Cotisations employés	(8)	(11)	(10)	-	-	-
- Cotisations employeurs	(311)	(384)	(298)	-	-	-
- Prestations payées	553	563	602	-	-	-
- Écarts de conversion et autres	863	979	(271)	-	-	-
<b>Valeur actuelle des placements à la fin de la période</b>	<b>(9 627)</b>	<b>(10 498)</b>	<b>(11 293)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>(Excédent) Insuffisance des placements sur les droits accumulés</b>	<b>2 846</b>	<b>3 799</b>	<b>3 017</b>	<b>627</b>	<b>845</b>	<b>788</b>
- Effet du plafond d'actif	27	34	29	-	-	-
<b>(Actif) Passif net comptabilisé</b>	<b>2 873</b>	<b>3 833</b>	<b>3 046</b>	<b>627</b>	<b>845</b>	<b>788</b>
- Provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux	2 926	3 751	3 095	627	757	788
- Autres actifs non courants	(56)	(38)	(49)	-	-	-
- Provisions nettes relatives à des actifs destinés à la vente	3	120	-	-	88	-

Au 31 décembre 2015, la contribution des principales zones géographiques dans la provision pour engagements de retraite figurant au bilan est la suivante : 60% sur la zone Euro, 16% sur le Royaume Uni et 17% sur les Etats Unis.

Les montants inscrits au compte de résultat consolidé et dans l'état consolidé du résultat global au titre des plans à prestations définies sont présentés ci-dessous :

Exercice (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Coût des services rendus de la période	271	281	290	17	16	21
Coût des services passés	(35)	(84)	12	-	(4)	(68)
Liquidations	(14)	1	1	-	-	(1)
Charge d'intérêt nette	84	97	107	22	31	31
<b>Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en résultat</b>	<b>306</b>	<b>295</b>	<b>410</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>(17)</b>
- (Gains) Pertes actuariels						
* Effet des changements d'hypothèses démographiques	(41)	178	5	(10)	18	(9)
* Effet des changements d'hypothèses financières	(384)	1 295	(299)	(27)	129	(68)
* Effet des ajustements issus de l'expérience	(108)	(192)	(68)	(34)	(20)	(15)
* Ecart actuariels sur placements	48	111	(249)	-	-	-
- Effet du plafond d'actif	(1)	7	21	-	-	-
<b>Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en autres éléments du résultat global</b>	<b>(486)</b>	<b>1 399</b>	<b>(590)</b>	<b>(71)</b>	<b>127</b>	<b>(92)</b>
<b>Coût total des prestations définies comptabilisé dans le résultat global</b>	<b>(180)</b>	<b>1 694</b>	<b>(180)</b>	<b>(32)</b>	<b>170</b>	<b>(109)</b>

### Flux de trésorerie prévisionnels

La durée moyenne des droits accumulés est de l'ordre de 15 ans pour les régimes de retraite et de 21 ans pour les autres engagements sociaux. Les cotisations qui seront versées en 2016 par le Groupe, au titre des régimes préfinancés, sont estimées à 156 millions de dollars.

Les prestations futures estimées, qu'elles soient versées par prélèvement sur la valeur des placements ou directement par l'employeur se décomposent comme suit :

### Estimation des paiements futurs

(en millions de dollars)	Engagements de retraite	Autres engagements sociaux
2016	642	28
2017	658	29
2018	768	29
2019	644	29
2020	657	28
2021-2025	3 311	136

### Nature des placements

#### Composition du portefeuille des placements

Au 31 décembre	Engagements de retraite		
	2015	2014	2013
Actions	28%	29%	30%
Obligations	42%	43%	64%
Monétaire	4%	3%	2%
Achat d'annuités	21%	21%	-
Immobilier	5%	4%	4%

Les placements investis sur les marchés actions et obligataires sont cotés sur des marchés actifs.

## Principales hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

### Hypothèses utilisées pour déterminer les engagements

Au 31 décembre	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Taux d'actualisation (moyenne pondérée tous pays)	<b>3,25%</b>	<b>3,06%</b>	<b>4,14%</b>	<b>3,00%</b>	<b>3,12%</b>	<b>4,14%</b>
<i>dont zone Euro</i>	2,18%	1,95%	3,40%	2,42%	2,22%	3,44%
<i>dont États-Unis</i>	4,25%	4,00%	4,74%	4,25%	4,00%	4,71%
<i>dont Royaume-Uni</i>	3,75%	3,75%	4,50%	-	-	-
Taux d'inflation (moyenne pondérée tous pays)	<b>2,43%</b>	<b>2,44%</b>	<b>2,67%</b>	-	-	-
<i>dont zone Euro</i>	1,75%	1,75%	2,00%	-	-	-
<i>dont États-Unis</i>	2,50%	2,50%	2,50%	-	-	-
<i>dont Royaume-Uni</i>	3,25%	3,25%	3,50%	-	-	-

Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence aux taux des obligations privées de haute qualité de notation AA et d'une durée équivalente à celle des engagements. Il dérive d'une analyse comparative pour chaque zone monétaire des différentes sources de marché à la date de clôture.

La sensibilité de l'engagement à l'inflation est non significative pour les régimes de retraite à prestations définies aux États-Unis.

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'actualisation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2015	(840)	930

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'inflation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2015	626	(567)

## 19) Provisions et autres passifs non courants

### Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Provisions pour litiges	1 120	1 040	862
Provisions pour protection de l'environnement	909	994	1 160
Provisions pour restitution des sites	13 314	13 121	12 808
Autres provisions non courantes	1 357	1 528	1 522
Autres passifs non courants	802	862	1 165
<b>Total</b>	<b>17 502</b>	<b>17 545</b>	<b>17 517</b>

En 2015, les provisions pour litiges s'élèvent à 1 120 millions de dollars dont 895 millions de dollars dans l'Amont, notamment en Angola et au Nigeria.

En 2015, les autres provisions non courantes comprennent notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élèvent, au 31 décembre 2015, à 223 millions de dollars ;
- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 216 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 166 millions de dollars.

En 2015, les autres passifs non courants comprennent notamment les dettes dont la maturité est supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations.

En 2014, les provisions pour litiges s'élevaient à 1 040 millions de dollars dont 861 millions de dollars dans l'Amont, notamment en Angola et au Nigeria.

En 2014, les autres provisions non courantes comprenaient notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élevaient, au 31 décembre 2014, à 241 millions de dollars ;
- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 228 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 155 millions de dollars.

En 2014, les autres passifs non courants comprenaient notamment les dettes, dont la maturité est supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations. Cette rubrique incluait notamment une dette de 32 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation dans les gisements de gaz de schistes de l'Utica.

En 2013, les provisions pour litiges s'élevaient à 862 millions de dollars dont 698 millions de dollars dans l'Amont, notamment en Angola et au Nigeria.

En 2013, les autres provisions non courantes comprenaient notamment :

- les provisions pour cessations d'activité dans les secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services qui s'élevaient, au 31 décembre 2013, à 275 millions de dollars ;
- les provisions pour risques financiers sur des sociétés non consolidées et des sociétés mises en équivalence pour 238 millions de dollars ;
- la provision au titre des garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower pour 149 millions de dollars.

En 2013, les autres passifs non courants comprenaient notamment les dettes, dont la maturité était supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations. Cette rubrique incluait notamment une dette de 127 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation dans les gisements de gaz de schistes de l'Utica.

D'autres risques et engagements donnant lieu à des passifs éventuels sont traités dans la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

### Variations des provisions et autres passifs non courants

Les variations des provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Effets de change	Autres	Au 31 décembre
2015	17 545	1 280	(1 236)	(958)	871	17 502
2014	17 517	1 463	(1 029)	(1 228)	822	17 545
2013	15 285	1 738	(1 347)	(64)	1 905	17 517

### Dotations

En 2015, les dotations de l'exercice (1 280 millions de dollars) correspondaient notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 513 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;
- des provisions pour protection de l'environnement pour 105 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 134 millions de dollars.

En 2014, les dotations de l'exercice (1 463 millions de dollars) correspondaient notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 543 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;
- des provisions pour protection de l'environnement pour 69 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 38 millions de dollars.

En 2013, les dotations de l'exercice (1 738 millions de dollars) correspondaient notamment à :

- des provisions pour restitution de sites pour 584 millions de dollars (effet de l'actualisation) ;
- des provisions pour protection de l'environnement pour 475 millions de dollars dans les secteurs Marketing & Services et Raffinage-Chimie dont 361 millions de dollars liés au site de Carling en France ;
- des provisions pour plans sociaux et restructurations pour 155 millions de dollars.

## Reprises

En 2015, les reprises de l'exercice (1 236 millions de dollars) sont principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- les provisions pour restitutions des sites pour 566 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 95 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 60 millions de dollars.

En 2014, les reprises de l'exercice (1 029 millions de dollars) étaient principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- les provisions pour restitutions des sites pour 440 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 98 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 80 millions de dollars.

En 2013, les reprises de l'exercice (1 347 millions de dollars) étaient principalement liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues suivantes :

- une provision de 398 millions de dollars comptabilisée dans le cadre d'une transaction en cours avec la *United States Securities and Exchange Commission (SEC)* et le Département de Justice américain (DoJ) aux Etats Unis (voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- les provisions pour restitutions des sites pour 381 millions de dollars ;
- les provisions pour protection de l'environnement reprises pour 99 millions de dollars ;
- les plans sociaux et restructurations pour 100 millions de dollars.

## Provisions pour restitution des sites

Le taux d'actualisation retenu en 2015 dans le cadre de l'évaluation des provisions pour restitutions des sites est de 4,5%, comme en 2014 et en 2013 (les dépenses étant estimées en monnaie courante avec un taux d'inflation de 2%). Une diminution de 0,5% de ce taux conduirait à une augmentation des provisions pour restitution des sites de 860 millions de dollars, avec une contrepartie en immobilisations corporelles ainsi qu'un impact négatif d'environ 50 millions de dollars sur le résultat net des années suivantes. A l'inverse, une augmentation de 0,5% de ce taux conduirait à une diminution des provisions pour restitution des sites de 860 millions de dollars ainsi qu'un impact positif d'environ 50 millions de dollars sur le résultat net des années suivantes.

Les variations des provisions pour restitution des sites s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Effet de l'actualisation	Révisions des estimations	Nouvelles	Reprises de provision	Effets de change	Autres	Au 31 décembre
				de restitution des sites				
2015	13 121	513	685	271	(566)	(676)	(34)	13 314
2014	12 808	543	1 007	359	(440)	(902)	(254)	13 121
2013	10 059	584	2 196	552	(381)	(156)	(46)	12 808

En 2015 et en 2014, la colonne « Révision des estimations » inclut des compléments de provisions pour couvrir des coûts d'abandon.

En 2013, la colonne « Révision des estimations » incluait des compléments de provisions pour couvrir des coûts d'abandon ainsi que l'effet de la révision du taux d'actualisation.

## 20) Dettes financières et instruments financiers associés

### A) *Dettes financières non courantes et instruments financiers associés*

Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)

<b>(Actif) / Passif</b>	<b>Garanties</b>	<b>Non garanties</b>	<b>Total</b>
Dettes financières non courantes	655	43 809	44 464
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	2 891	2 891
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (actif) <sup>(a)</sup>	-	(1 219)	(1 219)
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>655</b>	<b>42 590</b>	<b>43 245</b>
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	34 435	34 435
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	6 494	6 494
Autres emprunts à taux variable	34	1 110	1 144
Autres emprunts à taux fixe	326	551	877
Dettes financières des contrats de location financement	295	-	295
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>655</b>	<b>42 590</b>	<b>43 245</b>

<sup>(a)</sup> Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2014

(en millions de dollars)

<b>(Actif) / Passif</b>	<b>Garanties</b>	<b>Non garanties</b>	<b>Total</b>
Dettes financières non courantes	798	44 683	45 481
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	944	944
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (actif) <sup>(a)</sup>	-	(1 319)	(1 319)
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>798</b>	<b>43 364</b>	<b>44 162</b>
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	36 558	36 558
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	6 155	6 155
Autres emprunts à taux variable	265	395	660
Autres emprunts à taux fixe	215	256	471
Dettes financières des contrats de location financement	318	-	318
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>798</b>	<b>43 364</b>	<b>44 162</b>

<sup>(a)</sup> Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

**Au 31 décembre 2013**

(en millions de dollars)

<b>(Actif) / Passif</b>	<b>Garanties</b>	<b>Non garanties</b>	<b>Total</b>
Dettes financières non courantes	717	33 857	34 574
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	325	325
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (actif) <sup>(a)</sup>	-	(1 418)	(1 418)
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>717</b>	<b>32 439</b>	<b>33 156</b>
Emprunts obligataires après couverture de juste valeur	-	25 965	25 965
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	6 079	6 079
Autres emprunts à taux variable	173	247	420
Autres emprunts à taux fixe	158	148	306
Dettes financières des contrats de location financement	386	-	386
<b>Dettes financières non courantes après couverture</b>	<b>717</b>	<b>32 439</b>	<b>33 156</b>

<sup>(a)</sup> Ces instruments de couverture sont présentés dans les notes 1M(iii) "Instruments financiers de gestion du financement à long terme", 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

La juste valeur des emprunts obligataires, au 31 décembre 2015, après prise en compte des *swaps* de change et de taux adossés, se décompose comme suit :

Emprunts obligataires après couverture de juste valeur (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2015	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2014	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2013	Échéances en cours	Taux initiaux en cours avant couverture
Emprunt Obligataire	USD	13 754	16 385	12 733	2016 à 2024	0,750% à 3,750%
Emprunt Obligataire	USD	2 385	2 385	2 553	2016 à 2020	USLIBOR 3 mois + 0,03% à USLIBOR 3 mois + 0,75%
Emprunt Obligataire	CHF	1 910	2 161	2 234	2016 à 2027	0,510% à 3,135%
Emprunt Obligataire	NZD	251	251	138	2019 à 2020	4,750% à 5,000%
Emprunt Obligataire	AUD	1 360	1 689	1 309	2016 à 2025	3,750% à 6,500%
Emprunt Obligataire	EUR	11 365	12 127	7 956	2017 à 2044	1,125% à 4,875%
Emprunt Obligataire	EUR	1 638	1 638	390	2020	EURIBOR 3 mois + 0,30% à EURIBOR 3 mois + 0,31%
Emprunt Obligataire	CAD	289	288	339	2017 à 2020	2,000% à 2,375%
Emprunt Obligataire	GBP	2 225	1 662	1 241	2017 à 2022	2,250% à 4,250%
Emprunt Obligataire	GBP	469	468	-	2019	GBLIB3M + 0,30%
Emprunt Obligataire	JPY	-	-	110		
Emprunt Obligataire	NOK	566	566	565	2016 à 2018	2,250% à 4,000%
Emprunt Obligataire	HKD	394	213	150	2019 à 2026	2,920% à 4,180%
Emprunt Obligataire	SEK	95	95	94	2016	3,625%
Part à moins d'un an		(4 164)	(4 068)	(4 545)		
<b>Entités principales de financement</b> <sup>(a) + (b) + (c)</sup>		<b>32 537</b>	<b>35 860</b>	<b>25 267</b>		
TOTAL S.A. <sup>(d)</sup>		1 200	-	-	2022	0,500%
Autres filiales consolidées		698	698	698		
<b>Total emprunts obligataires après couverture de juste valeur</b>		<b>34 435</b>	<b>36 558</b>	<b>25 965</b>		

Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2015	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2014	Juste valeur après couverture au 31 décembre 2013	Échéances en cours	Taux initiaux en cours avant couverture
Emprunt Obligataire	EUR	2 077	1 986	2 007	2019 à 2024	4,875% à 5,125%
Emprunt Obligataire	USD	3 750	3 750	3 749	2020 à 2023	2,750% à 4,450%
Emprunt Obligataire	CNY	164	172	177	2018	3,750%
Part à moins d'un an		-	-	-		
<b>Entités principales de financement</b> <sup>(a) + (b) + (c)</sup>		<b>5 991</b>	<b>5 908</b>	<b>5 933</b>		
Autres filiales consolidées		503	247	146		
<b>Total emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs</b>		<b>6 494</b>	<b>6 155</b>	<b>6 079</b>		

Toutes les dettes financières émises par les filiales suivantes sont garanties de manière totale et inconditionnelle par TOTAL S.A. (capital, prime et intérêts) :

(a) TOTAL CAPITAL est une filiale détenue à 100% par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe.

(b) TOTAL CAPITAL CANADA Ltd. est une filiale détenue à 100% par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement des activités du Groupe au Canada.

(c) TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL est une filiale détenue à 100% par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe.

(d) Financement obligataire de 1,2 milliard de dollars à travers une structure combinant l'émission d'obligations convertibles, remboursables en numéraire et l'achat d'options d'achat remboursables en numéraire en vue de couvrir l'exposition de TOTAL en cas d'exercice des droits de conversion attachés aux obligations.

## Répartition par échéance des dettes financières non courantes

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	<b>Dettes financières non courantes</b>	<i>dont instruments de couverture de la dette (passif)</i>	<i>Swaps de couverture de la dette (actif)</i>	<b>Dettes financières non courantes après swaps</b>	<b>%</b>
2017	4 729	213	(127)	4 602	11%
2018	4 803	218	(383)	4 420	10%
2019	5 716	124	(174)	5 542	13%
2020	4 965	434	-	4 965	11%
2021 et suivantes	24 251	1 902	(535)	23 716	55%
<b>Total</b>	<b>44 464</b>	<b>2 891</b>	<b>(1 219)</b>	<b>43 245</b>	<b>100%</b>

<b>Au 31 décembre 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Dettes financières non courantes</b>	<i>dont instruments de couverture de la dette (passif)</i>	<i>Swaps de couverture de la dette (actif)</i>	<b>Dettes financières non courantes après swaps</b>	<b>%</b>
2016	4 987	73	(194)	4 793	11%
2017	4 689	132	(142)	4 547	10%
2018	4 784	108	(333)	4 451	10%
2019	4 973	62	(208)	4 765	11%
2020 et suivantes	26 048	569	(442)	25 606	58%
<b>Total</b>	<b>45 481</b>	<b>944</b>	<b>(1 319)</b>	<b>44 162</b>	<b>100%</b>

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Dettes financières non courantes</b>	<i>dont instruments de couverture de la dette (passif)</i>	<i>Swaps de couverture de la dette (actif)</i>	<b>Dettes financières non courantes après swaps</b>	<b>%</b>
2015	4 999	4	(352)	4 647	14%
2016	4 745	26	(217)	4 528	14%
2017	4 267	77	(108)	4 159	12%
2018	4 670	51	(309)	4 361	13%
2019 et suivantes	15 893	167	(432)	15 461	47%
<b>Total</b>	<b>34 574</b>	<b>325</b>	<b>(1 418)</b>	<b>33 156</b>	<b>100%</b>

## Répartition par devise et par type de taux

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des *swaps* de change et de taux adossés à la dette financière.

<b>Au 31 décembre</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>%</b>	<b>2014</b>	<b>%</b>	<b>2013</b>	<b>%</b>
Dollar	<b>40 337</b>	93%	<b>41 369</b>	94%	<b>27 908</b>	84%
Euro	<b>1 681</b>	4%	<b>2 428</b>	5%	<b>4 885</b>	15%
Couronne Norvégienne	<b>907</b>	2%	-	0%	-	0%
Autres devises	<b>320</b>	1%	<b>365</b>	1%	<b>363</b>	1%
<b>Total</b>	<b>43 245</b>	<b>100%</b>	<b>44 162</b>	<b>100%</b>	<b>33 156</b>	<b>100%</b>

<b>Au 31 décembre</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>%</b>	<b>2014</b>	<b>%</b>	<b>2013</b>	<b>%</b>
Taux fixe	<b>7 666</b>	18%	<b>6 944</b>	16%	<b>6 771</b>	20%
Taux variable	<b>35 579</b>	82%	<b>37 218</b>	84%	<b>26 385</b>	80%
<b>Total</b>	<b>43 245</b>	<b>100%</b>	<b>44 162</b>	<b>100%</b>	<b>33 156</b>	<b>100%</b>

## B) Actifs et passifs financiers courants

Les dettes financières courantes consistent principalement en des tirages sur des programmes de *commercial paper* et de billets de trésorerie ou en des emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

### Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2015	2014	2013
Dettes financières courantes <sup>(a)</sup>	7 836	6 164	5 780
Part à moins d'un an des dettes financières	4 652	4 778	5 413
<b>Dettes financières courantes (note 28)</b>	<b>12 488</b>	<b>10 942</b>	<b>11 193</b>
Part à court terme des instruments financiers passifs de couverture de la dette	127	133	314
Autres instruments financiers passifs courants	44	47	67
<b>Autres passifs financiers courants (note 28)</b>	<b>171</b>	<b>180</b>	<b>381</b>
Dépôts courants supérieurs à 3 mois	(5 858)	(469)	(161)
Part à court terme des instruments financiers actifs de couverture de la dette	(220)	(460)	(469)
Autres instruments financiers actifs courants	(112)	(364)	(109)
<b>Actifs financiers courants (note 28)</b>	<b>(6 190)</b>	<b>(1 293)</b>	<b>(739)</b>
<b>Dettes financières courantes et actifs et passifs financiers associés nets</b>	<b>6 469</b>	<b>9 829</b>	<b>10 835</b>

(a) Au 31 décembre 2015, au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, les dettes financières courantes incluent un programme de *commercial paper* chez Total Capital Canada Ltd. Total Capital Canada Ltd. est une filiale détenue à 100% par TOTAL S.A.. Elle est utilisée comme véhicule de financement des activités du Groupe au Canada. Le remboursement de sa dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL S.A.

## C) Ratio d'endettement

Pour ses besoins de gestion interne et de communication externe, le Groupe évalue un ratio d'endettement rapportant sa dette financière nette à ses capitaux propres. Les capitaux propres retraités 2015 sont calculés après distribution d'un dividende de 2,44 euros par action, sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2016.

Le ratio dette nette sur capitaux propres est calculé de la manière suivante :

### Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2015	2014	2013
Dettes financières courantes	12 488	10 942	11 193
Autres passifs financiers courants	171	180	381
Actifs financiers courants	(6 190)	(1 293)	(739)
Actifs et passifs financiers destinés à être cédés ou échangés	141	(56)	(179)
Dettes financières non courantes	44 464	45 481	34 574
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(1 219)	(1 319)	(1 418)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(23 269)	(25 181)	(20 200)
<b>Dette financière nette</b>	<b>26 586</b>	<b>28 754</b>	<b>23 612</b>
Capitaux propres - part du Groupe	92 494	90 330	100 241
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 545)	(1 686)	(1 908)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	2 915	3 201	3 138
<b>Capitaux propres retraités</b>	<b>93 864</b>	<b>91 845</b>	<b>101 471</b>
<b>Ratio dette nette sur capitaux propres</b>	<b>28,3%</b>	<b>31,3%</b>	<b>23,3%</b>

## 21) Autres créiteurs et dettes diverses

### Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Produits constatés d'avance	342	469	299
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	5 363	6 894	8 885
Dettes sociales	1 265	1 343	1 573
Autres dettes d'exploitation	9 914	7 935	8 191
<b>Total</b>	<b>16 884</b>	<b>16 641</b>	<b>18 948</b>

Au 31 décembre 2015, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprend notamment le montant du deuxième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2015, soit 1 560 millions de dollars, qui sera mis en paiement en janvier 2016 et le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2015, soit 1 584 millions de dollars, qui sera mis en paiement en mars 2016.

Au 31 décembre 2014, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprenait notamment le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2014, soit 1 718 millions de dollars, qui a été mis en paiement en mars 2015.

Au 31 décembre 2013, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprend notamment le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2013, soit 1 877 millions de dollars, qui a été mis en paiement en mars 2014.

## 22) Contrats de location

Les contrats de location financement portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres équipements (voir la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les redevances minimales des contrats de location irrévocables restant à payer sont présentées selon leurs dates d'échéance dans les tableaux suivants :

### Exercice 2015

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2016	1 430	57
2017	1 049	23
2018	784	23
2019	550	23
2020	442	23
2021 et suivantes	1 718	242
<b>Total des engagements</b>	<b>5 973</b>	<b>391</b>
Moins intérêts financiers		(55)
<b>Valeur nominale des contrats</b>		<b>336</b>
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(41)
<b>Dettes financières non courantes des contrats de location financement</b>		<b>295</b>

### Exercice 2014

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2015	1 218	61
2016	978	58
2017	768	19
2018	590	19
2019	391	19
2020 et suivantes	1 675	260
<b>Total des engagements</b>	<b>5 620</b>	<b>436</b>
Moins intérêts financiers		(78)
<b>Valeur nominale des contrats</b>		<b>358</b>
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(40)
<b>Dettes financières non courantes des contrats de location financement</b>		<b>318</b>

### Exercice 2013

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2014	1 113	72
2015	906	70
2016	827	66
2017	633	23
2018	498	23
2019 et suivantes	1 619	285
<b>Total des engagements</b>	<b>5 596</b>	<b>539</b>
Moins intérêts financiers		(113)
<b>Valeur nominale des contrats</b>		<b>426</b>
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(40)
<b>Dettes financières non courantes des contrats de location financement</b>		<b>386</b>

Les redevances constatées au titre des contrats de location simple ont été de 1 282 millions de dollars pour l'exercice 2015 (contre 1 091 millions de dollars pour l'exercice 2014 et 1 126 millions de dollars pour l'exercice 2013).

## 23) Engagements hors bilan et obligations contractuelles

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	42 950	-	19 448	23 502
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	4 518	4 518	-	-
Contrats de location financement (note 22)	336	41	81	214
Obligations de restitution des sites (note 19)	13 314	707	2 117	10 490
<b>Obligations contractuelles au bilan</b>	<b>61 118</b>	<b>5 266</b>	<b>21 646</b>	<b>34 206</b>
Contrats de location simple (note 22)	5 973	1 430	2 825	1 718
Engagements d'achats	123 968	14 728	24 612	84 628
<b>Obligations contractuelles hors bilan</b>	<b>129 941</b>	<b>16 158</b>	<b>27 437</b>	<b>86 346</b>
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>191 059</b>	<b>21 424</b>	<b>49 083</b>	<b>120 552</b>
Cautions en douane données	2 982	2 604	57	321
Garanties données sur emprunts	12 872	3 553	547	8 772
Garanties de passif sur cession	371	109	103	159
Garanties de passif courant	501	102	229	170
Garanties clients fournisseurs	4 405	1 364	194	2 847
Lettres de crédit	1 081	785	45	251
Autres engagements opérationnels	3 655	1 586	248	1 821
<b>Total des autres engagements donnés</b>	<b>25 867</b>	<b>10 103</b>	<b>1 423</b>	<b>14 341</b>
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	359	23	7	329
Engagements de ventes	72 278	7 889	24 589	39 800
Autres engagements reçus	7 158	2 602	1 601	2 955
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>79 795</b>	<b>10 514</b>	<b>26 197</b>	<b>43 084</b>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>46 178</i>	<i>544</i>	<i>2 925</i>	<i>42 709</i>

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	43 844	-	18 458	25 386
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	4 411	4 411	-	-
Contrats de location financement (note 22)	358	40	98	220
Obligations de restitution des sites (note 19)	13 121	651	2 430	10 040
<b>Obligations contractuelles au bilan</b>	<b>61 734</b>	<b>5 102</b>	<b>20 986</b>	<b>35 646</b>
Contrats de location simple (note 22)	5 620	1 218	2 727	1 675
Engagements d'achats	160 837	19 987	33 908	106 942
<b>Obligations contractuelles hors bilan</b>	<b>166 457</b>	<b>21 205</b>	<b>36 635</b>	<b>108 617</b>
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>228 191</b>	<b>26 307</b>	<b>57 621</b>	<b>144 263</b>
Cautions en douane données	2 382	1 855	91	436
Garanties données sur emprunts	10 192	140	3 784	6 268
Garanties de passif sur cession	396	121	110	165
Garanties de passif courant	635	144	165	326
Garanties clients fournisseurs	5 599	2 564	168	2 867
Lettres de crédit	1 552	1 138	3	411
Autres engagements opérationnels	4 762	1 455	2 700	607
<b>Total des autres engagements donnés</b>	<b>25 518</b>	<b>7 417</b>	<b>7 021</b>	<b>11 080</b>
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	418	17	4	397
Engagements de ventes	110 949	9 287	33 629	68 033
Autres engagements reçus	7 081	3 321	1 388	2 372
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>118 448</b>	<b>12 625</b>	<b>35 021</b>	<b>70 802</b>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>57 439</i>	<i>298</i>	<i>1 915</i>	<i>55 226</i>

## Échéances et périodes des paiements

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 20)	32 770	-	17 545	15 225
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 20)	5 218	5 218	-	-
Contrats de location financement (note 22)	426	40	150	236
Obligations de restitution des sites (note 19)	12 808	735	2 368	9 705
<b>Obligations contractuelles au bilan</b>	<b>51 222</b>	<b>5 993</b>	<b>20 063</b>	<b>25 166</b>
Contrats de location simple (note 22)	5 596	1 113	2 864	1 619
Engagements d'achats	118 982	20 060	34 013	64 909
<b>Obligations contractuelles hors bilan</b>	<b>124 578</b>	<b>21 173</b>	<b>36 877</b>	<b>66 528</b>
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>175 800</b>	<b>27 166</b>	<b>56 940</b>	<b>91 694</b>
Cautions en douane données	2 444	2 048	102	294
Garanties données sur emprunts	8 276	110	3 706	4 460
Garanties de passif sur cession	320	7	135	178
Garanties de passif courant	724	123	233	368
Garanties clients fournisseurs	4 865	2 120	190	2 555
Lettres de crédit	2 360	1 863	225	272
Autres engagements opérationnels	4 197	1 364	960	1 873
<b>Total des autres engagements donnés</b>	<b>23 186</b>	<b>7 635</b>	<b>5 551</b>	<b>10 000</b>
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	389	21	1	367
Engagements de ventes	135 463	10 515	38 702	86 246
Autres engagements reçus	8 193	4 428	1 750	2 015
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>144 045</b>	<b>14 964</b>	<b>40 453</b>	<b>88 628</b>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>11 151</i>	<i>98</i>	<i>553</i>	<i>10 500</i>

## A. Obligations contractuelles

### Dettes

Les dettes non courantes sont incluses dans les rubriques « Dettes financières non courantes » et « Instruments de couverture des dettes financières non courantes » du bilan consolidé. Ce montant inclut la part non courante des *swaps* de couverture de la dette obligataire à taux fixe et ne comprend pas la part non courante des contrats de location financement pour 295 millions de dollars.

La part à moins d'un an des dettes non courantes est incluse dans les rubriques « Dettes financières courantes », « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants » du bilan consolidé. Elle inclut la part à moins d'un an des *swaps* de couverture de la dette obligataire à taux fixe et ne comprend pas la part à moins d'un an des contrats de location financement pour 41 millions de dollars.

Les informations relatives aux obligations contractuelles liées aux dettes figurent dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

### Contrats de location

Les informations relatives aux obligations de location financement et location simple figurent dans la note 22 de l'annexe aux comptes consolidés.

### Obligations de restitution des sites

Ces montants représentent la valeur actualisée des obligations de restitution des sites du secteur Amont, principalement des coûts liés au démantèlement des actifs à la fin de leur utilisation. Les informations relatives aux obligations de restitution des sites figurent dans les notes 1Q et 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

### Engagements d'achats

Les obligations d'achats sont des obligations d'acheter des biens ou des services, y compris des achats d'immobilisations, régies contractuellement. Ces obligations sont de nature exécutoire et juridique pour l'entreprise. Toutes les composantes importantes, notamment le montant et l'échéancier des paiements, sont spécifiées par contrat.

Ces obligations concernent essentiellement les contrats inconditionnels d'achats d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes achetés sont destinés à être revendus rapidement après l'achat), les réservations de capacités de transport dans les oléoducs et gazoducs, les engagements inconditionnels de travaux d'exploration et de développement dans le secteur Amont, et les contrats de projets d'investissement de capital dans le secteur Raffinage-Chimie.

## **B. Autres engagements donnés**

### **Cautions en douane données**

Elles représentent les garanties émises par le Groupe au profit des administrations douanières pour garantir le paiement des taxes et accises liées aux importations de produits pétroliers et de gaz, principalement en France.

### **Garanties données sur emprunts**

Le Groupe garantit la dette bancaire et les locations financement de certaines filiales non consolidées et de sociétés mises en équivalence. Les dates d'échéance sont diverses et les engagements prennent fin lors du remboursement des lignes ou de l'annulation des obligations. Ces garanties peuvent être appelées en cas du défaut de la filiale dans ses obligations contractuelles et ne sont pas couvertes par des sûretés sur des actifs du Groupe. Au 31 décembre 2015, le montant total de ces garanties a pour échéance maximale 2028.

Les garanties données sur emprunts incluent notamment la garantie donnée en 2008 par TOTAL S.A. dans le cadre du financement du projet Yemen LNG pour un montant de 551 millions de dollars.

En 2010, TOTAL S.A. a octroyé des garanties dans le cadre du financement du projet Jubail (opéré par la société SAUDI ARAMCO TOTAL Refining and Petrochemical Company (SATORP)) à hauteur de 3 188 millions de dollars, montant proportionnel à la quote-part de TOTAL dans le projet (37,5%). En outre, en 2015, TOTAL S.A. a confirmé et étendu des garanties au titre des avances actionnaires de Total Refining Saudi Arabia SAS pour un montant total de 1 013 millions de dollars.

Au 31 décembre 2015, les garanties octroyées par TOTAL S.A. dans le cadre du financement du projet Ichthys LNG s'élèvent à 6 580 millions de dollars.

### **Garanties de passif sur cession**

Dans le cadre de ses opérations courantes, le Groupe prend part à des contrats prévoyant des clauses d'indemnités standard pour l'industrie pétrolière ou des clauses d'indemnités spécifiques à des transactions comme les garanties de passif lors des cessions d'actifs. Ces indemnités peuvent être liées à des aspects d'environnement, de fiscalité, d'actionnariat, de propriété intellectuelle, de réglementation gouvernementale, de droit du travail ou à des contrats commerciaux. Le fait générateur de telles indemnités serait soit une rupture des termes du contrat soit une plainte externe. Le Groupe évalue de manière régulière les coûts pouvant être induits par de telles indemnités.

### **Autres garanties données**

#### *Participations non consolidées*

Le Groupe garantit également les passifs courants de certaines participations non consolidées. Le Groupe serait ainsi appelé en cas de cessation de paiement d'une de ces participations.

#### *Contrats opérationnels*

Dans le cadre des opérations courantes du Groupe et en accord avec les pratiques habituelles de l'industrie, le Groupe prend part à de nombreux accords avec des tiers. Ces engagements sont souvent pris à des fins commerciales, à des fins réglementaires ou pour d'autres contrats opérationnels.

## **C. Engagements reçus**

### **Engagements de ventes**

Ces montants représentent les engagements irrévocables de ventes, incluant notamment les contrats de ventes d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes sont revendus rapidement après leur achat).

## 24) Parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés mises en équivalence et les filiales non consolidées) ainsi que les créances et les dettes vis-à-vis de ces dernières sont les suivantes :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2015	2014	2013
<b>Bilan</b>			
<i>Créances</i>			
Clients et comptes rattachés	533	697	845
Prêts (sauf prêts aux sociétés mises en équivalence)	71	155	470
<i>Dettes</i>			
Fournisseurs et dettes diverses	835	1 199	1 208
Emprunts	10	14	18

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
<b>Compte de résultat</b>			
Ventes	3 062	4 308	5 133
Achats	6 999	9 890	7 271
Charges financières	-	-	-
Produits financiers	6	16	139

## Rémunération des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature comptabilisées par les sociétés françaises et étrangères membres du Groupe, pour l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre et pour les membres salariés du Conseil d'administration est détaillé dans le tableau ci-dessous.

La suppression du Comité Directeur en 2015 a conduit à modifier la liste des principaux dirigeants du groupe composée précédemment des membres du Comité Directeur et du Trésorier. Les principaux dirigeants du groupe incluent à compter de 2015 les membres du Comité Exécutif et les cinq directeurs des fonctions centrales Groupe membres du Comité Performance Groupe (Communication, Ressources Humaines, Juridique, Sécurité, Stratégie) et le Trésorier du Groupe.

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Nombre de personnes	14	31	31
Rémunérations directes et indirectes	12,8	28,3	29,4
Charges de retraite <sup>(a)</sup>	3,9	6,8	13,3
Charges relatives aux autres avantages à long terme	-	-	-
Charges relatives aux indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-
Charges relatives aux paiements en actions (IFRS 2) <sup>(b)</sup>	3,5	9,0	15,7

(a) Les avantages dont bénéficient les principaux dirigeants du Groupe et certains membres du Conseil d'administration, salariés et anciens salariés du Groupe, concernent des indemnités versées au moment du départ en retraite et des régimes de retraite supplémentaire et de prévoyance, qui représentent un engagement de 96,7 millions de dollars au 31 décembre 2015 (contre 233,7 millions de dollars au 31 décembre 2014 et 260,2 millions de dollars au 31 décembre 2013).

(b) Il s'agit de la charge calculée pour les principaux dirigeants et membres salariés du Conseil d'administration au titre des paiements en actions tels que décrits dans la note 25 D) et établis suivant les principes comptables de la norme IFRS 2 « Paiements en actions » décrits dans la note 1 E).

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence, s'élèvent à 1,34 million de dollars en 2015 (1,78 million de dollars en 2014 et 1,66 million de dollars en 2013).

## 25) Paiements en actions

### A) Options de souscription d'actions TOTAL

	Plan 2005	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2011	Total	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Date d'Assemblée générale	14/05/2004	14/05/2004	11/05/2007	11/05/2007	11/05/2007	21/05/2010	21/05/2010		
Date d'attribution <sup>(a)</sup>	19/07/2005	18/07/2006	17/07/2007	09/10/2008	15/09/2009	14/09/2010	14/09/2011		
Prix d'exercice jusqu'au 23 mai 2006 inclus (en euros) <sup>(b)</sup>	49,73	-	-	-	-	-	-		
Prix d'exercice à compter du 24 mai 2006 (en euros) <sup>(b)</sup>	49,04	50,60	60,10	42,90	39,90	38,20	33,00		
Date d'échéance	19/07/2013	18/07/2014	17/07/2015	09/10/2016	15/09/2017	14/09/2018	14/09/2019		
<b>Nombre d'options <sup>(c)</sup></b>									
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	6 160 020	5 621 526	5 848 985	4 330 468	4 334 900	4 661 443	1 505 040	32 462 382	46,96
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées <sup>(c)</sup>	(6 159 390)	(900)	(1 020)	(360)	(1 080)	(720)	-	(6 163 470)	49,04
Exercées	(630)	-	-	(110 910)	(344 442)	(122 871)	(363 946)	(942 799)	37,37
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	-	5 620 626	5 847 965	4 219 198	3 989 378	4 537 852	1 141 094	25 356 113	46,82
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées <sup>(c)</sup>	-	(1 797 912)	-	-	-	-	-	(1 797 912)	50,60
Exercées	-	(3 822 714)	-	(1 003 314)	(978 109)	(836 634)	(282 019)	(6 922 790)	45,76
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	-	-	5 847 965	3 215 884	3 011 269	3 701 218	859 075	16 635 411	46,85
Notifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées <sup>(c)</sup>	-	-	(5 847 965)	-	-	-	-	(5 847 965)	60,10
Exercées	-	-	-	(654 382)	(300 486)	(377 972)	(136 766)	(1 469 606)	40,16
Existantes au 31 décembre 2015	-	-	-	2 561 502	2 710 783	3 323 246	722 309	9 317 840	39,58

(a) La date d'attribution correspond à la date du Conseil d'administration ayant décidé l'attribution d'options de souscription d'actions, sauf pour l'attribution du 9 octobre 2008 qui a été décidée par le Conseil d'administration du 9 septembre 2008.

(b) Afin de tenir compte de la division par quatre du nominal de l'action TOTAL intervenue le 18 mai 2006, les prix d'exercice des options de souscription d'actions TOTAL des plans alors en vigueur ont été multipliés par 0,25 et les nombres d'options attribuées, existantes, annulées ou exercées avant le 23 mai 2006 inclus ont été multipliés par quatre. En outre, afin de tenir compte de l'apport-scission d'Arkema, les prix d'exercice des options de souscription d'actions TOTAL de ces plans ont été multipliés par un coefficient d'ajustement égal à 0,986147 avec prise d'effet le 24 mai 2006.

(c) Parmi les options annulées en 2013, 2014 et 2015, 6 158 662 options non exercées sont devenues caduques le 19 juillet 2013 du fait de l'échéance du plan 2005, 1 797 912 options non exercées sont devenues caduques le 18 juillet 2014 du fait de l'échéance du plan 2006 et 5 847 965 options non exercées sont devenues caduques le 17 juillet 2015 du fait de l'échéance du plan 2007.

Les options sont exerçables, sous réserve qu'une condition de présence soit remplie, avec un différé de deux ans assorti d'un délai d'incessibilité de quatre ans à compter de la date d'attribution et doivent être exercées dans un délai de huit ans à compter de cette date. Pour les plans 2007 à 2011, le délai d'incessibilité de quatre ans n'est pas applicable aux bénéficiaires sous contrat d'une société filiale non française à la date d'attribution, lesquels peuvent céder les actions issues d'exercice d'options à compter d'un délai de deux ans après la date d'attribution.

Depuis le plan 2011, aucun nouveau plan d'attribution d'options de souscription d'actions TOTAL n'a été décidé.

## B) Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL

	Plan 2011	Plan 2012	Plan 2013	Plan 2014	Plan 2015	Total
Date d'Assemblée générale	13/05/2011	13/05/2011	13/05/2011	16/05/2014	16/05/2014	
Date d'attribution	14/09/2011	26/07/2012	25/07/2013	29/07/2014	28/07/2015	
Date d'attribution définitive (fin de la période d'acquisition)	15/09/2013	27/07/2014	26/07/2016	30/07/2017	29/07/2018	
Cession possible à compter du	15/09/2015	27/07/2016	26/07/2018	30/07/2019	29/07/2020	
<b>Nombre d'actions attribuées gratuitement</b>						
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	3 605 806	4 295 930	-	-	-	7 901 736
Notifiées	-	-	4 464 200	-	-	4 464 200
Annulées	(14 720)	(17 340)	(3 810)	-	-	(35 870)
Attribuées définitivement	(3 591 086)	(180)	-	-	-	(3 591 266)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	-	4 278 410	4 460 390	-	-	8 738 800
Notifiées	-	-	-	4 486 300	-	4 486 300
Annulées	-	(43 320)	(22 360)	(11 270)	-	(76 950)
Attribuées définitivement	-	(4 235 090)	(3 570)	-	-	(4 238 660)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	-	-	4 434 460	4 475 030	-	8 909 490
Notifiées	-	-	-	-	4 761 935	4 761 935
Annulées	-	-	(28 230)	(22 630)	(1 430)	(52 290)
Attribuées définitivement	-	-	(55 400)	(49 940)	-	(105 340)
Existantes au 31 décembre 2015	-	-	4 350 830	4 402 460	4 760 505	13 513 795

Les actions préalablement rachetées par la Société sur le marché, sont définitivement attribuées à leurs bénéficiaires, à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans pour les plans 2015, 2014 et 2013 et de deux ans pour les plans antérieurs, à compter de la date d'attribution. Cette attribution définitive est assortie d'une condition de présence et d'une condition de performance pour les plans 2013 et 2014, et de deux conditions de performance pour le plan 2015. Par ailleurs, la cession des actions attribuées gratuitement et définitivement ne peut intervenir qu'au terme d'une période de conservation de deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

### Plan 2015

Pour le plan 2015, le Conseil d'administration a décidé que pour les dirigeants (autres que le Directeur Général), l'attribution définitive de la totalité des actions attribuées est soumise à une condition de présence et à deux conditions de performance. Les deux conditions de performance disposent que le nombre d'actions attribuées est fonction de :

- Pour 40% des actions attribuées, le taux d'acquisition est déterminé en fonction de la moyenne des ROE (Return On Equity) tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2015, 2016 et 2017. Le taux d'acquisition est déterminé comme suit:
  - si la moyenne des ROE est inférieure à 6,5%, le taux d'acquisition exprimé en pourcentage est de 0 ;
  - si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 6,5% et inférieure ou égale à 9,5%, le taux d'acquisition varie de 0% à 50%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes ;
  - si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 9,5% et inférieure ou égale à 14,5%, le taux d'acquisition varie de 50% à 100%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes ;
  - si la moyenne des ROE est supérieure à 14,5%, le taux d'acquisition est égal à 100%.
- Pour 60% des actions attribuées, le taux d'acquisition est déterminé en fonction de la progression relative du Résultat Net Ajusté (RNA) de TOTAL par comparaison avec un panel de quatre autres sociétés pétrolières (Exxon-Mobil, BP, Royal Dutch-Shell et Chevron). Le RNA du Groupe est établi sur la base des comptes publiés par le Groupe relatifs aux exercices 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. Le RNA des sociétés pétrolières est établi sur la base des estimations calculées par un groupe d'analystes financiers de premier rang. Le taux d'acquisition est déterminé comme suit:
  - si cet écart est inférieur à -12%, le taux d'acquisition est de 0 ;
  - si cet écart se situe entre -12% et 0%, le taux d'acquisition varie de 0% à 60%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes ;
  - si cet écart se situe entre 0% et 12%, le taux d'acquisition varie de 60% à 100%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes,
  - si cet écart est supérieur à 12 %, le taux d'acquisition est égal à 100%.

Le Conseil d'administration a également décidé que, pour chaque attributaire bénéficiant d'un nombre d'actions supérieur à 150 actions (autre que le Directeur Général et les dirigeants) et sous réserve du respect de la condition de

présence dans le Groupe, les actions au-delà de ce seuil seront soumises aux conditions de performance décrites ci-dessus, et ne seront définitivement attribuées à leur bénéficiaire que si les conditions de performance sont remplies.

Par ailleurs, s'agissant des attributions d'actions de performance au Directeur Général, le Conseil d'administration a décidé que sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, le nombre d'actions définitivement attribuées au Directeur Général au titre du plan 2015 sont fonction de trois conditions de performance :

- Pour 20% des actions attribués, le taux d'acquisition est déterminé en fonction de la moyenne des ROE du Groupe tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2015, 2016 et 2017 et tel que défini ci-dessus.
- Pour 20% des actions attribuées, le taux d'acquisition est déterminé en fonction de la moyenne des taux de rentabilité des capitaux mis en œuvre du Groupe ("Return On Average Capital Employed" ou ROACE) tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2015, 2016 et 2017. Le taux d'acquisition est déterminé comme suit :
  - si la moyenne des ROACE est inférieure à 6,5%, le taux d'acquisition exprimé en pourcentage est de 0 ;
  - si la moyenne des ROACE est supérieure ou égale à 6,5% et inférieure ou égale à 9%, le taux d'acquisition varie de 0% à 50%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes du ROACE ;
  - si la moyenne des ROACE est supérieure ou égale à 9% et inférieure ou égale à 13%, le taux d'acquisition varie de 50% à 100%, selon une règle de progression linéaire entre ces deux bornes ;
  - si la moyenne des ROACE est supérieure à 13%, le taux d'acquisition est égal à 100%.
- Pour 60% des actions attribuées, le nombre d'actions est déterminé en fonction de l'évolution du RNA de TOTAL par comparaison avec un panel de quatre autres sociétés pétrolières tel que défini ci-dessus.

#### **Plans 2013 et 2014**

Pour les plans 2013 et 2014, le Conseil d'administration a décidé que pour les dirigeants (autres que l'ancien Président-directeur général), l'attribution définitive de la totalité des actions attribuées est soumise à une condition de présence et à une condition de performance.

La condition de performance dispose que le nombre d'actions définitivement attribuées est fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux exercices 2013, 2014 et 2015 pour le plan 2013 et aux exercices 2014, 2015 et 2016 pour le plan 2014. Le taux d'acquisition :

- est nul si la moyenne des ROE est inférieure ou égale à 8% ;
- varie linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROE est supérieure à 8% et inférieure à 16% ;
- est égal à 100% si la moyenne des ROE est supérieure ou égale à 16%.

Le Conseil d'administration a également décidé que pour chaque attributaire bénéficiant d'un nombre d'actions supérieur à 100 actions (autre que l'ancien Président-directeur général et les dirigeants), et sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, les actions au-delà de ce seuil seront soumises à la condition de performance décrite ci-dessus, et ne seront définitivement attribuées à leur bénéficiaire que si la condition de performance est remplie.

Par ailleurs, le Conseil d'administration avait décidé que, sous réserve du respect de la condition de présence dans le Groupe, le nombre d'actions définitivement attribuées à l'ancien Président-directeur général serait fonction de deux conditions de performance :

- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive aurait été soumise à une condition de performance qui disposait que le taux d'acquisition serait fonction de la moyenne des ROE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux trois exercices de référence tel que défini ci-dessus.
- Pour 50% des actions attribuées, l'attribution définitive aurait été soumise à une condition de performance qui disposait que le nombre définitif d'actions attribuées serait fonction de la moyenne des ROACE tels que publiés par le Groupe à partir du bilan et du compte de résultat consolidés du Groupe relatifs aux trois exercices de référence. Le taux d'acquisition aurait été nul si la moyenne des ROACE avait été inférieure ou égale à 7%, aurait varié linéairement entre 0% et 100% si la moyenne des ROACE avait été supérieure à 7% et inférieure à 15%, et aurait été égal à 100% si la moyenne des ROACE avait été supérieure ou égale à 15%.

### C) Plans SunPower

SunPower a trois plans incitatifs à base d'actions : le plan d'actions 1996 (« Plan 1996 »), le troisième plan incitatif modifié 2005 (« Plan 2005 ») et le plan d'options sur actions et d'actions de PowerLight Corporation (« Plan PowerLight »). Le plan PowerLight a été repris par SunPower lors de l'acquisition de PowerLight en 2007. Selon les termes des trois plans, SunPower peut attribuer à des mandataires sociaux, à des salariés et à des consultants des options sur actions qualifiées (« incentive ») ou non-qualifiées (« non-statutory ») ou des droits à acquérir des actions ordinaires. Le plan 2005 a été approuvé par le Conseil d'administration de SunPower en août 2005 et par les actionnaires en novembre 2005. Le plan 2005 remplace le plan 1996 et permet d'attribuer des options mais également d'attribuer des options avec règlement en espèces (« stock appreciation rights »), des actions gratuites, des droits à actions gratuites et d'autres droits sur des actions. Le plan 2005 permet également la rétention des actions par la société pour satisfaire les obligations fiscales liées à l'exercice des options sur actions ou à l'attribution d'actions. Le plan PowerLight a été approuvé par le Conseil d'administration de PowerLight en octobre 2000.

En mai 2008, les actionnaires de SunPower ont approuvé une augmentation annuelle automatique des attributions d'actions du plan 2005, avec prise d'effet en 2009. L'augmentation annuelle automatique du nombre d'actions est égale au minimum entre 3% de toutes les actions ordinaires existantes le dernier jour du trimestre précédent, 6 millions d'actions et un nombre d'actions décidé par le Conseil d'administration de SunPower. Au 3 janvier 2016, approximativement 7,2 millions d'actions au titre du plan 2005 pouvaient être attribuées. En 2014, le Conseil d'administration de SunPower avait décidé de ne pas procéder à l'augmentation annuelle de 3% du début de l'exercice 2015. En 2015, le Conseil d'administration de SunPower a décidé de réduire l'augmentation annuelle automatique des attributions d'actions du plan de 3% à 2% pour 2016. Aucune nouvelle attribution n'a été décidée pour le plan 1996 et pour le plan PowerLight.

Les options sur actions qualifiées (« incentive ») ne peuvent être attribuées avec un prix d'exercice inférieur à la juste valeur des actions ordinaires le jour de l'attribution. Les options sur actions non-qualifiées (« non-statutory ») et les options avec règlements en espèces (« stock appreciation rights ») ne peuvent être attribuées avec un prix d'exercice inférieur à 85% de la juste valeur des actions ordinaires le jour de l'attribution. Le Conseil d'administration de SunPower décide des périodes d'exercice des options et des droits, cependant les options sont en général exerçables dans un délai de dix ans. Pour les plans 1996 et 2005, les options sont acquises chaque mois au-delà de la première année pendant une période de cinq ans. Pour le plan PowerLight, les options sont acquises chaque année pendant une période de cinq ans. Pour le plan 2005, les actions gratuites et les droits à actions gratuites sont acquis pendant une période de trois ans à raison d'un tiers par année.

La majorité des actions émises sont nettes des montants minimums retenus par SunPower pour satisfaire les obligations fiscales de ses employés. En 2015, 2014 et 2013, SunPower a retenu respectivement 1 380 891, 1 738 625 et 1 329 140 actions à ce titre et a réglé en espèces ces retenues aux autorités fiscales. Les actions retenues sont traitées en comptabilité comme des actions rachetées et diminuent le nombre d'actions en circulation jusqu'à l'attribution définitive.

Le tableau suivant résume les options sur actions :

	<i>Options existantes sur actions</i>			
	<b>Nombre d'actions (en milliers)</b>	<b>Prix moyen pondéré d'exercice par action (en dollars)</b>	<b>Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)</b>	<b>Valeur intrinsèque agrégée (en milliers de dollars)</b>
<b>Existantes et exerçables au 3 janvier 2016</b>	<b>151</b>	<b>54,04</b>	<b>2,19</b>	<b>38</b>

La valeur intrinsèque des options exercées en 2015, 2014 et 2013 était respectivement de 1,0 million de dollars, 2,4 millions de dollars et 0,8 million de dollars. Aucune option n'a été attribuée en 2015, 2014 et 2013.

La valeur intrinsèque agrégée représente la valeur totale intrinsèque avant impôt, calculée à partir du cours de clôture de l'action au 3 janvier 2016, soit 30,01 dollars, qui aurait été reçue par les bénéficiaires exerçant l'ensemble des options à cette date. Le nombre total d'options dans la monnaie était de 2,6 milliers au 3 janvier 2016.

Le tableau suivant résume les mouvements sur les actions gratuites et droits à actions gratuites en attente d'attribution définitive :

	<b>Actions gratuites et droits aux actions gratuites</b>	
	<b>Nombre d'actions (en milliers)</b>	<b>Juste valeur moyenne pondérée par action à la date d'attribution (en dollars) <sup>(a)</sup></b>
En circulation au 30 décembre 2012	<b>8 576</b>	<b>8,53</b>
Attribuées	5 607	15,88
Attribuées définitivement <sup>(b)</sup>	(3 583)	9,48
Echues	(1 008)	10,10
En circulation au 29 décembre 2013	<b>9 592</b>	<b>12,26</b>
Attribuées	2 187	31,8
Attribuées définitivement <sup>(b)</sup>	(4 432)	11,61
Echues	(792)	15,00
En circulation au 28 décembre 2014	<b>6 555</b>	<b>18,88</b>
Attribuées	2 695	29,77
Attribuées définitivement <sup>(b)</sup>	(3 560)	15,31
Echues	(627)	22,99
En circulation au 3 janvier 2016	<b>5 063</b>	<b>26,68</b>

(a) La société estime la juste valeur des droits aux actions gratuites comme étant son cours de bourse à la date d'attribution.

(b) Les actions gratuites et les droits aux actions gratuites attribués définitivement incluent les actions retenues pour le compte des employés afin de satisfaire leurs obligations fiscales.

#### *D) Charge liée aux paiements en actions*

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2015 s'élève à 179 millions de dollars avant impôt et se décompose de la manière suivante :

- 71 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;
- 78 millions de dollars au titre des plans de SunPower
- 30 millions de dollars au titre de l'augmentation du capital réservée aux salariés (voir note 17).

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2014 s'élevait à 194 millions de dollars avant impôt et se décomposait de la manière suivante :

- 114 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;
- 80 millions de dollars au titre des plans de SunPower.

Le montant de la charge liée aux paiements en actions au titre de l'exercice 2013 s'élevait à 287 millions de dollars avant impôt et se décomposait de la manière suivante :

- 4 millions de dollars au titre des plans de souscription d'actions TOTAL ;
- 170 millions de dollars au titre des plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL ;
- 98 millions de dollars au titre des plans de SunPower ;
- 14 millions de dollars au titre de l'augmentation du capital réservée aux salariés (voir note 17).

En 2013, 2014 et 2015 aucun nouveau plan de distribution d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions TOTAL n'a été décidé.

La charge liée aux augmentations de capital réservées aux salariés est diminuée d'une décote pour tenir compte de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions susceptibles d'être souscrites. La méthode de valorisation de l'incessibilité repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable in fine.

L'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2012 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa dix-septième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Cette même Assemblée Générale a également délégué au Conseil d'Administration les pouvoirs à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de dix-huit mois à une augmentation de capital réservée, ayant pour objet de donner aux salariés de filiales étrangères des avantages comparables à ceux dont bénéficient les salariés concernés par la dix-septième résolution.

Dans le cadre de ces délégations, le Conseil d'Administration du 18 septembre 2012 a décidé une augmentation de capital réservée aux salariés comprenant une formule de souscription classique et une formule à effet de levier au choix des salariés, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance au 1er janvier 2012. Cette augmentation de capital a donné lieu à la souscription de 10 802 215 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 30,70 euros, dont la création a été constatée le 25 avril 2013.

La charge liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés se décompose en une charge liée à la décote sur l'ensemble des actions souscrites au titre des formules classique et à effet de levier, à laquelle s'ajoute une charge liée au gain d'opportunité sur les actions souscrites au titre de l'offre à effet de levier. Ce gain d'opportunité correspond à l'avantage dont bénéficierait un salarié en choisissant la formule à effet de levier, plutôt qu'en reproduisant le même profil économique par le biais d'achats d'options cotées sur le marché des particuliers.

La charge globale est diminuée du coût de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions susceptibles d'être souscrites, dont la valorisation repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable *in fine*.

Au titre de l'exercice 2013, les principales hypothèses retenues pour la valorisation du coût de l'augmentation de capital réservée aux salariés pour les formules classique et à effet de levier étaient les suivantes :

<b>Exercice</b>	<b>2013</b>
Date du Conseil d'administration ayant décidé l'émission	18 septembre 2012
Prix de souscription (euros) <sup>(a)</sup>	30,70
Cours de référence (euros) <sup>(b)</sup>	39,57
Nombre d'actions (en millions)	10,80
Taux d'intérêt sans risque (%) <sup>(c)</sup>	0,88
Taux de financement des salariés (%) <sup>(d)</sup>	6,97
Coût de l'incessibilité (en % du cours de référence)	22,1

(a) Moyenne des cours de clôture de l'action TOTAL lors des vingt séances de bourse précédant le 14 mars 2013, date à laquelle l'ancien Président-Directeur Général a fixé la période de souscription, diminuée d'une décote de 20%.

(b) Cours le 14 mars 2013, date à laquelle l'ancien Président-Directeur Général a fixé la période de souscription.

(c) Taux de swap euro zéro coupon à 5 ans.

(d) Le taux de financement des salariés est issu des taux de crédit à la consommation pour une durée de cinq ans.

Une charge de 14,1 millions de dollars liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés a été comptabilisée au titre de l'exercice 2013.

L'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014 a délégué au Conseil d'Administration, dans sa quatorzième résolution, la compétence de procéder en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de vingt-six mois à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette délégation, le Conseil d'Administration du 29 juillet 2014 a décidé une augmentation de capital réservée aux salariés comprenant une formule de souscription classique et une formule à effet de levier au choix des salariés, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance au 1er janvier 2014, et d'un abondement dans la limite de 10 actions gratuites aux salariés ayant souscrit.

Cette augmentation de capital a donné lieu à la souscription de 10 108 918 actions d'un nominal de 2,50 euros au prix unitaire de 37,50 euros, et à l'émission de 370 492 actions d'un nominal de 2,50 euros à titre d'abondement immédiat dont la création a été constatée le 27 avril 2015. De plus, le Conseil du 27 avril 2015 a décidé de procéder, sur le fondement de la seizième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014, à l'attribution gratuite de 20 882 actions à émettre en faveur de 2 100 bénéficiaires, soumis à une condition de présence, à l'issue d'une période d'acquisition de cinq ans, soit le 27 avril 2020, à titre d'abondement différé.

La charge liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés se décompose en une charge liée à la décote sur l'ensemble des actions souscrites au titre des formules classique et à effet de levier, à laquelle s'ajoute une charge

liée au gain d'opportunité sur les actions souscrites au titre de l'offre à effet de levier. Ce gain d'opportunité correspond à l'avantage dont bénéficierait un salarié en choisissant la formule à effet de levier, plutôt qu'en reproduisant le même profil économique par le biais d'achats d'options cotées sur le marché des particuliers.

La charge globale est diminuée du coût de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions susceptibles d'être souscrites, dont la valorisation repose sur le coût d'une stratégie en deux étapes, qui consiste à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans et à acheter un même nombre d'actions au comptant, en finançant cet achat par un prêt remboursable *in fine*.

La charge globale se décompose également en une charge liée à l'abondement.

Au titre de l'exercice 2015, les principales hypothèses retenues pour la valorisation du coût de l'augmentation de capital réservée aux salariés pour les formules classiques et à effet de levier étaient les suivantes :

<b>Exercice</b>	<b>2015</b>
Date du Conseil d'administration ayant décidé l'émission	29 juillet 2014
Prix de souscription (euros) <sup>(a)</sup>	37,50
Cours de référence (euros) <sup>(b)</sup>	44,645
Nombre d'actions (en millions)	10,50
Taux d'intérêt sans risque (%) <sup>(c)</sup>	0,013
Taux de financement des salariés (%) <sup>(d)</sup>	6,32
Coût de l'incessibilité (en % du cours de référence)	23,0

(a) Moyenne des cours de clôture de l'action TOTAL lors des vingt séances de bourse précédant le 13 mars 2015, date à laquelle le Directeur Général a fixé la période de souscription, diminuée d'une décote de 20%.

(b) Cours le 13 mars 2015, date à laquelle le Directeur Général a fixé la période de souscription.

(c) Taux de swap euro zéro coupon à 5 ans.

(d) Le taux de financement des salariés est issu des taux de crédit à la consommation pour une durée de cinq ans.

Une charge de 30,0 millions de dollars liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés a été comptabilisée au titre de l'exercice 2015.

## 26) Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice	2015	2014	2013
<b>Charges de personnel</b> (en millions de dollars)			
Salaires et traitements (y compris charges sociales)	8 088	9 690	9 424
<b>Effectifs du Groupe</b>			
<b>France</b>			
• Encadrement	11 000	11 477	11 189
• Autres personnels	19 219	21 120	22 010
<b>Étranger</b>			
• Encadrement	16 624	17 794	17 338
• Autres personnels	49 176	49 916	48 262
<b>Total</b>	<b>96 019</b>	<b>100 307</b>	<b>98 799</b>

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

## 27) Tableau de flux de trésorerie

### A) Flux de trésorerie d'exploitation

Le tableau suivant donne des informations complémentaires sur des montants encaissés et décaissés du flux de trésorerie d'exploitation.

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Intérêts payés	(862)	(789)	(715)
Intérêts perçus	113	119	76
Impôts sur les bénéfices courants décaissés <sup>(a)</sup>	(4 937)	(11 374)	(13 708)
Dividendes reçus	2 309	2 992	2 798

(a) Ces montants incluent les impôts payés en nature dans le cadre des contrats de partage de production dans l'Exploration-Production.

La variation du besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Valeurs d'exploitation	888	5 289	1 079
Créances clients et comptes rattachés	4 153	5 916	3 181
Autres créances	(726)	(1 605)	(1 678)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2 235)	(4 531)	174
Autres créditeurs et dettes diverses	(397)	(589)	(231)
<b>Montant net</b>	<b>1 683</b>	<b>4 480</b>	<b>2 525</b>

### B) Flux de trésorerie de financement

La variation de l'endettement financier non courant, présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit *revolving*, peut être analysée de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Augmentation de l'endettement non courant	4 468	15 874	11 221
Remboursement de l'endettement non courant	(302)	(88)	(119)
<b>Montant net</b>	<b>4 166</b>	<b>15 786</b>	<b>11 102</b>

## C) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

### Exercice

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Trésorerie	12 291	13 874	12 895
Équivalents de trésorerie	10 978	11 307	7 305
<b>Total</b>	<b>23 269</b>	<b>25 181</b>	<b>20 200</b>

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés des dépôts à moins de trois mois auprès d'institutions étatiques ou banques de dépôt déterminées avec des critères de sélection stricts.

Au 31 décembre 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 1 644 millions de dollars faisant l'objet de restrictions, notamment réglementaires ou liées à leur détention par des filiales implantées dans des pays ayant mis en place un contrôle des changes.

## 28) Analyse des actifs et passifs financiers par catégorie d'instruments et par stratégie

Les actifs et passifs financiers compris dans les rubriques de bilan sont les suivants :

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement et opérationnelles						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur					Coût amorti		
	Disponibles à la vente <sup>(a)</sup>	Détenus à des fins de transaction	Dette financière <sup>(b)</sup>	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs	Couverture d'investissement net et autres			
<b>ACTIF / (PASSIF)</b>									
Sociétés mises en équivalence : prêts	4 378	-	-	-	-	-	-	4 378	4 378
Autres titres	-	1 241	-	-	-	-	-	1 241	1 241
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	-	1 075	144	-	1 219	1 219
Autres actifs non courants	3 407	-	-	-	-	-	-	3 407	3 407
Clients et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	10 629	10 629	10 629
Autres créances d'exploitation	-	-	3 379	-	-	9	-	7 521	10 909
Actifs financiers courants	5 858	-	112	-	220	-	-	6 190	6 190
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	23 269	23 269	23 269
<b>Total actifs financiers</b>	<b>13 643</b>	<b>1 241</b>	<b>3 491</b>	-	<b>1 295</b>	<b>153</b>	-	<b>41 419</b>	<b>61 242</b>
<b>Total actifs non financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>163 242</b>
<b>Total actifs</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>224 484</b>
Dettes financières non courantes	(7 810)	-	-	(33 762)	(2 891)	(1)	-	(44 464)	(45 294)
Fournisseurs et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	(20 928)	(20 928)	(20 928)
Autres dettes d'exploitation	-	-	(1 609)	-	-	(103)	-	(8 202)	(9 914)
Dettes financières courantes	(8 230)	-	-	(4 258)	-	-	-	(12 488)	(12 488)
Autres passifs financiers courants	-	-	(44)	-	(127)	-	-	(171)	(171)
<b>Total passifs financiers</b>	<b>(16 040)</b>	-	<b>(1 653)</b>	<b>(38 020)</b>	<b>(3 018)</b>	<b>(104)</b>	-	<b>(29 130)</b>	<b>(87 965)</b>
<b>Total passifs non financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>(136 519)</b>
<b>Total passifs</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>(224 484)</b>

(a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1 M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).

(c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (1 044) millions de dollars et de 1 044 millions de dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement et opérationnelles						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur					Coût amorti		
		Disponibles à la vente <sup>(a)</sup>	Détenus à des fins de transaction	Dette financière <sup>(b)</sup>	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs			
<b>ACTIF / (PASSIF)</b>									
Sociétés mises en équivalence : prêts	4 626	-	-	-	-	-	-	4 626	4 626
Autres titres	-	1 399	-	-	-	-	-	1 399	1 399
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	1 084	235	-	-	1 319	1 319
Autres actifs non courants	3 326	-	-	-	-	-	-	3 326	3 326
Clients et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	15 704	15 704	15 704
Autres créances d'exploitation	-	-	2 502	-	7	-	8 283	10 792	10 792
Actifs financiers courants	469	-	364	-	460	-	-	1 293	1 293
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	25 181	25 181	25 181
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 421</b>	<b>1 399</b>	<b>2 866</b>	<b>-</b>	<b>1 544</b>	<b>242</b>	<b>-</b>	<b>49 168</b>	<b>63 640</b>
<b>Total actifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>166 158</b>	<b>-</b>
<b>Total actifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>229 798</b>	<b>-</b>
Dettes financières non courantes	(7 179)	-	-	(37 355)	(944)	(3)	-	(45 481)	(46 472)
Fournisseurs et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	(24 150)	(24 150)	(24 150)
Autres dettes d'exploitation	-	-	(1 073)	-	-	(4)	(6 858)	(7 935)	(7 935)
Dettes financières courantes	(6 241)	-	-	(4 701)	-	-	-	(10 942)	(10 942)
Autres passifs financiers courants	-	-	(47)	-	(133)	-	-	(180)	(180)
<b>Total passifs financiers</b>	<b>(13 420)</b>	<b>-</b>	<b>(1 120)</b>	<b>(42 056)</b>	<b>(1 077)</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>(31 008)</b>	<b>(89 679)</b>
<b>Total passifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(141 110)</b>	<b>-</b>
<b>Total passifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(229 798)</b>	<b>-</b>

- (a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).
- (b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).
- (c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (1 970) millions de dollars et de 1 970 millions dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Instruments financiers liés aux activités de financement et opérationnelles						Autres instruments financiers	Total	Juste valeur
	Coût amorti	Juste valeur					Coût amorti		
		Disponibles à la vente <sup>(a)</sup>	Détenus à des fins de transaction	Dette financière <sup>(b)</sup>	Couverture de la dette financière	Couverture de flux futurs			
<b>ACTIF / (PASSIF)</b>									
Sociétés mises en équivalence : prêts	3 554	-	-	-	-	-	-	3 554	3 554
Autres titres	-	1 666	-	-	-	-	-	1 666	1 666
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	-	-	-	1 204	214	-	-	1 418	1 418
Autres actifs non courants	3 575	-	-	-	-	-	-	3 575	3 575
Clients et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	23 422	23 422	23 422
Autres créances d'exploitation	-	-	1 278	-	-	-	8 639	9 917	9 917
Actifs financiers courants	161	-	108	-	469	1	-	739	739
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	20 200	20 200	20 200
<b>Total actifs financiers</b>	<b>7 290</b>	<b>1 666</b>	<b>1 386</b>	<b>-</b>	<b>1 673</b>	<b>215</b>	<b>-</b>	<b>52 261</b>	<b>64 491</b>
<b>Total actifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>174 732</b>	<b>-</b>
<b>Total actifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>239 223</b>	<b>-</b>
Dettes financières non courantes	(6 985)	-	-	(27 264)	(325)	-	-	(34 574)	(35 401)
Fournisseurs et comptes rattachés <sup>(c)</sup>	-	-	-	-	-	-	(30 282)	(30 282)	(30 282)
Autres dettes d'exploitation	-	-	(848)	-	-	(26)	(7 317)	(8 191)	(8 191)
Dettes financières courantes	(5 901)	-	-	(5 292)	-	-	-	(11 193)	(11 193)
Autres passifs financiers courants	-	-	(61)	-	(314)	(6)	-	(381)	(381)
<b>Total passifs financiers</b>	<b>(12 886)</b>	<b>-</b>	<b>(909)</b>	<b>(32 556)</b>	<b>(639)</b>	<b>(32)</b>	<b>-</b>	<b>(37 599)</b>	<b>(85 448)</b>
<b>Total passifs non financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(154 602)</b>	<b>-</b>
<b>Total passifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(239 223)</b>	<b>-</b>

- (a) Les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur à l'exception des titres non cotés (voir les notes 1 M(ii) et 13 de l'annexe aux comptes consolidés).
- (b) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 1 M(iii) de l'annexe aux comptes consolidés).
- (c) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (3 458) millions de dollars et de 3 458 millions dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

## 29) Instruments financiers hors dérivés d'énergie

### A) Impact en résultat par nature d'instruments financiers

#### Actifs et passifs opérationnels

L'effet en résultat des actifs et passifs opérationnels est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Actifs disponibles à la vente (Autres titres) :			
- revenus des participations	267	282	202
- résultat de cession	355	13	149
- autres	(161)	(84)	(94)
Prêts et créances	80	9	106
<b>Impact sur le résultat opérationnel net</b>	<b>541</b>	<b>220</b>	<b>363</b>

L'effet en résultat comprend principalement :

- les dividendes et les résultats de cession des titres classés dans la rubrique « Autres titres » ;
- les produits financiers et les dépréciations au titre des prêts aux sociétés mises en équivalence, aux sociétés non consolidées et des créances classés dans la rubrique « Prêts et créances ».

#### Actifs et passifs liés aux activités de financement

L'effet en résultat des actifs et passifs liés aux activités de financement est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Prêts et créances	121	135	94
Passifs de financement et instruments de couverture associés	(965)	(750)	(899)
Couverture de juste valeur (inefficacité)	(1)	2	9
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	(28)	(27)	(8)
<b>Impact sur le coût de la dette nette</b>	<b>(873)</b>	<b>(640)</b>	<b>(804)</b>

L'effet en résultat comprend principalement :

- les produits financiers de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des actifs financiers courants (notamment dépôts à plus de trois mois) classés dans la rubrique « Prêts et créances » ;
- les frais financiers du financement long terme des filiales et les instruments de couverture adossés (hors inefficacité de la couverture détaillée ci-dessous) ainsi que les frais financiers du financement court terme classés dans la rubrique « Passifs de financement et instruments de couverture associés » ;
- l'inefficacité de la couverture des emprunts obligataires ;
- les produits financiers, les charges financières et la réévaluation de juste valeur des instruments dérivés court terme de gestion de la trésorerie classés dans la rubrique « Actifs et passifs détenus à des fins de transaction ».

Les instruments financiers dérivés court terme de gestion de la trésorerie (taux et change) sont considérés comme utilisés à des fins de transaction. En effet, du fait des modalités pratiques d'identification de ces instruments, le Groupe n'a pas jugé approprié de mettre en œuvre une comptabilité de couverture. L'effet en résultat de ces instruments dérivés est compensé par celui des prêts et dettes financières courantes auxquels ils se rattachent. Ainsi, l'impact de ces transactions appréhendées globalement n'apparaît pas comme significatif sur les comptes consolidés.

### B) Impact des stratégies de couverture

#### Couverture de la dette financière (fair value hedge)

L'impact en résultat des instruments de couverture adossés aux emprunts obligataires, comptabilisé dans la rubrique du compte de résultat consolidé « Coût de l'endettement financier brut », se décompose de la manière suivante :

<b>Exercice</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Effet de la réévaluation des emprunts obligataires	2 133	443	1 428
Swaps de couverture des emprunts obligataires	(2 134)	(441)	(1 419)
<b>Inefficacité de la couverture de juste valeur</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>9</b>

L'inefficacité n'est pas représentative de la performance du Groupe compte tenu de l'objectif de conduire les *swaps* à leur terme. La part court terme de la valorisation des *swaps* ne fait pas l'objet d'une gestion active.

#### **Instruments qualifiés de couverture d'investissements nets en devise (*net investment hedge*)**

Ils sont comptabilisés directement en résultat global dans la rubrique « Écart de conversion ». Les variations de l'exercice sont détaillées dans le tableau suivant :

<b>Exercice</b> (en millions de dollars)	<b>Au</b> <b>1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>Au</b> <b>31 décembre</b>
<b>2015</b>	<b>(511)</b>	<b>(163)</b>	-	<b>(674)</b>
2014	(367)	(144)	-	(511)
2013	(384)	17	-	(367)

Aux 31 décembre 2015, 2014 et 2013 le Groupe n'a pas de contrats à terme non dénoués au titre de ces couvertures.

#### **Instruments financiers détenus dans le cadre de couverture de flux futurs (*cash flow hedge*)**

L'impact en résultat et en autres éléments du résultat global des instruments financiers de couverture, qualifiés de couverture de flux futurs, se décompose de la manière suivante :

<b>Exercice</b> (en millions de dollars)	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Profit (Perte) comptabilisé en capitaux propres au cours de la période	(185)	97	156
Montant repris des capitaux propres et comptabilisé en résultat de la période	(205)	(295)	86

Aux 31 décembre 2015, 2014 et 2013, le montant de l'inefficacité de ces instruments financiers est nul.

## C) Échéancier des instruments dérivés

L'échéancier des montants notionnels des instruments dérivés hors énergie est présenté dans le tableau suivant :

Au 31 décembre 2015 (en millions de dollars) Actif / (Passif)	Juste valeur	Montant notionnel <sup>(a)</sup>						
		Total	2016	2017	2018	2019	2020	2021 et après
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de bilan</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(2 891)	21 835	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 075	11 701	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>(1 816)</b>	<b>33 536</b>	-	4 410	4 129	3 190	3 346	18 461
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(127)	579	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	220	2 709	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>93</b>	<b>3 288</b>	3 288	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(1)	36	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	144	2 221	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>143</b>	<b>2 257</b>	-	-	-	969	-	1 288
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (passif)	(103)	873	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (actif)	9	145	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture d'investissements (actif et passif)</b>	<b>(94)</b>	<b>1 018</b>	642	296	80	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>								
Change à terme (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de transaction</b>								
Autres swaps de taux (actif)	8	17 310	-	-	-	-	-	-
Autres swaps de taux (passif)	(9)	26 973	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres swaps de taux (actif et passif)</b>	<b>(1)</b>	<b>44 283</b>	44 134	82	67	-	-	-
Change à terme (actif)	104	6 103	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	(35)	4 003	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme (actif et passif)</b>	<b>69</b>	<b>10 106</b>	9 446	290	226	58	41	45

(a) Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

Au 31 décembre 2014  
(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Juste valeur	Montant notionnel <sup>(a)</sup>						
		Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020 et après
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de bilan</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(944)	21 546	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 084	14 946	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>140</b>	<b>36 492</b>	-	3 505	4 490	5 018	3 255	20 224
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(133)	1 004	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	460	4 163	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>327</b>	<b>5 167</b>	5 167	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(3)	247	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	235	2 221	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>232</b>	<b>2 468</b>	-	-	-	-	969	1 499
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (passif)	(4)	45	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (actif)	7	146	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture d'investissements (actif et passif)</b>	<b>3</b>	<b>191</b>	191	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>								
Change à terme (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de transaction</b>								
Autres swaps de taux (actif)	10	14 537	-	-	-	-	-	-
Autres swaps de taux (passif)	(8)	11 443	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres swaps de taux (actif et passif)</b>	<b>2</b>	<b>25 980</b>	25 720	109	83	68	-	-
Change à terme (actif)	354	14 584	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	(39)	1 970	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme (actif et passif)</b>	<b>315</b>	<b>16 554</b>	16 106	308	89	45	1	5

(a) Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

Au 31 décembre 2013  
(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Juste valeur	Montant notionnel <sup>(a)</sup>						
		Total	2014	2015	2016	2017	2018	2019 et après
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de bilan</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(325)	10 316	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 204	16 764	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>879</b>	<b>27 080</b>	-	4 703	3 594	4 096	5 170	9 517
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(314)	1 884	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	469	3 852	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>155</b>	<b>5 736</b>	5 736	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs</b>								
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	214	2 220	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif et passif)</b>	<b>214</b>	<b>2 220</b>	-	-	-	-	-	2 220
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (passif)	(6)	166	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif)	1	132	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture de la dette obligataire à taux fixe (part à moins d'un an) (actif et passif)</b>	<b>(5)</b>	<b>298</b>	270	28	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (passif)	(26)	197	-	-	-	-	-	-
Swaps de couverture d'investissements (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total swaps de couverture d'investissements (actif et passif)</b>	<b>(26)</b>	<b>197</b>	182	15	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>								
Change à terme (actif)	-	-	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme détenus à des fins de couverture d'investissements nets</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments détenus à des fins de transaction</b>								
Autres swaps de taux (actif)	3	5 645	-	-	-	-	-	-
Autres swaps de taux (passif)	(4)	15 606	-	-	-	-	-	-
<b>Total autres swaps de taux (actif et passif)</b>	<b>(1)</b>	<b>21 251</b>	20 862	119	114	86	70	-
Change à terme (actif)	105	6 576	-	-	-	-	-	-
Change à terme (passif)	(57)	6 119	-	-	-	-	-	-
<b>Total change à terme (actif et passif)</b>	<b>48</b>	<b>12 695</b>	12 336	268	58	14	19	-

(a) Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

## D) Hiérarchie des justes valeurs

Les justes valeurs des instruments financiers hors dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	<b>Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)</b>	<b>Prix basés sur des données observables (niveau 2)</b>	<b>Prix basés sur des données non observables (niveau 3)</b>	<b>Total</b>
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	(1 723)	-	(1 723)
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	49	-	49
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	68	-	68
Actifs disponibles à la vente	59	-	-	59
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>(1 606)</b>	<b>-</b>	<b>(1 547)</b>

<b>Au 31 décembre 2014</b> (en millions de dollars)	<b>Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)</b>	<b>Prix basés sur des données observables (niveau 2)</b>	<b>Prix basés sur des données non observables (niveau 3)</b>	<b>Total</b>
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	467	-	467
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	235	-	235
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	317	-	317
Actifs disponibles à la vente	84	-	-	84
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>1 019</b>	<b>-</b>	<b>1 103</b>

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	<b>Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)</b>	<b>Prix basés sur des données observables (niveau 2)</b>	<b>Prix basés sur des données non observables (niveau 3)</b>	<b>Total</b>
Instruments détenus à des fins de couverture de bilan	-	1 034	-	1 034
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	183	-	183
Instruments détenus à des fins de couverture d'investissements nets	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction	-	47	-	47
Actifs disponibles à la vente	160	-	-	160
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>1 264</b>	<b>-</b>	<b>1 424</b>

La description des différents niveaux de juste valeur est présentée dans la note 1 M(v) de l'annexe aux comptes consolidés.

### 30) Instruments dérivés d'énergie et assimilés, swaps de taux de fret

Les instruments dérivés liés aux activités du pétrole, du gaz et de l'électricité ainsi que les instruments dérivés de change associés sont comptabilisés pour leur juste valeur dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » suivant qu'il s'agit de positions actives ou passives.

Au 31 décembre 2015

(en millions de dollars)

	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs <sup>(c)</sup>	Montants compensés - passifs <sup>(c)</sup>	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur <sup>(b)</sup>
<b>Actif / (Passif)</b>									
<b>Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	1 517	(498)	(350)	350	1 167	(148)	-	1 019	1 019
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards <sup>(a)</sup>	68	(130)	(25)	25	43	(105)	-	(62)	(62)
Options	660	(468)	(460)	460	200	(8)	-	192	192
Futures	9	-	-	-	9	-	-	9	9
Options sur futures	127	(128)	(127)	127	-	(1)	-	(1)	(1)
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	(1 145)	(1 145)	(1 145)
<b>Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>	<b>2 381</b>	<b>(1 224)</b>	<b>(962)</b>	<b>962</b>	<b>1 419</b>	<b>(262)</b>	<b>(1 145)</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>Activités Gaz</b>									
Swaps	50	(175)	(19)	19	31	(156)	-	(125)	(125)
Forwards <sup>(a)</sup>	2 255	(1 498)	(320)	320	1 935	(1 178)	-	757	757
Options	5	(24)	(11)	11	(6)	(13)	-	(19)	(19)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	23	23	23
<b>Total Gaz</b>	<b>2 310</b>	<b>(1 697)</b>	<b>(350)</b>	<b>350</b>	<b>1 960</b>	<b>(1 347)</b>	<b>23</b>	<b>636</b>	<b>636</b>
<b>Total</b>	<b>4 691</b>	<b>(2 921)</b>	<b>(1 312)</b>	<b>1 312</b>	<b>3 379</b>	<b>(1 609)</b>	<b>(1 122)</b>	<b>648</b>	<b>648</b>
<b>Montant de juste valeur non reconnue au bilan</b>									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

**Au 31 décembre 2014**

(en millions de dollars)

	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs <sup>(c)</sup>	Montants compensés - passifs <sup>(c)</sup>	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur <sup>(b)</sup>
<b>Actif / (Passif)</b>									
<b>Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	1 505	(465)	(384)	384	1 121	(81)	-	1 040	1 040
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards <sup>(a)</sup>	168	(197)	(56)	56	112	(141)	-	(29)	(29)
Options	928	(1 224)	(790)	790	138	(434)	-	(296)	(296)
Futures	5	-	-	-	5	-	-	5	5
Options sur futures	307	(130)	(130)	130	177	-	-	177	177
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	(505)	(505)	(505)
<b>Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>	<b>2 913</b>	<b>(2 016)</b>	<b>(1 360)</b>	<b>1 360</b>	<b>1 553</b>	<b>(656)</b>	<b>(505)</b>	<b>392</b>	<b>392</b>
<b>Activités Gaz</b>									
Swaps	138	(41)	(19)	19	119	(22)	-	97	97
Forwards <sup>(a)</sup>	1 110	(671)	(278)	278	832	(393)	-	439	439
Options	5	(9)	(7)	7	(2)	(2)	-	(4)	(4)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	(89)	(89)	(89)
<b>Total Gaz</b>	<b>1 253</b>	<b>(721)</b>	<b>(304)</b>	<b>304</b>	<b>949</b>	<b>(417)</b>	<b>(89)</b>	<b>443</b>	<b>443</b>
<b>Total</b>	<b>4 166</b>	<b>(2 737)</b>	<b>(1 664)</b>	<b>1 664</b>	<b>2 502</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(594)</b>	<b>835</b>	<b>835</b>
<b>Montant de juste valeur non reconnue au bilan</b>									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

**Au 31 décembre 2013**

(en millions de dollars)

	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs <sup>(c)</sup>	Montants compensés - passifs <sup>(c)</sup>	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur <sup>(b)</sup>
<b>Actif / (Passif)</b>									
<b>Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>									
Swaps de pétrole brut et de produits pétroliers	94	(204)	(79)	79	15	(125)	-	(110)	(110)
Swaps de taux de fret	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forwards <sup>(a)</sup>	58	(57)	(8)	8	50	(49)	-	1	1
Options	198	(234)	(62)	62	136	(172)	-	(36)	(36)
Futures	7	(1)	-	-	7	(1)	-	6	6
Options sur futures	68	(57)	(57)	57	11	-	-	11	11
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	96	96	96
<b>Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>	<b>425</b>	<b>(553)</b>	<b>(206)</b>	<b>206</b>	<b>219</b>	<b>(347)</b>	<b>96</b>	<b>(32)</b>	<b>(32)</b>
<b>Activités Gaz</b>									
Swaps	69	(21)	(11)	11	58	(10)	-	48	48
Forwards <sup>(a)</sup>	1 052	(530)	(40)	40	1 012	(490)	-	522	522
Options	-	(12)	(11)	11	(11)	(1)	-	(12)	(12)
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	16	16	16
<b>Total Gaz</b>	<b>1 121</b>	<b>(563)</b>	<b>(62)</b>	<b>62</b>	<b>1 059</b>	<b>(501)</b>	<b>16</b>	<b>574</b>	<b>574</b>
<b>Total</b>	<b>1 546</b>	<b>(1 116)</b>	<b>(268)</b>	<b>268</b>	<b>1 278</b>	<b>(848)</b>	<b>112</b>	<b>542</b>	<b>542</b>
<b>Montant de juste valeur non reconnue au bilan</b>									-

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Les engagements sur pétrole brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an). La maturité de la plupart des dérivés de l'activité Gaz est inférieure à trois ans.

Les variations de la valorisation en juste valeur des instruments dérivés d'énergie s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> janvier	Impact en résultat	Contrats dénoués	Autres	Juste valeur au 31 décembre
<b>Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret</b>					
<b>2015</b>	<b>897</b>	<b>3 318</b>	<b>(3 058)</b>	<b>-</b>	<b>1 157</b>
2014	(128)	2 471	(1 445)	(1)	897
2013	(62)	2 266	(2 330)	(2)	(128)
<b>Activités Gaz</b>					
<b>2015</b>	<b>532</b>	<b>113</b>	<b>3</b>	<b>(35)</b>	<b>613</b>
2014	558	922	(909)	(39)	532
2013	359	624	(375)	(50)	558

Les justes valeurs des instruments dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	15	1 142	-	1 157
Activités Gaz	79	534	-	613
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>1 676</b>	<b>-</b>	<b>1 770</b>

<b>Au 31 décembre 2014</b> (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	239	658	-	897
Activités Gaz	92	440	-	532
<b>Total</b>	<b>331</b>	<b>1 098</b>	<b>-</b>	<b>1 429</b>

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	21	(149)	-	(128)
Activités Gaz	-	558	-	558
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>409</b>	<b>-</b>	<b>430</b>

La description des différents niveaux de juste valeur est présentée dans la note 1 M(v) de l'annexe aux comptes consolidés.

## 31) Gestion des risques financiers

### Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de ses raffineries.

Dans son activité de négoce d'hydrocarbures, le Groupe n'a généralement pas pour politique de vendre à terme ses productions futures. Toutefois, dans le cadre de cette activité de négoce, le Groupe utilise, comme la plupart des autres sociétés pétrolières, des produits dérivés d'énergie afin d'adapter son exposition aux fluctuations des prix du pétrole brut, des produits raffinés, du gaz naturel, de l'électricité et du charbon. De même, dans le cadre de son activité de transport maritime, le Groupe utilise des produits dérivés de taux de fret afin d'adapter son exposition aux fluctuations de ceux-ci. Pour gérer ces risques, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que *futures*, *forwards*, *swaps* et options. La liste des différents dérivés détenus par TOTAL sur ces marchés est détaillée dans la note 30 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'activité Trading & Shipping mesure son exposition au risque de marché relatif aux activités de négoce de pétrole brut, de produits raffinés et de taux de fret, c'est à dire la perte potentielle en juste valeur, en mettant en œuvre une méthode d'évaluation de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque de marché découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché sur une période d'une journée de cotation. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs prend en compte un relevé des expositions au risque à la fin de la journée et un état des mouvements de prix historiques sur les 400 derniers jours ouvrés pour tous les instruments et échéances dans les activités internationales de négoce. Les options sont systématiquement réévaluées en utilisant des modèles appropriés.

La probabilité de variation de juste valeur correspond à un intervalle de confiance de la valeur en risque de 97,5%. Cela signifie que le portefeuille n'enregistrerait une perte supérieure au montant de la valeur en risque qu'une seule fois sur une période de 40 jours ouvrés si l'exposition au risque du portefeuille restait inchangée.

#### Trading & Shipping : valeur en risque avec une probabilité de 97,5%

##### Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2015	11,6	5,5	8,6	7,4
2014	12,9	3,3	7,7	5,1
2013	12,9	4,5	8,2	9,8

L'activité de trading de gaz, d'électricité et de charbon met en œuvre des instruments dérivés tels que les *futures*, *forwards*, *swaps* et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré, le dénouement des transactions prenant généralement la forme de livraisons physiques. L'exposition au risque de marché, c'est-à-dire la perte potentielle en juste valeur, est évaluée en mettant en œuvre une méthode de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché journalières. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs prend en compte un relevé des expositions au risque à la fin de la journée et un état des mouvements de prix historiques sur les deux années écoulées pour tous les instruments et échéances.

#### Trading des activités Gaz : valeur en risque avec une probabilité de 97,5%

Au 31 décembre (en millions de dollars)	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2015	15,8	2,0	7,1	8,0
2014	15,4	3,2	6,0	4,0
2013	11,4	3,0	5,8	6,2

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités.

Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres compagnies pétrolières, les grands producteurs ou consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des encours par contrepartie est effectué.

#### Risques relatifs aux marchés financiers

Dans le cadre de son activité de financement et de gestion de la trésorerie, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères. Il s'agit principalement de *swaps* de taux d'intérêt et de devises. Le Groupe peut également, plus occasionnellement, utiliser des contrats de *futures* et options. Les opérations en cours et leur traitement comptable sont présentés dans les notes 1M, 20, 28 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés.

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes qui sont définies par la Direction Générale du Groupe et qui prévoient la centralisation par la direction Financement-Trésorerie des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers. Les excédents de liquidités du Groupe qui en résultent sont essentiellement placés sous forme de dépôts, de prises en pension ou d'achats de papier auprès de banques de dépôt, d'institutions étatiques ou de sociétés de premier plan. La gestion s'organise autour d'un département Salle des Marchés spécialisé dans l'intervention sur les marchés financiers de change et de taux d'intérêt.

Le département Contrôle-Gestion des Flux, au sein de la direction Financement-Trésorerie, assure la surveillance quotidienne des limites des engagements par banque, des positions, et du résultat de la Salle des Marchés. Il procède à la valorisation de la valeur de marché des instruments financiers utilisés et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité.

#### Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler pour des opérations de marché doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de sa solidité financière (analyse multicritères intégrant notamment une étude de la capitalisation boursière, du taux de *Credit Default Swap* (CDS), de la notation par les agences Standard & Poor's et Moody's, laquelle doit être de première qualité, et de la situation financière en général).

Une limite globale d'encours autorisé est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et les entités centrales de trésorerie du Groupe en fonction des besoins pour les activités financières.

Pour réduire le risque de valeur de marché sur ses engagements, en particulier sur les *swaps* mis en place dans le cadre des émissions obligataires, la direction Financement-Trésorerie a également conclu des contrats d'appel de marge avec ses contreparties significatives.

## **Gestion du risque de change**

Le Groupe s'efforce généralement de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa monnaie fonctionnelle (principalement le dollar, l'euro, la livre sterling et la couronne norvégienne).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et il peut notamment dans ce cas, avoir recours à des options.

Pour les risques de change liés aux actifs à long terme, le Groupe a une politique de les couvrir en finançant ces actifs dans leur monnaie fonctionnelle.

L'exposition nette au risque de change court terme est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction Générale du Groupe.

Les dettes financières non courantes décrites dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés sont, en général, contractées par les entités centrales de trésorerie, soit directement en dollars ou en euros soit dans des devises échangées contre des dollars ou des euros selon les besoins généraux du Groupe, par le biais de *swaps* d'émission. Le produit de cet endettement est prêté à des filiales dont les comptes sont tenus en dollars ou en euros. Il en résulte que la sensibilité nette de ces positions au risque de change n'est pas significative.

S'agissant des *swaps* de change court terme dont le montant notionnel figure dans la note 29 de l'annexe aux comptes consolidés, leur utilisation à des fins d'optimisation de la gestion centralisée de la trésorerie du Groupe implique que la sensibilité au change qu'ils pourraient induire est également considérée comme négligeable.

## **Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités**

La position courante, principalement constituée en euros et en dollars, est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction Générale du Groupe (maintenir un bon niveau de liquidité, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de *swaps* de taux à court terme et de *swaps* de change à court terme, sans modification de la position de change.

## **Gestion du risque de taux sur la dette à long terme**

La politique du Groupe vise à s'endetter à long terme, principalement à taux variable, ou à taux fixe en cas d'opportunité lors de l'émission en fonction du niveau des taux d'intérêt, en dollars ou en euros, selon les besoins généraux du Groupe. Des *swaps* de taux et de change à long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable ou à taux fixe. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TOTAL peut également conclure des *swaps* de taux d'intérêt à long terme.

## Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Les tableaux ci-après présentent l'impact potentiel d'une translation d'une amplitude de 10 points de base des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises sur la valeur de marché des instruments financiers en cours au 31 décembre des exercices 2015, 2014 et 2013.

Actif / (Passif) (en millions de dollars)	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de :	
			+ 10 points de base	- 10 points de base
<b>Au 31 décembre 2015</b>				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(39 257)	(40 087)	156	(156)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(2 891)	(2 891)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 219	1 219	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	(1 672)	(1 672)	(144)	144
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location financement)	4 518	4 518	5	(5)
Autres <i>swaps</i> de taux	(1)	(1)	8	(8)
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	(26)	(26)	-	-
<b>Au 31 décembre 2014</b>				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(43 088)	(44 079)	292	(286)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(944)	(944)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 319	1 319	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	375	375	(153)	149
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location financement)	4 411	4 411	5	(4)
Autres <i>swaps</i> de taux	2	2	3	(3)
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	318	318	-	-
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
Emprunts obligataires avant swaps (hors part à moins d'un an)	(33 138)	(33 966)	54	(54)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (passif)	(325)	(325)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe (actif)	1 418	1 418	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire à taux fixe - actif et passif	1 092	1 092	(39)	37
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location financement)	5 218	5 218	6	(6)
Autres <i>swaps</i> de taux	(1)	(1)	(1)	1
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	17	17	-	-

L'impact sur le coût de la dette nette avant impôt d'une variation des taux d'intérêt est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Coût de la dette nette	(873)	(640)	(804)
Translation des taux d'intérêt de :			
+ 10 points de base	(20)	(19)	(15)
- 10 points de base	20	19	15
+ 100 points de base	(204)	(193)	(150)
- 100 points de base	204	193	150

En raison de la politique de gestion du risque de change décrite précédemment, la sensibilité du Groupe aux risques de change liés aux actifs à long terme est principalement influencée par les capitaux propres des filiales dont les monnaies fonctionnelles sont l'euro et le rouble et, dans une moindre proportion, la livre sterling et la couronne norvégienne.

Cette sensibilité est reflétée par l'évolution historique des écarts de conversion imputés dans les capitaux propres consolidés qui, au cours des trois derniers exercices, et essentiellement du fait de l'évolution de l'euro, du rouble et de la livre sterling, ont été les suivants :

	Parité dollar-euro	Parité dollar-livre sterling	Parité dollar-rouble
<b>31 décembre 2015</b>	<b>0,92</b>	<b>0,67</b>	<b>74,10</b>
31 décembre 2014	0,82	0,64	59,58
31 décembre 2013	0,73	0,60	32,87

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	<b>104 613</b>	37 345	46 272	5 926	6 816	8 254
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	<b>(12 119)</b>	(5 337)	-	(1 145)	(3 936)	(1 701)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2015	<b>92 494</b>	32 008	46 272	4 781	2 880	6 553

<b>Au 31 décembre 2014</b> (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	<b>97 810</b>	26 056	50 179	6 762	6 489	8 324
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	<b>(7 480)</b>	(2 290)	-	(894)	(3 215)	(1 081)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2014	<b>90 330</b>	23 766	50 179	5 868	3 274	7 243

<b>Au 31 décembre 2013</b> (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	<b>101 444</b>	30 444	50 053	6 776	6 960	7 211
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	<b>(1 203)</b>	148	-	(543)	(607)	(201)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2013	<b>100 241</b>	30 592	50 053	6 233	6 353	7 010

Sur la base des états financiers 2015, une conversion à des taux différents de + ou – 10% pour chacune des devises ci-dessous aurait eu l'impact suivant sur les capitaux propres et sur le résultat net :

<b>Au 31 décembre 2015</b> (en millions de dollars)	Euro	Livre sterling	Rouble
Impact d'une appréciation de 10% des taux sur :			
- les capitaux propres	<b>3 201</b>	<b>478</b>	<b>288</b>
- le résultat net	<b>225</b>	<b>29</b>	<b>24</b>
Impact d'une dépréciation de (10)% des taux sur :			
- les capitaux propres	<b>(3 201)</b>	<b>(478)</b>	<b>(288)</b>
- le résultat net	<b>(225)</b>	<b>(29)</b>	<b>(24)</b>

## Risques relatifs aux marchés boursiers

Le Groupe détient un ensemble de participations dans des sociétés cotées (voir les notes 12 et 13 de l'annexe aux comptes consolidés) dont la valeur boursière totale fluctue notamment en fonction de la tendance des marchés boursiers mondiaux, de la valorisation des secteurs d'activité respectifs auxquels ces sociétés appartiennent et des données économiques et financières propres à chacune de ces sociétés.

## Risques de liquidité

TOTAL S.A. bénéficie de lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidités significative.

Le montant de ces lignes de crédit au 31 décembre 2015 s'élève à 10 675 millions de dollars, dont 10 675 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les contrats relatifs aux lignes de crédit accordées à TOTAL S.A. ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers de la Société, à la notation de sa solidité financière par les agences spécialisées ou à la survenance d'événements susceptibles d'avoir un impact significativement défavorable sur sa situation financière. Le montant global des principales lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales aux sociétés du Groupe (y compris TOTAL S.A.) s'élève à 11 225 millions de dollars au 31 décembre 2015, dont 11 225 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les lignes de crédit accordées aux sociétés du Groupe autres que TOTAL S.A. ne sont pas destinées à financer les besoins généraux du Groupe : elles sont destinées à financer soit les besoins généraux de la filiale emprunteuse, soit un projet déterminé.

Les tableaux ci-après représentent l'échéancier des actifs et passifs liés aux activités de financement au 31 décembre des exercices 2015, 2014 et 2013 (voir la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés).

**Au 31 décembre 2015**

**Actif / (Passif)**

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(4 602)	(4 420)	(5 542)	(4 965)	(23 716)	(43 245)
Dettes financières courantes	(12 488)	-	-	-	-	-	(12 488)
Autres passifs financiers courants	(171)	-	-	-	-	-	(171)
Actifs financiers courants	6 190	-	-	-	-	-	6 190
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	(141)	-	-	-	-	-	(141)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 269	-	-	-	-	-	23 269
<b>Montant net avant charges financières</b>	<b>16 659</b>	<b>(4 602)</b>	<b>(4 420)</b>	<b>(5 542)</b>	<b>(4 965)</b>	<b>(23 716)</b>	<b>(26 586)</b>
Charges financières sur dettes financières non courantes	(763)	(813)	(747)	(663)	(524)	(1 104)	(4 614)
Différentiel d'intérêt sur swaps	131	171	48	(55)	(126)	(610)	(441)
<b>Montant net</b>	<b>16 027</b>	<b>(5 244)</b>	<b>(5 119)</b>	<b>(6 260)</b>	<b>(5 615)</b>	<b>(25 430)</b>	<b>(31 641)</b>

**Au 31 décembre 2014**

**Actif / (Passif)**

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(4 793)	(4 547)	(4 451)	(4 765)	(25 606)	(44 162)
Dettes financières courantes	(10 942)	-	-	-	-	-	(10 942)
Autres passifs financiers courants	(180)	-	-	-	-	-	(180)
Actifs financiers courants	1 293	-	-	-	-	-	1 293
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	56	-	-	-	-	-	56
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 181	-	-	-	-	-	25 181
<b>Montant net avant charges financières</b>	<b>15 408</b>	<b>(4 793)</b>	<b>(4 547)</b>	<b>(4 451)</b>	<b>(4 765)</b>	<b>(25 606)</b>	<b>(28 754)</b>
Charges financières sur dettes financières non courantes	(901)	(833)	(783)	(718)	(624)	(1 960)	(5 819)
Différentiel d'intérêt sur swaps	369	167	(31)	(127)	(154)	(790)	(566)
<b>Montant net</b>	<b>14 876</b>	<b>(5 459)</b>	<b>(5 361)</b>	<b>(5 296)</b>	<b>(5 543)</b>	<b>(28 356)</b>	<b>(35 139)</b>

**Au 31 décembre 2013**

**Actif / (Passif)**

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(4 647)	(4 528)	(4 159)	(4 361)	(15 461)	(33 156)
Dettes financières courantes	(11 193)	-	-	-	-	-	(11 193)
Autres passifs financiers courants	(381)	-	-	-	-	-	(381)
Actifs financiers courants	739	-	-	-	-	-	739
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	179	-	-	-	-	-	179
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 200	-	-	-	-	-	20 200
<b>Montant net avant charges financières</b>	<b>9 544</b>	<b>(4 647)</b>	<b>(4 528)</b>	<b>(4 159)</b>	<b>(4 361)</b>	<b>(15 461)</b>	<b>(23 612)</b>
Charges financières sur dettes financières non courantes	(1 005)	(912)	(764)	(701)	(616)	(1 783)	(5 781)
Différentiel d'intérêt sur swaps	483	392	138	(33)	(110)	(710)	160
<b>Montant net</b>	<b>9 022</b>	<b>(5 167)</b>	<b>(5 154)</b>	<b>(4 893)</b>	<b>(5 087)</b>	<b>(17 954)</b>	<b>(29 233)</b>

Le tableau ci-après reprend les actifs et passifs financiers liés aux activités opérationnelles au 31 décembre des exercices 2015, 2014 et 2013 (voir la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés).

**Au 31 décembre**

**Actif / (Passif)**

(en millions de dollars)	2015	2014	2013
Fournisseurs et comptes rattachés	(20 928)	(24 150)	(30 282)
Autres dettes d'exploitation	(9 914)	(7 935)	(8 191)
<i>dont instruments dérivés d'énergie (passif)</i>	<i>(1 609)</i>	<i>(1 073)</i>	<i>(848)</i>
Clients et comptes rattachés	10 629	15 704	23 422
Autres créances d'exploitation	10 909	10 792	9 917
<i>dont instruments dérivés d'énergie (actif)</i>	<i>3 379</i>	<i>2 502</i>	<i>1 278</i>
<b>Total</b>	<b>(9 304)</b>	<b>(5 589)</b>	<b>(5 134)</b>

Ces actifs et passifs financiers ont principalement une échéance inférieure à un an.

## Risques de crédit

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances.

Le Groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités opérationnelles et de financement. L'exposition maximum au risque de crédit est représentée en partie par les montants d'actifs financiers qui sont présentés dans le bilan, y compris les instruments dérivés d'énergie qui ont une valeur de marché positive.

L'exposition maximale est détaillée dans le tableau suivant :

### Au 31 décembre

#### Actif / (Passif)

(en millions de dollars)

	2015	2014	2013
Prêts aux sociétés mises en équivalence (note 12)	4 378	4 626	3 554
Prêts et avances (note 14)	3 407	3 326	3 575
Instruments de couverture des dettes financières non courantes (note 20)	1 219	1 319	1 418
Clients et comptes rattachés (note 16)	10 629	15 704	23 422
Autres créances d'exploitation (note 16)	10 909	10 792	9 917
Actifs financiers courants (note 20)	6 190	1 293	739
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 27)	23 269	25 181	20 200
<b>Total</b>	<b>60 001</b>	<b>62 241</b>	<b>62 825</b>

Les montants des dépréciations sur les prêts et avances et sur les clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation sont fournis respectivement dans les notes 14 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans le cadre de la gestion du risque de crédit lié aux activités opérationnelles et de financement, le Groupe a mis en place des contrats d'appels de marge avec certaines contreparties. Au 31 décembre 2015, le montant versé, net des montants réceptionnés, au titre de ces appels de marge s'élève à 124 millions de dollars (contre un montant reçu, net des versements de 1 437 millions de dollars au 31 décembre 2014 et 1 105 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Le Groupe a mis en place des programmes de cession de créances d'exploitation sans recours auprès d'établissements bancaires afin de réduire son exposition à ces créances. À la suite de ces programmes, le Groupe ne conserve pas de risque de défaut de paiement après la cession des créances, mais peut continuer de gérer les comptes clients pour le compte de l'acheteur et est tenu de verser à l'acheteur les paiements qu'il reçoit des clients au titre des créances vendues. Au 31 décembre 2015, la valeur nette des créances cédées s'élève à 4 274 millions de dollars. Le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages au titre des créances. Aucun actif ou passif financier ne reste comptabilisé au bilan consolidé après la date de cession des créances.

La gestion du risque de crédit dans les différents secteurs est la suivante :

- **Dans l'Amont**

- dans l'activité Exploration & Production

Les risques nés de la signature des accords pétroliers avec les autorités étatiques et les partenaires pétroliers, ou de l'attribution de contrats de fourniture à long terme qui sont indispensables pour entreprendre des projets, sont évalués par le processus d'approbation des opérations pétrolières. Le caractère long terme des contrats et l'existence de clients de premier rang impliquent un risque de crédit faible.

Les risques liés à des opérations commerciales, autres que celles décrites ci-dessus et dans la pratique placées directement sous le contrôle des filiales, font l'objet de procédures de fixation d'encours de crédit et de revue des encours.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation au cas par cas sur la base de l'antériorité des créances et de l'appréciation de la direction sur les circonstances de fait.

- dans l'activité Gaz

L'activité Gaz traite avec des contreparties du secteur de l'énergie, de l'industrie et de la finance partout dans le monde. Les institutions financières fournissant la couverture de risque de crédit sont des banques et des groupes d'assurance disposant d'une notation de première qualité.

Les contreparties potentielles sont soumises à une analyse de crédit et une autorisation avant que les transactions ne soient conclues, et une fois autorisées, font l'objet d'un examen régulier incluant une nouvelle évaluation et une actualisation des limites accordées.

L'analyse de la capacité des contreparties à faire face à leurs engagements repose sur des données quantitatives et qualitatives concernant l'état financier et les risques commerciaux, ainsi que sur l'étude de toute information venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de notation. Sur cette base, des limites de crédit sont définies pour chaque contrepartie potentielle et, si nécessaire, les transactions sont soumises à des autorisations spécifiques.

L'exposition au risque de crédit, qui est essentiellement une exposition économique ou une exposition physique future anticipée, est contrôlée en permanence et soumise à des mesures de sensibilité.

Le risque de crédit est limité par l'utilisation systématique de contrats standard qui autorisent la compensation et permettent d'obtenir des sûretés complémentaires en cas d'évolution défavorable de la qualité du risque. Ces contrats permettent notamment l'annulation du contrat en cas de défaut.

- **Dans le Raffinage-Chimie**

- dans l'activité Raffinage-Chimie

Le risque de crédit porte essentiellement sur les créances commerciales. Les procédures internes du Raffinage-Chimie comportent des règles de la gestion de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine. Chaque *business unit* décline les procédures de la Branche dans la gestion et les méthodes de provisionnement en fonction de la taille des filiales et des marchés relativement différenciés sur lesquels elles opèrent. Ces procédures incluent notamment :

- la mise en place de plafond d'encours, comportant différents processus d'autorisation ;
- le recours à des polices d'assurance ou des garanties spécifiques (lettre de crédit) ;
- un état des retards de paiement (balance âgée) suivi très régulièrement, avec un processus de relance ;
- un provisionnement comptabilisé client par client en fonction des dossiers contentieux et des retards de paiement (la provision peut aussi être calculée sur base statistique).

Les contreparties font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions. Une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un renouvellement des crédits autorisés. Les limites des contreparties sont appréciées en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière, et s'adosent également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de rating et les compagnies d'assurances.

- dans l'activité Trading & Shipping

Les opérations sont conduites avec des contreparties commerciales et des institutions financières partout dans le monde. Les contreparties commerciales sur les opérations physiques et de dérivés sont principalement des compagnies pétrolières ou gazières ou des sociétés de négoce de produits énergétiques et des institutions financières. Les couvertures sur les risques de crédit sont conclues avec des institutions financières, banques internationales ou compagnies d'assurance, sélectionnées selon des critères stricts.

Le Trading & Shipping met en œuvre une politique rigoureuse de gestion des délégations de pouvoir internes qui encadre la fixation des limites de crédit sur les pays et les contreparties ainsi que l'approbation des opérations spécifiques. Les risques de crédit découlant de ces limites et de ces autorisations sont suivis quotidiennement.

Les contreparties potentielles font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions ; une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un renouvellement des limites autorisées. Le crédit des contreparties est apprécié en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière et sur les risques commerciaux, et s'adosse également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs telles que les notations publiées par Standard & Poor's, Moody's et d'autres agences de notation.

Lorsque cela est possible, des cadres contractuels sont négociés pour permettre, par le biais de compensation entre les transactions, l'optimisation de la gestion du risque; des clauses protectrices additionnelles autorisant des appels de fonds ou des garanties à titre de sûreté en cas de détérioration financière ou permettant l'annulation des transactions en cas de défaillance sont également mises en place.

Les risques de crédit dépassant les niveaux autorisés sont couverts par des lettres de crédit et d'autres types de garanties, par des dépôts de trésorerie et des assurances. Les risques sur dérivés sont couverts par des contrats d'appel de marge lorsque cela est possible.

- **Dans le Marketing & Services**

- dans l'activité Marketing & Services

Les procédures internes du Marketing & Services comportent des règles de gestion du risque de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine, notamment la séparation des pouvoirs entre les équipes commerciales et financières.

Des politiques de crédit sont définies localement et des procédures visant à maîtriser les risques clients sont mises en œuvre (organisation de comités de crédit, mise en place systématique de limites de crédit pour les clients professionnels, etc.). De plus, chaque entité met en place des instruments de mesure de son encours client. Par ailleurs, les risques liés à l'octroi de crédit peuvent être compensés ou limités par la souscription à une assurance crédit et/ou l'obtention de cautions ou garanties.

Les créances douteuses sont provisionnées au cas par cas en utilisant un taux de provision qui dépend de l'appréciation du risque de perte de la créance.

- dans l'activité Energies Nouvelles

Les procédures internes de la direction Energies Nouvelles comportent des règles de gestion du risque crédit. Des procédures visant à maîtriser le risque client sont définies localement, notamment chez SunPower (règles d'approbation des limites de crédit, obtention de garanties, revue et sécurisation du portefeuille, provisionnement des créances douteuses...).

## **32) Autres risques et engagements**

A la connaissance de TOTAL, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

### **Alitalia**

Dans le secteur Marketing & Services, une procédure civile a été engagée en Italie, en 2013, à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale Total Aviazione Italia Srl devant les juridictions civiles compétentes. Le demandeur allègue à l'encontre de TOTAL S.A. et de sa filiale, ainsi qu'à l'encontre de différentes sociétés tierces, un préjudice qu'il estime à près de 908 millions d'euros. Cette procédure fait suite à des pratiques qui ont été sanctionnées par l'autorité de concurrence italienne en 2006. Les parties ont échangé des conclusions préliminaires. L'existence comme l'évaluation des préjudices allégués dans cette procédure, qui comporte une pluralité de défendeurs, restent contestées.

### **Blue Rapid et Comité olympique russe - Régions russes et Interneft**

La société panaméenne Blue Rapid et le Comité olympique russe ont lancé une action à l'encontre d'Elf Aquitaine devant le Tribunal de commerce de Paris, en paiement de dommages-intérêts à raison de la prétendue non-exécution par une ex-filiale d'Elf Aquitaine d'un contrat portant sur un projet d'exploration-production en Russie négocié au début des années 1990. Elf Aquitaine, considérant que ces demandes étaient dénuées de tout fondement, s'est opposée à celles-ci. Par jugement en date du 12 janvier 2009, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la société Blue Rapid de son action à l'encontre d'Elf Aquitaine et a déclaré le Comité olympique russe irrecevable. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont relevé appel de ce jugement. Par arrêt en date du 30 juin 2011, la Cour d'appel de Paris a déclaré Blue Rapid et le Comité olympique russe irrecevables en leur action à l'encontre d'Elf Aquitaine, au motif notamment de la caducité dudit contrat. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont formé un pourvoi contre la décision de la cour d'appel devant la Cour de cassation.

En relation avec ces mêmes faits, et quinze ans après qu'eut été constatée la caducité de ce contrat d'exploration-production, une société russe, dont il a déjà été jugé qu'elle n'était pas celle partie au contrat, et deux régions de la Fédération de Russie, qui n'y étaient pas davantage parties, ont lancé une procédure d'arbitrage contre cette ex-filiale d'Elf Aquitaine, liquidée en 2005, en paiement de prétendus dommages-intérêts dont le montant allégué est de 22,4 milliards de dollars. Pour les mêmes raisons que celles déjà opposées avec succès par Elf Aquitaine à Blue Rapid et au Comité olympique russe, le Groupe considère que cette action est dénuée de tout fondement, tant en fait qu'en droit.

Le Groupe a déposé plainte pour dénoncer les agissements frauduleux dont il s'estime victime en l'espèce et a parallèlement engagé, et se réserve d'engager, toutes actions et mesures appropriées pour assurer la défense de ses intérêts.

### **FERC**

L'Office of Enforcement of the U.S. Federal Energy Regulatory Commission (FERC) a lancé une enquête en relation avec les activités de trading de gaz naturel de TOTAL Gas & Power North America, Inc, filiale américaine du Groupe. Cette enquête porte sur des transactions réalisées par la filiale du Groupe sur le marché du gaz naturel entre juin 2009 et juin 2012. TOTAL Gas & Power North America, Inc a reçu une notification d'infraction présumée (Notice of Alleged Violations) de la FERC le 21 septembre 2015.

La filiale du Groupe coopère dans le cadre de cette enquête avec les autorités américaines, tout en contestant les faits qui lui sont reprochés.

### **Russie**

Depuis juillet 2014, en réponse à la situation en Ukraine, les Etats-Unis et la Communauté Européenne ont adopté des sanctions économiques à l'encontre de certaines personnes et entités russes, dont différentes entités du secteur financier, de l'énergie et de la défense.

Les États-Unis ont notamment adopté des sanctions économiques visant OAO Novatek<sup>1</sup> (« Novatek ») et les entités dans lesquelles Novatek détient (individuellement ou avec d'autres personnes ou entités visées) une participation d'au moins 50% du capital, dont OAO Yamal LNG<sup>2</sup> (« Yamal LNG »).

<sup>1</sup> Société de droit russe cotée à Moscou et à Londres, dans laquelle le Groupe détient 18,9% au 31 décembre 2015.

<sup>2</sup> Société détenue conjointement par Novatek (60%), Total E&P Yamal (20%) et CNODC (20%), une filiale de China National Petroleum Corporation (CNPC). La participation de Novatek dans la société OAO Yamal LNG sera réduite à 50,1% à la suite d'un accord signé en septembre 2015 pour l'entrée au capital de Silk Road Fund (9,9%). Cet accord devrait être approuvé par les autorités en 2016.

Ces sanctions interdisent aux sociétés et ressortissants américains (« U.S. persons ») d'effectuer des transactions et de participer au financement ou à la négociation de dette émise par ces entités après le 16 juillet 2014 d'une durée supérieure à 90 jours. L'utilisation du dollar US est par conséquent interdite pour ces types de financement, dont Yamal LNG.

En conséquence, le financement du projet Yamal LNG est en cours de revue et les partenaires du projet sont engagés pour élaborer un plan de financement respectant les réglementations applicables.

Les sanctions économiques qui ont été adoptées par l'Union Européenne en 2014, puis prorogées, n'affectent pas de façon significative les activités de TOTAL en Russie. TOTAL a été formellement autorisé par les autorités françaises ayant compétence pour accorder les autorisations nécessaires à la poursuite des opérations sous le régime de sanctions de l'Union Européenne, à continuer toutes ses activités en Russie (sur le champ de Kharyaga en tant qu'opérateur, ainsi que sur le champ de Termokarstovoye et le projet de Yamal dans lesquels le Groupe détient des participations).

Les activités de TOTAL en Russie ne sont également pas affectées de façon significative par les mesures restrictives adoptées par les États-Unis en août 2015 ayant imposé un contrôle et des restrictions liés à l'exportation de certains biens, services et technologies destinés aux projets situés en Russie dans le domaine de l'exploration pétrolière.

Concernant le projet d'exploration sur le gisement de Bazhenov (huile de schiste) situé en Sibérie occidentale, suspendu depuis 2014, TOTAL a signé en juillet 2015 un accord de cession des licences d'exploration que le Groupe détenait sur ce gisement à OAO Lukoil. Cet accord fixe en outre les conditions dans lesquelles TOTAL et OAO Lukoil pourraient à terme reprendre leurs activités communes en Russie. En janvier 2016, TOTAL a signé un accord pour céder 50% des intérêts qu'il détient dans le champ de Kharyaga et transférer le rôle d'opérateur à Zarubezhneft. Après cette cession dont la réalisation définitive est prévue en 2016, la participation de TOTAL dans le champ de Kharyaga sera de 20%.

Le Groupe continue de suivre étroitement les différentes sanctions économiques internationales au regard de ses activités en Russie.

Au 31 décembre 2015, le Groupe détient 19% de ses réserves prouvées en Russie.

## **Yémen**

En raison de la dégradation des conditions de sûreté dans les environs de son site de Balhaf, la société Yemen LNG, dans laquelle le Groupe détient une participation de 39,62%, a décidé d'arrêter ses activités de production commerciale et d'export de LNG. L'usine est placée en mode préservation. Il n'y a plus de personnel expatrié sur site. En conséquence de cette situation, Yemen LNG a déclaré début avril 2015 la Force Majeure auprès de ses différentes parties prenantes.

## **33) Informations complémentaires**

Les frais de recherche et développement encourus par le Groupe au cours de l'exercice 2015 s'élèvent à 1 068 millions de dollars (1 353 millions de dollars en 2014 et 1 260 millions de dollars en 2013), soit 0,65 % du chiffre d'affaires.

Les effectifs 2015 consacrés à cette activité de recherche et développement sont de 4 498 personnes (4 840 personnes en 2014 et 4 684 personnes en 2013).

### **34) Évolutions en cours de la composition du Groupe**

#### ➤ **Amont**

- TOTAL a signé en août 2015 un accord en vue de vendre à North Sea Midstream Partners la totalité de ses participations dans les gazoducs FUKA et SIRGE, ainsi que dans le terminal gazier de Saint-Fergus. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 31 décembre 2015, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 497 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 82 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 497 millions de dollars.
- TOTAL a signé en janvier 2016 un accord en vue de vendre à Zarubezhneft une participation de 20% dans Kharyaga, en Russie. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 31 décembre 2015, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 234 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 164 millions de dollars. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles pour 178 millions de dollars et des impôts différés passifs pour 90 millions de dollars.

#### ➤ **Marketing & Services**

- TOTAL a signé en septembre 2015 un accord en vue de vendre au groupe Demirören son réseau de stations-service et ses activités de commerce général et d'approvisionnement en Turquie. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Au 31 décembre 2015, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 458 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 258 millions de dollars. Les actifs et passifs concernés comprennent principalement des immobilisations incorporelles et corporelles pour 127 millions de dollars, des créances clients pour 146 millions de dollars et des dettes bancaires courantes pour 161 millions de dollars.

### **35) Périmètre de consolidation**

Au 31 décembre 2015, le périmètre de consolidation se compose de 882 sociétés, dont 789 font l'objet d'une intégration globale, et 93 d'une mise en équivalence (E).

Le tableau ci-dessous présente la liste exhaustive des sociétés consolidées :

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
Amont	ABU DHABI GAS INDUSTRIES LIMITED	15,00%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	ABU DHABI GAS LIQUEFACTION COMPANY LTD	5,00%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	ABU DHABI MARINE AREAS LIMITED	33,33%	E	ROYAUME-UNI	ÉMIRATS ARABES UNIS
	ABU DHABI PETROLEUM COMPANY LIMITED	23,75%	E	ROYAUME-UNI	ÉMIRATS ARABES UNIS
	ANGOLA BLOCK 14 B.V.	50,01%		PAYS-BAS	ANGOLA
	ANGOLA LNG LIMITED	13,60%	E	BERMUDES	ANGOLA
	ANGOLA LNG SUPPLY SERVICES LLC	13,60%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BONNY GAS TRANSPORT LIMITED	15,00%	E	BERMUDES	NIGÉRIA
	BRASS HOLDINGS S.A.R.L.	100,00%		LUXEMBOURG	LUXEMBOURG
	BRASS LNG LTD	20,48%	E	NIGÉRIA	NIGÉRIA
	CDF ENERGIE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	CEPSA GAS COMERCIALIZADORA SA	35,00%	E	ESPAGNE	ESPAGNE
	DEER CREEK PIPELINES LIMITED	75,00%		CANADA	CANADA
	DOLPHIN ENERGY LIMITED	24,50%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	E. F. OIL AND GAS LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	EASTERN POWER AND ELECTRIC COMPANY LIMITED	28,00%	E	THAÏLANDE	THAÏLANDE
	ELF EXPLORATION PRODUCTION	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ELF EXPLORATION UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	ELF PETROLEUM IRAN	100,00%		FRANCE	IRAN
	ELF PETROLEUM UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	FOSMAX LNG	27,50%	E	FRANCE	FRANCE
	GAS DEL LITORAL SRLCV	25,00%	E	MEXIQUE	MEXIQUE
	GAS INVESTMENT AND SERVICES COMPANY LTD	10,00%	E	BERMUDES	OMAN
	GEOMETHANE	28,04%	E	FRANCE	FRANCE
	GEOSUD	56,08%	E	FRANCE	FRANCE
	GULF TOTAL TRACTEBEL POWER COMPANY PSIC	20,00%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	HAZIRA LNG PRIVATE LIMITED	26,00%	E	INDE	INDE
	HAZIRA PORT PRIVATE LIMITED	26,00%	E	INDE	INDE
	ICHTHYS LNG PTY LTD	30,00%	E	AUSTRALIE	AUSTRALIE
	MABRUK OIL OPERATIONS	49,02%		FRANCE	LIBYE
	MOATTAMA GAS TRANSPORTATION COMPANY LIMITED	31,24%	E	BERMUDES	MYANMAR
	NATIONAL GAS SHIPPING COMPANY LTD.	5,00%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	NIGERIA LNG LTD	15,00%	E	NIGÉRIA	NIGÉRIA
	NORPIPE OIL AS	34,93%	E	NORVÈGE	NORVÈGE
	NORPIPE PETROLEUM UK LTD	32,87%	E	ROYAUME-UNI	NORVÈGE
	NORSEA PIPELINE LIMITED	32,87%	E	ROYAUME-UNI	NORVÈGE
	NOVATEK	18,90%	E	RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	OMAN LNG LLC	5,54%	E	OMAN	OMAN
	PARS LNG LIMITED	40,00%	E	BERMUDES	IRAN
	PETROCEDENO	30,32%	E	VENEZUELA	VENEZUELA
	PRIVATE OIL HOLDINGS OMAN LTD	10,00%	E	ROYAUME-UNI	OMAN
	QATAR LIQUEFIED GAS COMPANY LIMITED (II)	16,70%	E	QATAR	QATAR
	QATARGAS LIQUEFIED GAS COMPANY LIMITED	10,00%	E	QATAR	QATAR
	RUWAIS FERTILIZER INDUSTRIES LIMITED	33,33%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	SOUTH HOOK CHP	8,35%	E	ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	SOUTH HOOK LNG TERMINAL COMPANY LTD	8,35%	E	ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TERNEFTEGAS LLC (a)	58,64%	E	RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL (BTC) B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL ABU AL BU KHOOSH	100,00%		FRANCE	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL AUSTRAL	100,00%		FRANCE	ARGENTINE
	TOTAL BRAZIL SERVICES B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL COLOMBIA PIPELINE	100,00%		FRANCE	COLOMBIE
	TOTAL DOLPHIN MIDSTREAM	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P ABSHERON BV	100,00%		PAYS-BAS	AZÉRBAÏDJAN
	TOTAL E&P ALGERIE	100,00%		FRANCE	ALGERIE
	TOTAL E&P AMBORIP VI	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P ANGOLA	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 15/06 LIMITED	100,00%		BERMUDES	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 17.06	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 25	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 32	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 33	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 39	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ANGOLA BLOCK 40	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL E&P ARAFURA SEA	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P ARUBA B.V.	100,00%		PAYS-BAS	ARUBA
	TOTAL E&P AUSTRALIA	100,00%		FRANCE	AUSTRALIE
	TOTAL E&P AUSTRALIA II	100,00%		FRANCE	AUSTRALIE
	TOTAL E&P AUSTRALIA III	100,00%		FRANCE	AUSTRALIE
	TOTAL E&P AZERBAIJAN BV	100,00%		PAYS-BAS	AZÉRBAÏDJAN
	TOTAL E&P BOLIVIE	100,00%		FRANCE	BOLIVIE
	TOTAL E&P BORNEO BV	100,00%		PAYS-BAS	BRUNÉI
	TOTAL E&P BULGARIE B.V.	100,00%		PAYS-BAS	BULGARIE
	TOTAL E&P CAMBODGE	100,00%		FRANCE	CAMBODGE
	TOTAL E&P CANADA LTD	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL E&P CHINE	100,00%		FRANCE	CHINE
	TOTAL E&P COLOMBIE	100,00%		FRANCE	COLOMBIE
	TOTAL E&P CONGO	85,00%		CONGO	CONGO
	TOTAL E&P COTE D'IVOIRE	100,00%		FRANCE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL E&P COTE D'IVOIRE CI-514	100,00%		FRANCE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL E&P COTE D'IVOIRE CI-515	100,00%		FRANCE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL E&P COTE D'IVOIRE CI-516	100,00%		FRANCE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL E&P CYPRUS B.V.	100,00%		PAYS-BAS	CHYPRE
	TOTAL E&P DEEP OFFSHORE BORNEO BV	100,00%		PAYS-BAS	BRUNÉI
	TOTAL E&P DENMARK BV	100,00%		PAYS-BAS	DANEMARK
	TOTAL E&P DO BRASIL LTDA	100,00%		BRESIL	BRESIL
	TOTAL E&P DOLPHIN UPSTREAM	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P EAST EL BURULLUS OFFSHORE B.V.	100,00%		PAYS-BAS	ÉGYPTE
	TOTAL E&P EGYPT BLOCK 2 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	ÉGYPTE
	TOTAL E&P EGYPTE	100,00%		FRANCE	ÉGYPTE
	TOTAL E&P FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P GOLFE HOLDINGS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P GOLFE LIMITED	100,00%		ÉMIRATS ARABES UNIS	QATAR
	TOTAL E&P GUYANE FRANCAISE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P HOLDING ICHTHYS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P HOLDINGS AUSTRALIA PTY	100,00%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	TOTAL E&P HOLDINGS RUSSIA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P HOLDINGS UAE BV	100,00%		PAYS-BAS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL E&P ICHTHYS B.V.	100,00%		PAYS-BAS	AUSTRALIE
	TOTAL E&P INDONESIA GMB KUTAI II	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
TOTAL E&P INDONESIA MENTAWAI B.V.	100,00%		PAYS-BAS	INDONÉSIE	
TOTAL E&P INDONESIA SOUTH MANDAR	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE	

(a) % de contrôle différent du % d'intérêt : 49%

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	TOTAL E&P INDONESIA TELEN B.V.	100,00%		PAYS-BAS	INDONÉSIE
	TOTAL E&P INDONESIA WEST PAPUA	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P INDONESIE	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P IRAN	100,00%		FRANCE	IRAN
	TOTAL E&P IRAQ	100,00%		FRANCE	IRAK
	TOTAL E&P ITALIA	100,00%		ITALIE	ITALIE
	TOTAL E&P KAZAKHSTAN	100,00%		FRANCE	KAZAKHSTAN
	TOTAL E&P KENYA B.V.	100,00%		PAYS-BAS	KENYA
	TOTAL E&P KURDISTAN REGION OF IRAQ (HARIR) B.V.	100,00%		PAYS-BAS	IRAK
	TOTAL E&P KURDISTAN REGION OF IRAQ (SAFEN) B.V.	100,00%		PAYS-BAS	IRAK
	TOTAL E&P KURDISTAN REGION OF IRAQ (TAZA) B.V.	100,00%		PAYS-BAS	IRAK
	TOTAL E&P KURDISTAN REGION OF IRAQ B.V.	100,00%		PAYS-BAS	IRAK
	TOTAL E&P KUTAI TIMUR	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P LIBYE	100,00%		FRANCE	LIBYE
	TOTAL E&P MADAGASCAR	100,00%		FRANCE	MADAGASCAR
	TOTAL E&P MALAYSIA	100,00%		FRANCE	MALAISIE
	TOTAL E&P MAROC	100,00%		FRANCE	MAROC
	TOTAL E&P MAURITANIA BLOCK C9 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	MAURITANIE
	TOTAL E&P MAURITANIE	100,00%		FRANCE	MAURITANIE
	TOTAL E&P MAURITANIE BLOCK TA29 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	MAURITANIE
	TOTAL E&P MONTELIBAR	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P MOZAMBIQUE B.V.	100,00%		PAYS-BAS	MOZAMBIQUE
	TOTAL E&P MYANMAR	100,00%		FRANCE	MYANMAR
	TOTAL E&P NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL E&P NEW VENTURES INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER A LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER B LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER C LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER D LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER E LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER F LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER G LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA DEEPWATER H LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NIGERIA LTD	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL E&P NORGE AS	100,00%		NORVÈGE	NORVÈGE
	TOTAL E&P NURMUNAI	100,00%		FRANCE	KAZAKHSTAN
	TOTAL E&P OMAN	100,00%		FRANCE	OMAN
	TOTAL E&P OMAN PETROLEUM B.V.	100,00%		PAYS-BAS	OMAN
	TOTAL E&P PHILIPPINES B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PHILIPPINES
	TOTAL E&P PNG 1 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P PNG 2 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P PNG 3 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P PNG 4 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P PNG 5 B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P PNG LIMITED	100,00%		PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
	TOTAL E&P POLAND B.V.	100,00%		PAYS-BAS	POLOGNE
	TOTAL E&P QATAR	100,00%		FRANCE	QATAR
	TOTAL E&P RDC	100,00%		CONGO, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU	CONGO, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
	TOTAL E&P RESEARCH & TECHNOLOGY USA LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL E&P RUSSIE, FÉDÉRATION DE	100,00%		FRANCE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL E&P SADANG	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P SAGERI	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P SEBUKU	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P SERVICES CHINA CO., LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL E&P SHTOKMAN	100,00%		FRANCE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL E&P SOUTH AFRICA B.V.	100,00%		PAYS-BAS	AFRIQUE DU SUD
	TOTAL E&P SOUTH EAST MAHAKAM	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P SOUTH SAGERI	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL E&P SOUTH SUDAN	100,00%		FRANCE	Soudan du Sud
	TOTAL E&P SYRIE	100,00%		FRANCE	SYRIE
	TOTAL E&P TAJIKISTAN B.V.	100,00%		PAYS-BAS	TADJIKISTAN
	TOTAL E&P THAILAND	100,00%		FRANCE	THAÏLANDE
	TOTAL E&P UGANDA BV	100,00%		PAYS-BAS	OUGANDA
	TOTAL E&P UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL E&P URUGUAY B.V.	100,00%		PAYS-BAS	URUGUAY
	TOTAL E&P URUGUAY ONSHORE B.V.	100,00%		PAYS-BAS	URUGUAY
	TOTAL E&P USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL E&P USA OIL SHALE, LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL E&P WELL RESPONSE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P YAMAL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL E&P YEMEN	100,00%		FRANCE	YEMEN
	TOTAL E&P YEMEN BLOCK 3 BV	100,00%		PAYS-BAS	YEMEN
	TOTAL ENERGIE GAZ	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL EXPLORATION M'BRIDGE	100,00%		PAYS-BAS	ANGOLA
	TOTAL EXPLORATION PRODUCTION NIGERIA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL EXPLORATION PRODUCTION TIMAN-PECHORA LLC	100,00%		RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL FACILITIES MANAGEMENT BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL GABON	58,28%		GABON	GABON
	TOTAL GAS & POWER ACTIFS INDUSTRIELS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GAS & POWER ASIA PRIVATE LIMITED	100,00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL GAS & POWER BRAZIL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GAS & POWER CHARTERING LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL GAS & POWER LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL GAS & POWER NORTH AMERICA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL GAS & POWER SERVICES LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL GAS & POWER THAILAND	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GAS CONTRACTS LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL GAS PIPELINE USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL GAS SHALE EUROPE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GAS Y ELECTRICIDAD ARGENTINA SA	100,00%		ARGENTINE	ARGENTINE
	TOTAL GASANDES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GASS HANDEL NORGE AS	100,00%		NORVÈGE	NORVÈGE
	TOTAL GASTRANSPORT NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL GAZ ELECTRICITE HOLDINGS FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GLNG AUSTRALIA	100,00%		FRANCE	AUSTRALIE
	TOTAL HOLDING DOLPHIN AMONT	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDINGS INTERNATIONAL B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL HOLDINGS NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL LNG ANGOLA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LNG NIGERIA LIMITED	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LNG SUPPLY SERVICES USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL MIDSTREAM HOLDINGS UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL NNS LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI
	TOTAL OIL AND GAS SOUTH AMERICA	100,00%		FRANCE	FRANCE

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	TOTAL OIL AND GAS VENEZUELA BV	100,00%		PAYS-BAS	VENEZUELA
	TOTAL PARS LNG	100,00%		FRANCE	IRAN
	TOTAL PARTICIPATIONS PETROLIERES GABON	100,00%		GABON	GABON
	TOTAL PETROLEUM ANGOLA	100,00%		FRANCE	ANGOLA
	TOTAL PROFILS PETROLIERS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL QATAR OIL AND GAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL SHTOKMAN BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL SOUTH PARS	100,00%		FRANCE	IRAN
	TOTAL TENGAH	100,00%		FRANCE	INDONÉSIE
	TOTAL TERMOKARSTOVOYE BV	100,00%		PAYS-BAS	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL TRACTEBEL EMIRATES O & M COMPANY	50,00%	E	FRANCE	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL TRACTEBEL EMIRATES POWER COMPANY	50,00%	E	FRANCE	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL UPSTREAM NIGERIA LIMITED	100,00%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL UPSTREAM UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL VENEZUELA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL YEMEN LNG COMPANY LTD.	100,00%		BERMUDES	BERMUDES
	TRANSPORTADORA DE GAS DEL MERCOSUR SA	32,68%	E	ARGENTINE	ARGENTINE
	UNITAH COLORADO RESOURCES II, LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	YAMAL LNG (b)	31,35%	E	RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	YEMEN LNG COMPANY LTD	39,62%	E	BERMUDES	YEMEN
	YPERGAS SA	37,33%		VENEZUELA	VENEZUELA
	b) % de contrôle différent du % d'intérêt : 20,02%				
Raffinage Chimie	APPRYL SNC	50,00%		FRANCE	FRANCE
	ATLANTIC TRADING AND MARKETING INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ATOTECH (CHONGQING) CHEMICALS LTD.	100,00%		CHINE	CHINE
	ATOTECH ASIA PACIFIC	100,00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	ATOTECH BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	ATOTECH CANADA LTD	100,00%		CANADA	CANADA
	ATOTECH CZ	100,00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	ATOTECH DE MEXICO	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	ATOTECH DEUTSCHLAND GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	ATOTECH DO BRASIL GALVANOTECNICA	100,00%		BRÉSIL	BRÉSIL
	ATOTECH ESPANA SA	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	ATOTECH FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ATOTECH INDIA LTD	100,00%		INDE	INDE
	ATOTECH ISTANBUL KIMYA SANAYI TICARET LIMITED SIRKETI	100,00%		TURQUIE	TURQUIE
	ATOTECH ITALIA	100,00%		ITALIE	ITALIE
	ATOTECH JAPAN	100,00%		JAPON	JAPON
	ATOTECH KOREA LTD.	100,00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	ATOTECH MALAYSIA SDN BHD	100,00%		MALAISIE	MALAISIE
	ATOTECH NEDERLAND B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	ATOTECH ÖSTERREICH GMBH	100,00%		AUTRICHE	AUTRICHE
	ATOTECH POLAND	100,00%		POLOGNE	POLOGNE
	ATOTECH SEA PTE	100,00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	ATOTECH SERVICIOS DE MEXICO SA DE CV	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	ATOTECH SK	100,00%		SLOVAQUIE	SLOVAQUIE
	ATOTECH SKANDINAVIEN	100,00%		SUÈDE	SUÈDE
	ATOTECH SLOVENIJA, PROIZVODNJA KEMICNIH IZDELKOV, D.D.	100,00%		SLOVÉNIE	SLOVÉNIE
	ATOTECH TAIWAN	100,00%		TAIWAN	TAIWAN
	ATOTECH THAILAND	100,00%		THAÏLANDE	THAÏLANDE
	ATOTECH U.K.	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	ATOTECH USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ATOTECH VIETNAM COMPANY LIMITED	100,00%		VIETNAM	VIETNAM
	BALZATEX SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	BARRY CONTROL AEROSPACE SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	BASF TOTAL PETROCHEMICALS LLC	40,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BAY JUNCTION, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BORRACHAS PORTALEGRE LTDA	100,00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	BOU VERWALTUNGS GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	BUCKEYE PRODUCTS PIPELINE, L.P.	14,66%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CAOUTCHOUCS MODERNES SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	CATELSA-CACERES SAU	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	CIE TUNISIENNE DU CAOUTCHOUC SARL	100,00%		TUNISIE	TUNISIE
	COSDEN, LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	COS-MAR COMPANY	50,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CRAY VALLEY (GUANGZHOU) CHEMICAL CO., LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	CRAY VALLEY CZECH	100,00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	CRAY VALLEY HSC ASIA LIMITED	100,00%		CHINE	CHINE
	CRAY VALLEY ITALIA S.R.L.	100,00%		ITALIE	ITALIE
	CRAY VALLEY SA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	CSSA - CHARTERING AND SHIPPING SERVICES SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	DALIAN TOTAL CONSULTING CO LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	DALIAN WEST PACIFIC PETROCHEMICAL CO LTD (WEPEC)	22,41%	E	CHINE	CHINE
	ESPA SARL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ETHYLENE EST	99,98%		FRANCE	FRANCE
	FELUY IMMOBATI	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	FINA TECHNOLOGY, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	FPL ENTERPRISES, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GASKET (SUZHOU) VALVE COMPONENTS CO., LTD.	100,00%		CHINE	CHINE
	GASKET INTERNATIONAL S.P.A.	100,00%		ITALIE	ITALIE
	GRACE DEVELOPMENT LIMITED	100,00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	GRANDE PAROISSE SA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	GUANGZHOU SPHERE CHEMICALS LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	GULF COAST PIPE LINE, L.P.	14,66%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HANWHA TOTAL PETROCHEMICAL CO. LTD	50,00%	E	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	HBA HUTCHINSON BRASIL AUTOMOTIVE LTDA	100,00%		BRÉSIL	BRÉSIL
	HUTCH MAROC SARL AU	100,00%		MAROC	MAROC
	HUTCHINSON POLYMERS SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SRO	100,00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	HUTCHINSON (UK) LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	HUTCHINSON (WUHAN) AUTOMOTIVE RUBBER PRODUCTS COMPANY LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	HUTCHINSON AERONAUTIQUE & INDUSTRIE LIMITED	100,00%		CANADA	CANADA
	HUTCHINSON AEROSERVICES GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON AEROSERVICES SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON AEROSPACE & INDUSTRY, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON AEROSPACE GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON AFTERMARKET USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON ANTIVIBRATION SYSTEMS, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON ARGENTINA SA	100,00%		ARGENTINE	ARGENTINE
	HUTCHINSON AUTOPARTES DE MEXICO SA DE CV	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	HUTCHINSON BORRACHAS DE PORTUGAL LTDA	100,00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	HUTCHINSON CORPORATION	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON D.O.O. BEOGRAD	100,00%		SERBIE	SERBIE
	HUTCHINSON DO BRASIL SA	100,00%		BRÉSIL	BRÉSIL

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	HUTCHINSON FLEXIBLE AUTOMOBILE SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON FLUID MANAGEMENT SYSTEMS INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON HOLDING GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON HOLDINGS UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	HUTCHINSON IBERIA, S.A.	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON INDUSTRIAL RUBBER PRODUCTS (SUZHOU) CO.LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	HUTCHINSON INDUSTRIAS DEL CAUCHO SAU	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON INDUSTRIES INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON JAPAN CO., LTD	100,00%		JAPON	JAPON
	HUTCHINSON KOREA LIMITED	100,00%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	HUTCHINSON NICHIRIN BRAKE HOSES, S.L.	70,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON PALAMOS	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	HUTCHINSON POLAND SP ZO.O.	100,00%		POLOGNE	POLOGNE
	HUTCHINSON PORTO TUBOS FLEXIVEIS LTDA	100,00%		PORTUGAL	PORTUGAL
	HUTCHINSON RUBBER PRODUCTS PRIVATE LIMITED INDE	100,00%		INDE	INDE
	HUTCHINSON SA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SALES CORPORATION	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON SANTE SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SEAL DE MEXICO SA DE CV.	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	HUTCHINSON SEALING SYSTEMS INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUTCHINSON SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	HUTCHINSON SRL (ITALIE)	100,00%		ITALIE	ITALIE
	HUTCHINSON SRL (ROUMANIE)	100,00%		ROUMANIE	ROUMANIE
	HUTCHINSON STOP-CHOC GMBH & CO. KG	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	HUTCHINSON SUISSE SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	HUTCHINSON TRANSFERENCIA DE FLUIDOS SA DE CV	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	HUTCHINSON TUNISIE SARL	100,00%		TUNISIE	TUNISIE
	INDUSTRIAS TECNICAS DE LA ESPUMA SL	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	INDUSTRIELLE DESMARQUOY SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	JEHIER SAS	99,89%		FRANCE	FRANCE
	JPR SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	KEUMHAN VIETNAM CO., LIMITED	100,00%		VIETNAM	VIETNAM
	KTN KUNSTSTOFFTECHNIK NOBITZ GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	LA PORTE PIPELINE COMPANY, L.P.	50,00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LA PORTE PIPELINE GP, L.L.C.	50,00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LAFFAN REFINERY COMPANY LIMITED	10,00%	E	QATAR	QATAR
	LAFFAN REFINERY COMPANY LIMITED 2	10,00%	E	QATAR	QATAR
	LE JOINT FRANCAIS SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	LEGACY SITE SERVICES LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LES STRATIFIÉS SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	LUF(LK) LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	LONE WOLF LAND CO.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LSS FUNDING INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	MACHEN LAND LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	MAPA SPONTEX INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	NAPHTACHIMIE	50,00%		FRANCE	FRANCE
	QLUTEX OBERLAUSITZER LUFTFAHRTTEXTILIEN GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	PAMARGAN (MALTA) PRODUCTS LIMITED	100,00%		MALTE	MALTE
	PAMARGAN PRODUCTS LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	PAULSTRA SILENTBLOC SA	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	PAULSTRA SNC	100,00%		FRANCE	FRANCE
	POLYBLEND GMBH	68,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	QATAR PETROCHEMICAL COMPANY Q.S.C. (QAPCO)	20,00%	E	QATAR	QATAR
	QATOFIN COMPANY LIMITED	49,09%	E	QATAR	QATAR
	RESILIUM	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	RETHA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	RETHA USA LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SAN JACINTO RAIL LIMITED	17,00%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SAUDI ARAMCO TOTAL REFINING AND PETROCHEMICAL COMPANY	37,50%	E	ARABIE SAOUDITE	ARABIE SAOUDITE
	SEALANTS EUROPE	34,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SIGMARALON GROUP BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	STILLMAN SEAL CORPORATION	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	STOP-CHOC (UK) LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TECHLAM SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ACTIVITES MARITIMES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL DEUTSCHLAND GMBH (c)	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL DOWNSTREAM UK PLC	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL EUROPEAN TRADING	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LAFFAN REFINERY	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LAFFAN REFINERY II B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL LINDSEY OIL REFINERY LTD	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL OLEFINS ANTWERP	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL OPSLAG EN PUIPLEIDING NEDERLAND NV	55,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL PAR LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING ORDOS BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING USA INC (c)	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING SA/NV (c)	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS (CHINA) TRADING CO LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROCHEMICALS (FOSHAN) LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROCHEMICALS (HONG KONG) LTD	100,00%		HONG-KONG	HONG-KONG
	TOTAL PETROCHEMICALS (NINGBO) LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROCHEMICALS DEVELOPMENT FELUY	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS ECAUSSINNES	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS FELUY	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PETROCHEMICALS IBERICA	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	TOTAL PETROCHEMICALS PIPELINE USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS UK LTD	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL POLYMERS ANTWERP	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL RAFFINADERIJ ANTWERPEN NV	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL RAFFINAGE CHIMIE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL RAFFINAGE FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL RAFFINERIE MITTELDEUTSCHLAND GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL REFINING & CHEMICALS SAUDI ARABIA SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL RESEARCH & TECHNOLOGY FELUY	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL SPLITTER USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL TRADING AND MARKETING CANADA LP	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL TRADING ASIA PTE LTD	100,00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL TRADING CANADA LIMITED	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL TRADING PRODUCTS SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	TOTSA TOTAL OIL TRADING SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	TRANSALPES SNC	67,00%		FRANCE	FRANCE
	TRANS-ETHYLENE	99,98%		FRANCE	FRANCE

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	UAB ATOTECH-CHEMETA	100,00%		LITUANIE	LITUANIE
	VIBRACHOC SAU	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	ZEELAND REFINERY N.V.	55,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
Marketing & Services	8POINT3 ENERGY PARTNERS LP	22,99%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	8POINT3 GENERAL PARTNER, LLC	28,74%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	8POINT3 HOLDING COMPANY, LLC	28,74%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	8POINT3 OPERATING COMPANY, LLC	22,99%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	AETOLIA ENERGY SITE ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIVE TIEL	40,23%		GRÈCE	GRÈCE
	AETOLIA ENERGY SITE MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	AIR TOTAL (SUISSE) SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	AIR TOTAL INTERNATIONAL SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	ALEXSUN 1 MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	ALEXSUN2 MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	ALMYROS ENERGY SOLUTION ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIV	40,23%		GRÈCE	GRÈCE
	ALMYROS ENERGY SOLUTION MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	ALVEA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	AMYRIS INC	31,52%	E	ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ANTILLES GAZ	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ARAGONNE SOLAR, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ARDECHES SOLAIRE - DRAGA 1	57,48%		FRANCE	FRANCE
	ARISTEA	51,00%	E	BELGIQUE	BELGIQUE
	ARTECO	49,99%	E	BELGIQUE	BELGIQUE
	AS 24	100,00%		FRANCE	FRANCE
	AS 24 BELGIE NV	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	AS 24 ESPANOLA SA	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	AS 24 FUEL CARD LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	AS 24 POLSKA SP ZOO	100,00%		POLOGNE	POLOGNE
	AS 24 TANKSERVICE GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	AUO SUNPOWER SDN. BHD.	28,74%	E	MALAISIE	MALAISIE
	BADENHORST PV 2 HOLD CO LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BEIT HAGEDI RENEWABLE ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	BERTOPHASE (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	BLUESTEM SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BNB BLOOMFIELD SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BOULDER SOLAR II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BOULDER SOLAR III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BOULDER SOLAR POWER PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BOULDER SOLAR POWER, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	BUFFALO NORTH STAR SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CALDEO	100,00%		FRANCE	FRANCE
	CENTRALE SOLAIRE 1	57,48%		FRANCE	ÉTATS-UNIS
	CENTRALE SOLAIRE 2	57,48%		FRANCE	ÉTATS-UNIS
	CHARENTE MARITIME SOLAIRE - ST LEGER 1	57,48%		FRANCE	FRANCE
	CHARVET LA MURE BIANCO	100,00%		FRANCE	FRANCE
	COGENRA DEVELOPMENT, INC.	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	COGENRA SOLAR, INC.	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST- CPO	100,00%		FRANCE	FRANCE
	COOPER RANCH SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CORONA SANDS, LLC	28,74%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	CPE ENERGIES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	CRISTAL MARKETING EGYPT	80,78%		ÉGYPTE	ÉGYPTE
	DCA-MORY-SHIPP	100,00%		FRANCE	FRANCE
	DEAAR PV HOLD CO LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	DESERT SUNBURST, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	DIAMOND ENERGY PTY LTD	14,37%	E	AUSTRALIE	AUSTRALIE
	DRAGONFLY SYSTEMS, INC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	EAU CHAUDE REUNION (ECR)	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	EGEDIS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ELF OIL UK AVIATION LTD	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	ELF OIL UK PROPERTIES LTD	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	FIRST PHILEC SOLAR CORPORATION	8,62%	E	PHILIPPINES	PHILIPPINES
	FIWADO BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	GEORGIA SUN I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GILAT RENEWABLE ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	GOLDEN FIELDS SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GOLDEN FIELDS SOLAR II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GOLDEN FIELDS SOLAR III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GOLDEN FIELDS SOLAR IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GREENBOTICS, INC.	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	GUANGZHOU ELF LUBRICANTS CO LTD	77,00%		CHINE	CHINE
	HELIOS RESIDENTIAL SOLAR FUND, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HEMATHIA SUCCESSFUL ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIVE TIT	40,23%		GRÈCE	GRÈCE
	HEMETHIA SUCCESSFUL LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	HIGH PLAINS RANCH I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	HUAXIA CPV (INNER MONGOLIA) POWER CO., LTD	14,37%	E	CHINE	CHINE
	IMMO ENERGIE	57,48%		FRANCE	FRANCE
	INDUSTRIAL POWER SERVICES LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	INFIGEN ENERGY US DEVELOPMENT LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	INFIGEN ENERGY US SOLAR ONE LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	INFINITE SUNSHINE 2015-1, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	INSTITUT PHOTOVOLTAÏQUE D'ÎLE DE FRANCE (IPVF)	43,00%		FRANCE	FRANCE
	JAVA SOLAR, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	JDA OVERSEAS HOLDINGS, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	KERN HIGH SCHOOL DISTRICT SOLAR (2), LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	KERN HIGH SCHOOL DISTRICT SOLAR, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	KLIPGATS PV 3 HOLD CO LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	KLIPGATS PV 7 HOLD CO LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	KOZANI ENERGY ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIVE TITL	57,48%		GRÈCE	GRÈCE
	KOZANI ENERGY MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	LEMOORE STRATFORD LAND HOLDINGS IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LIVINGSTON RIDGE SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LOVING SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LUCERNE VALLEY SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LUCERNE VALLEY SOLAR ONE HOLDINGS, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LUIS SOLAR, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	LUX RESIDENTIAL SOLAR FUND, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	MESQUITE SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	MICHEL MINERALÖLHANDEL GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	MULILO PRIESKA PV (RF) PROPRIETARY LIMITED	27,00%	E	AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	NAPA SANITATION DISTRICT SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	NATIONAL PETROLEUM REFINERS OF SOUTH AFRICA (PTY) LTD	18,22%	E	AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	NEVATIM GREEN ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	NORTHSTAR MACYS EAST COAST 2016, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	NORTHSTAR MACYS MARYLAND 2015, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	NORTHSTAR MACYS US WEST 2016, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	NORTHSTAR SANTA CLARA COUNTY 2016, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	OCHOA SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	PARREY PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	PARREY, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	PATISH (WEST) GREEN ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	PHANTOM FIELD RESOURCES, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	PHOTOVOLTAIC PARK MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	ÉTATS-UNIS
	PHOTOVOLTAICA PARKA VEROJIA ANONYMI ETAIREIA	57,48%		GRÈCE	GRÈCE
	PLUTO ACQUISITION COMPANY LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	PRODUITS PETROLIERS STELA	99,99%		FRANCE	FRANCE
	PV SALVADOR SPA	20,00%	E	CHILI	CHILI
	QUIMICA VASCA SA UNIPERSONAL	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	RAY OF SUCCESS ANONYMI ENERGEIAKI ETAIREIA (DISTINCTIVE TITLE RAY	40,23%		GRÈCE	GRÈCE
	RAY OF SUCCESS MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	REDSTONE SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	RIO BRAVO SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	RIO BRAVO SOLAR II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ROTEM SUNPOWER LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	SAHARA SOLAR INVESTMENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SANDY HILLS SOLAR I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SAUDI TOTAL PETROLEUM PRODUCTS	51,00%	E	ARABIE SAOUDITE	ARABIE SAOUDITE
	SERVAUTO NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SGS ANTELOPE VALLEY DEVELOPMENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SGULA (EAST) GREEN ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ÉTATS-UNIS
	SGULA (WEST) GREEN ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	SHAMS POWER COMPANY PJSC	20,00%	E	ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	SICHUAN SHENGTIAN NEW ENERGY DEVELOPMENT CO., LTD	2,64%	E	CHINE	ÉTATS-UNIS
	SOCIETE DES TRANSPORTS PETROLIERS PAR PIPELINE	35,50%	E	FRANCE	FRANCE
	SOCIETE D'EXPLOITATION DE CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES 1	28,80%		FRANCE	FRANCE
	SOCIETE MAHORAISE DE STOCKAGE DE PRODUITS PETROLIERS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	SOCIETE POUR L'EXPLOITATION DE L'USINE DE ROUEN	98,98%		FRANCE	FRANCE
	SOCIETE URBAINE DES PETROLES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	S-OIL TOTAL LUBRICANTS CO LTD	50,00%	E	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	SOLAR ASSURANCE CAPITAL PTY LTD	57,48%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	SOLAR GREENHOUSE I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA HMRJ, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA V, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA VI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA VII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR ARIZONA XIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA VII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XL, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XLI PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XLI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XLII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XLIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XLIV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XV PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XVI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XVII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XVIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXIV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXIX, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXVI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXVII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXVIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXX (2), LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXIV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXIX, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXVI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXVII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CALIFORNIA XXXVIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR COLORADO II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR COLORADO III PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR COLORADO III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR CONNECTICUT I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR HAWAII I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR HAWAII IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR HI AIR, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR NEW JERSEY IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR NEW YORK I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR OCEANSIDE, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR OREGON I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR RANCHO CWD I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR TEXAS II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR TEXAS IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLAR STAR YC, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOLARBRIDGE TECHNOLOGIES, INC.	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SOUTH ASIA LPG PRIVATE LIMITED	50,00%	E	INDE	INDE
	SP CORDOBESA MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	SP QUINTANA MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	SPML LAND, INC.	57,48%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	SPWR ENERGIAS RENOVAVEIS UNIPessoal, LDA.	57,48%		PORTUGAL	PORTUGAL
	SPWR EW 2013-1, LLC	0,57%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SPWR MS 2013-1, LLC	28,74%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SPWR SOLAR ENERGEIAKI HELLAS SINGLE MEMBER EPE	57,48%		GRÈCE	GRÈCE
	SPWR USB 2013-1, LLC	0,57%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SPWR USB 2013-2, LLC	0,57%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SPWR USB 2013-3, LLC	0,57%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SSCO III HOLDINGS COMPANY, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	SSCO III MANAGING MEMBER, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SSSA, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	STRATA SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNFRONT I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER ACCESS I, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER ASSETCO, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER BERMUDA HOLDINGS	57,48%		BERMUDES	BERMUDES
	SUNPOWER CAPITAL AUSTRALIA PTY LTD	57,48%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	SUNPOWER CAPITAL SERVICES, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER CAPITAL, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER COMMERCIAL HOLDING COMPANY II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER COMMERCIAL HOLDING COMPANY III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER COMMERCIAL II CLASS B, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER COMMERCIAL III CLASS B, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER CORP ISRAEL LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL
	SUNPOWER CORPORATION	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER CORPORATION (SWITZERLAND) SARL	57,48%		SUISSE	SUISSE
	SUNPOWER CORPORATION AUSTRALIA PTY LTD	57,48%		AUSTRALIE	AUSTRALIE
	SUNPOWER CORPORATION LIMITED	57,48%		HONG-KONG	HONG-KONG
	SUNPOWER CORPORATION MALTA HOLDINGS LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	SUNPOWER CORPORATION MEXICO, S. DE R.L. DE C.V.	57,48%		MEXIQUE	MEXIQUE
	SUNPOWER CORPORATION SOUTHERN AFRICA (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	SUNPOWER CORPORATION SPA	57,48%		CHILI	CHILI
	SUNPOWER CORPORATION UK LIMITED	57,48%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	SUNPOWER CORPORATION, SYSTEMS	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER DEVCO, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER DEVELOPMENT COMPANY	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER ENERGY CORPORATION LIMITED	57,48%		HONG-KONG	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS CANADA CORPORATION	57,48%		CANADA	CANADA
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS KOREA	57,48%		CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	CORÉE, RÉPUBLIQUE DE
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS SINGAPORE PTE LTD	57,48%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS SOUTHERN AFRICA (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	SUNPOWER ENERGY SYSTEMS SPAIN, SL	57,48%		ESPAGNE	ESPAGNE
	SUNPOWER FOUNDATION	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER FRANCE SAS	57,48%		FRANCE	FRANCE
	SUNPOWER GMBH	57,48%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	SUNPOWER HOLDCO, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER ITALIA S.R.L.	57,48%		ITALIE	ITALIE
	SUNPOWER JAPAN KK	57,48%		JAPON	JAPON
	SUNPOWER MALTA LIMITED	57,48%		MALTE	MALTE
	SUNPOWER MANUFACTURING (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	SUNPOWER MANUFACTURING CORPORATION LIMITED	57,48%		HONG-KONG	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER MANUFACTURING DE VERNEJOL	57,48%		FRANCE	FRANCE
	SUNPOWER MÜHENDİSLİK İNŞAAT ENERJİ ÜRETİM VE TİCARET A.Ş.	57,48%		TURQUIE	TURQUIE
	SUNPOWER NANAQ PARENT, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 1 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 2 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 3 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 4 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 5 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 6 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLD CO 7 B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NETHERLANDS HOLDINGS B.V.	57,48%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	SUNPOWER NORTH AMERICA, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER PHILIPPINES LTD. - REGIONAL OPERATING HEADQUARTERS	57,48%		CAIMANES, ÎLES	PHILIPPINES
	SUNPOWER PHILIPPINES MANUFACTURING LTD.	57,48%		CAIMANES, ÎLES	PHILIPPINES
	SUNPOWER SOFTWARE I, INC.	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLAR ENERGY TECHNOLOGY (TIANJIN) CO., LTD	57,48%		CHINE	CHINE
	SUNPOWER SOLAR INDIA PRIVATE LIMITED	57,48%		INDE	INDE
	SUNPOWER SOLAR MALAYSIA SDN. BHD.	57,48%		MALAISIE	MALAISIE
	SUNPOWER SOLARPROGRAM III, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM IV, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM IX, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM V, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM VI, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM VII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SOLARPROGRAM VIII, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNPOWER SYSTEMS BELGIUM SPRL	57,48%		BELGIQUE	BELGIQUE
	SUNPOWER SYSTEMS MEXICO S. DE R.L. DE C.V.	57,48%		MEXIQUE	MEXIQUE
	SUNPOWER SYSTEMS SARL	57,48%		SUISSE	SUISSE
	SUNPOWER TECHNOLOGIES FRANCE SAS	57,48%		FRANCE	FRANCE
	SUNPOWER TECHNOLOGY LTD.	57,48%		CAIMANES, ÎLES	CAIMANES, ÎLES
	SUNPOWER YC HOLDINGS, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNRAY ITALY S.R.L.	57,48%		ITALIE	ITALIE
	SUNRENTE INVESTISSEMENT FRANCE SAS	57,48%		FRANCE	FRANCE
	SUNRISE 1, LLC	32,49%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	SUNZIL	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL CARAIBES	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL MAYOTTE SAS	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL OCEAN INDIEN	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL PACIFIC	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL POLYNESIE	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL POLYNESIE SERVICES	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL SERVICES CARAIBES	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SUNZIL SERVICES OCEAN INDIEN	50,00%	E	FRANCE	FRANCE
	SWINGLETREE OPERATIONS, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TEMASOL	57,48%		MAROC	MAROC
	TENESOL SAS	57,48%		FRANCE	FRANCE
	TENESOL SPV1	57,48%		FRANCE	FRANCE
	TENESOL SPV2	57,48%		FRANCE	FRANCE
	TENESOL VENEZUELA	57,48%		VENEZUELA	VENEZUELA
	TORIMODE (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TORIPROX (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TORISOL (PTY) LTD	57,48%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TOTAL (AFRICA) LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL (FIJI) LIMITED	100,00%		FIDJI	FIDJI
	TOTAL (TIANJIN) MANUFACTURING CO., LTD.	77,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL ABENGOA SOLAR EMIRATES INVESTMENT COMPANY BV	50,00%	E	PAYS-BAS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL ADDITIFS ET CARBURANTS SPECIALX	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL AFRICA SA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL AVIATION AND EXPORT LTD	100,00%		ZAMBIE	ZAMBIE
	TOTAL BELGIUM	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL BITUMEN DEUTSCHLAND GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	TOTAL BITUMEN UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL BOTSWANA (PTY) LTD	50,10%		BOTSWANA	BOTSWANA
	TOTAL BURKINA	100,00%		BURKINA FASO	BURKINA FASO
	TOTAL CAMBODGE	100,00%		CAMBODGE	CAMBODGE
	TOTAL CAMEROUN	67,01%		CAMEROUN	CAMEROUN
	TOTAL CARAIBES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CESKA REPUBLIKA S.R.O	100,00%		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
	TOTAL CHINA INVESTMENT CO LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL CONGO	99,70%		CONGO	CONGO
	TOTAL CORSE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL COTE D'IVOIRE	72,99%		CÔTE D'IVOIRE	CÔTE D'IVOIRE
	TOTAL DENMARK A/S	100,00%		DANEMARK	DANEMARK
	TOTAL DEUTSCHLAND GMBH (c)	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL EGYPT	80,78%		ÉGYPTE	ÉGYPTE
	TOTAL ENERGIE DEVELOPPEMENT	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGIE DO BRASIL	57,48%		BRÉSIL	BRÉSIL
	TOTAL ENERGIES NOUVELLES ACTIVITES USA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ESPANA SA	100,00%		ESPAGNE	ESPAGNE
	TOTAL ESPECIALIDADES ARGENTINA	100,00%		ARGENTINE	ARGENTINE
	TOTAL ETHIOPIA	100,00%		ÉTHIOPIE	ÉTHIOPIE
	TOTAL FLUIDES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FREEPORT CORPORATION	100,00%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	TOTAL FUELS WUHAN COMPANY LIMITED	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL GLASS LUBRICANTS EUROPE GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL GUADELOUPE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GUINEA ECUATORIAL	70,00%		GUINÉE ÉQUATORIALE	GUINÉE ÉQUATORIALE
	TOTAL GUINEE	100,00%		GUINÉE	GUINÉE
	TOTAL HOLDING ASIE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDING INDIA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL JAMAICA LTD	100,00%		JAMAÏQUE	JAMAÏQUE
	TOTAL JORDAN PSC	100,00%		JORDANIE	JORDANIE
	TOTAL KENYA	93,96%		KENYA	KENYA
	TOTAL LESOTHO (PTY) LTD	50,10%		LESOTHO	LESOTHO
	TOTAL LIBAN	100,00%		LIBAN	LIBAN
	TOTAL LIBERIA INC	100,00%		LIBÉRIA	LIBÉRIA
	TOTAL LUBRICANTS (CHINA) CO LTD	77,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL LUBRICANTS TAIWAN, LTD.	63,00%		TAÏWAN	TAÏWAN
	TOTAL LUBRIFIANTS	99,98%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LUBRIFIANTS SERVICES AUTOMOBILE	99,98%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL LUXEMBOURG SA	100,00%		LUXEMBOURG	LUXEMBOURG
	TOTAL MADAGASIKARA SA	79,44%		MADAGASCAR	MADAGASCAR
	TOTAL MALI	100,00%		MALI	MALI
	TOTAL MARINE FUELS	100,00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL MARKETING EGYPT	80,78%		ÉGYPTE	ÉGYPTE
	TOTAL MARKETING FRANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL MARKETING GABON	90,00%		GABON	GABON
	TOTAL MARKETING MIDDLE EAST FREE ZONE	100,00%		ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL MARKETING SERVICES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL MARKETING TCHAD	100,00%		TCHAD	TCHAD
	TOTAL MARKETING UGANDA	100,00%		OUGANDA	OUGANDA
	TOTAL MAROC	55,00%		MAROC	MAROC
	TOTAL MAURITIUS	55,00%		MAURICE	MAURICE
	TOTAL MAYOTTE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL MEXICO SA DE CV	100,00%		MEXIQUE	MEXIQUE
	TOTAL MINERALOEL UND CHEMIE GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL MINERALÖL GMBH	100,00%		ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	TOTAL MOZAMBIQUE	100,00%		MOZAMBIQUE	MOZAMBIQUE
	TOTAL NAMIBIA (PTY) LTD	50,10%		NAMIBIE	NAMIBIE
	TOTAL NÉDERLAND NV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL NEW ENERGIES LTD	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL NEW ENERGIES USA, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL NEW ENERGIES VENTURES USA, INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL NIGER SA	100,00%		NIGER	NIGER
	TOTAL NIGERIA PLC	61,72%		NIGÉRIA	NIGÉRIA
	TOTAL NUEVAS ENERGIAS CHILE SPA	100,00%		CHILI	CHILI
	TOTAL OIL ASIA-PACIFIC PTE LTD	100,00%		SINGAPOUR	SINGAPOUR
	TOTAL OIL INDIA PVT LTD	100,00%		INDE	INDE
	TOTAL OIL PAKISTAN (PRIVATE) LIMITED	50,00%	E	PAKISTAN	PAKISTAN
	TOTAL OIL TURKIYE AS	100,00%		TURQUIE	TURQUIE
	TOTAL OUTRE MER	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PACIFIQUE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PARCO MARKETING LIMITED	50,00%	E	BAHAMAS	PAKISTAN
	TOTAL PARCO PAKISTAN LIMITED	50,00%	E	PAKISTAN	PAKISTAN
	TOTAL PETROLEUM (SHANGHAI) COMPANY LIMITED	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROLEUM GHANA LIMITED	76,74%		GHANA	GHANA
	TOTAL PETROLEUM GUANGZHOU CO LTD	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL PETROLEUM PUERTO RICO CORP	100,00%		PORTO RICO	PORTO RICO
	TOTAL PHILIPPINES CORPORATION	100,00%		PHILIPPINES	PHILIPPINES
	TOTAL POLSKA	100,00%		POLOGNE	POLOGNE
	TOTAL POLYNESIE	99,54%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL RDC	60,00%		CONGO, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU	CONGO, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
	TOTAL REUNION	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL SENEGAL	69,14%		SÉNÉGAL	SÉNÉGAL
	TOTAL SINOCEM FUELS COMPANY LTD	49,00%	E	CHINE	CHINE
	TOTAL SINOCEM OIL COMPANY LIMITED	49,00%	E	CHINE	CHINE
	TOTAL SOUTH AFRICA (PTY) LTD	50,10%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TOTAL SPECIALTIES USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL SUPPLY MS SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	TOTAL SWAZILAND (PTY) LTD	50,10%		SWAZILAND	SWAZILAND
	TOTAL TANZANIA LIMITED	100,00%		TANZANIE	TANZANIE
	TOTAL TOGO	76,72%		TOGO	TOGO
	TOTAL TUNISIE	100,00%		TUNISIE	TUNISIE
	TOTAL TURKEY PARSALAMA	100,00%		TURQUIE	TURQUIE
	TOTAL UAE LLC	49,00%		ÉMIRATS ARABES UNIS	ÉMIRATS ARABES UNIS
	TOTAL UGANDA LIMITED	100,00%		OUGANDA	OUGANDA
	TOTAL UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL UNION OCEANE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL VOSTOK	100,00%		RUSSIE, FÉDÉRATION DE	RUSSIE, FÉDÉRATION DE
	TOTAL ZAMBIA	100,00%		ZAMBIE	ZAMBIE
	TOTAL ZIMBABWE LTD	80,00%		ZIMBABWE	ZIMBABWE
	TOTALERG SPA	49,00%	E	ITALIE	ITALIE
	TUCSON SOLAR COGENERATION I LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TYCZKA TOTALGAZ GMBH	50,00%	E	ALLEMAGNE	ALLEMAGNE
	URIM GREEN ENERGIES LTD	57,48%		ISRAËL	ISRAËL

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du siège social	Pays d'opérations
	WHIPPLETREE SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	WILDWOOD SOLAR II, LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	WOOD DRAW SOLAR LLC	57,48%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ZRUHA GREEN ENERGIES LTD	57,48%		SRAËL	SRAËL
Holding	ELF AQUITAINE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ELF AQUITAINE FERTILISANTS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	ELF AQUITAINE INC.	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ELF FOREST PRODUCTS, LLC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	ETMOFINA	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	FINANCIERE VALORGEST	100,00%		FRANCE	FRANCE
	FINGESTVAL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	OMNIUM RE-INSURANCE COMPANY SA	100,00%		SUISSE	SUISSE
	PAN INSURANCE LIMITED	100,00%		IRLANDE	IRLANDE
	SEPTENTRION PARTICIPATIONS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	SOCAP SAS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE CB2	100,00%		FRANCE	FRANCE
	SOFA BANQUE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	SOGAPAR	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL OVERSEAS HOLDING (PTY) LTD	100,00%		AFRIQUE DU SUD	AFRIQUE DU SUD
	TOTAL AFFILIATES CAPITAL USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL AMERICAN SERVICES INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL CAPITAL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CAPITAL CANADA LTD.	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL CORPORATE MANAGEMENT (BEIJING) COMPANY LIMITED	100,00%		CHINE	CHINE
	TOTAL DELAWARE INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL E&P HOLDINGS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGY VENTURES EUROPE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL ENERGY VENTURES INTERNATIONAL	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FINANCE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL FINANCE CORPORATE SERVICES LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL FINANCE GLOBAL SERVICES SA	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL FINANCE INTERNATIONAL B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL FINANCE NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL FINANCE USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL FUNDING NEDERLAND BV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL FUNDING NEDERLAND INTERNATIONAL B.V.	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL GESTION FILIALES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GESTION USA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GLOBAL SERVICES	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL GLOBAL SERVICES BELGIUM SA	99,80%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL HOLDING ALLEMAGNE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDINGS EUROPE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL HOLDINGS UK LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI
	TOTAL HOLDINGS USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL INTERNATIONAL NV	100,00%		PAYS-BAS	PAYS-BAS
	TOTAL NUCLEAIRE	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL OPERATIONS CANADA LTD	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL PARTICIPATIONS	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING USA INC (c)	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL PETROCHEMICALS & REFINING SA/NV (c)	100,00%		BELGIQUE	BELGIQUE
	TOTAL PETROCHEMICALS SECURITY USA INC	100,00%		ÉTATS-UNIS	ÉTATS-UNIS
	TOTAL RESOURCES (CANADA) LIMITED	100,00%		CANADA	CANADA
	TOTAL SA	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL TREASURY	100,00%		FRANCE	FRANCE
	TOTAL UK FINANCE LIMITED	100,00%		ROYAUME-UNI	ROYAUME-UNI

(c) Entités multi-sectorielles